

P.-G. LA CHESNAIS

LES PEUPLES
DE LA
TRANSCAUCASIE

PENDANT LA GUERRE
ET DEVANT LA PAIX

AVEC 3 CARTES



ÉDITIONS BOSSARD

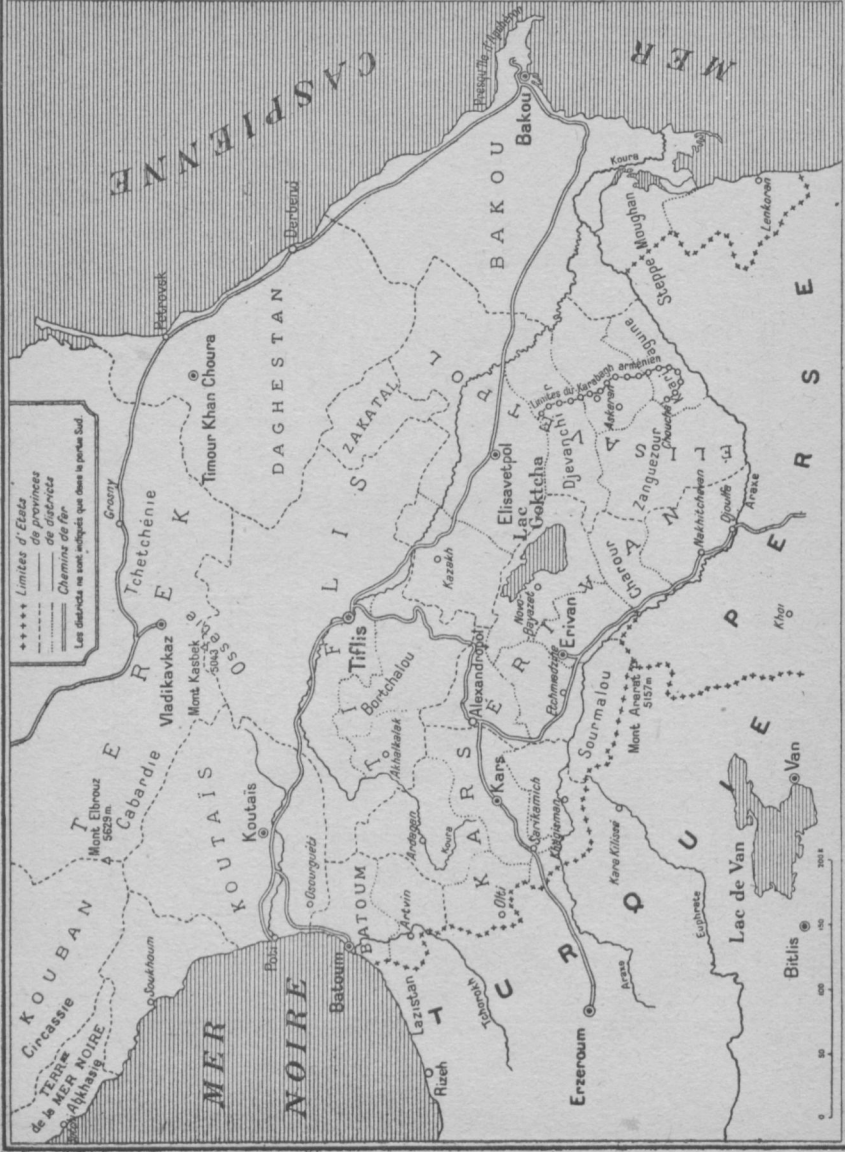
43, RUE MADAME, 43

PARIS

1921



LES PEUPLES
DE LA
TRANSCAUCASIE



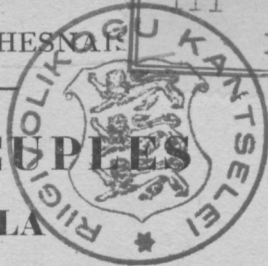
+++++ Limites d'Etats
 - - - - - de provinces
 - - - - - de districts
 - - - - - Chemins de fer
 - - - - - Les districts ne sont indiqués que dans la partie Sud

556

III

P.-G. LA CHESNAR

Inv. 576



LES PEUPLES DE LA TRANSCAUCASIE

PENDANT LA GUERRE
ET DEVANT LA PAIX

Avec trois Cartes

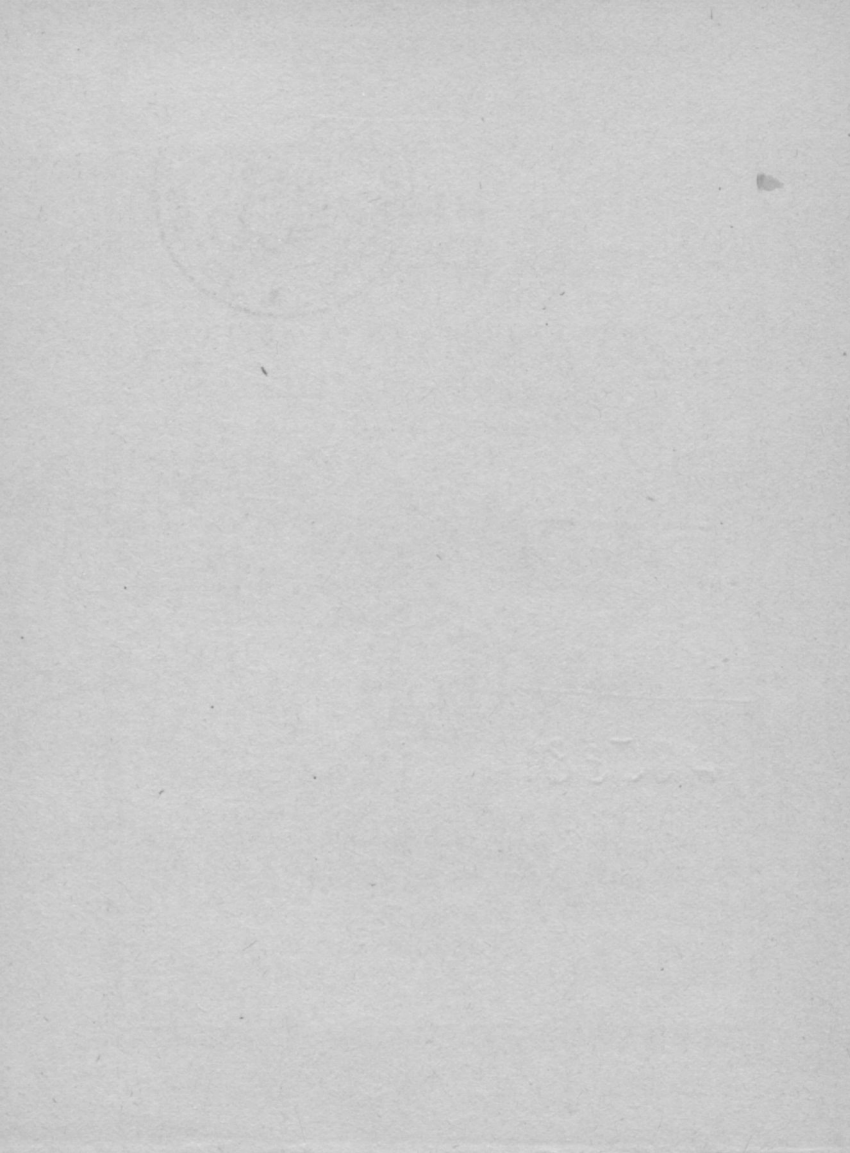
ENSV
Riiklik Avalik
Raamatukogu

SI 10139

485381



ÉDITIONS BOSSARD
43, RUE MADAME, 43
PARIS
1921





LES PEUPLES DE LA TRANSCAUCASIE



L'HISTOIRE de la Transcaucasie est compliquée par le mélange d'un grand nombre de races, dont les mœurs, les religions, les « orientations » sont diverses. Les Géorgiens y comptent pour un quart, environ, sur sept millions d'habitants. Ils habitent le gouvernement de Koutaïs, à l'ouest, que baigne la mer Noire, le gouvernement de Tiflis, au centre, et la province de Batoum, au sud-ouest. Ils ont pour voisins, au sud, 1.800.000 Arméniens dans les provinces de Kars et d'Erivan et dans quelques districts d'Elizavetpol et de Tiflis : second quart de la population transcaucasienne. A l'est, les provinces d'Elizavetpol et de Bakou sont peuplées de Musulmans. Mais les séparations ne sont pas nettes entre ces peuples. Il y a des Musulmans partout, et particulièrement dans les provinces arméniennes : au total, ils sont environ deux millions et demi en Transcaucasie, et sont ainsi le groupe le plus nombreux, mais nullement homogène, car il comprend des sunnites et des chiïtes,

des Persans, des Tatars, des Turcs et des Kurdes. Il faut compter encore les Russes, qui ne sont pas seulement des fonctionnaires, mais des colons devenus un quatrième élément de la population transcaucasienne : ils sont environ 450.000, dispersés un peu partout. Un grand nombre d'entre eux appartiennent aux professions libérales, Tiflis est leur centre principal, mais il y a aussi beaucoup de Russes paysans, dans toutes les provinces du pays. Les « Montagnards » débordent au sud du Caucase : on désigne sous ce nom collectif toute une série de peuplades assez primitives, comme les Circassiens ou Tcherkesses, les Inghouzes, les Abkhasés, etc., qui habitent tout le long de la chaîne, de la mer Noire à la Caspienne, principalement sur le versant nord. Ils sont, la plupart, musulmans. Enfin des sujets russes de nationalités occidentales diverses, des Juifs, des Nestoriens, des Grecs, etc., forment un total de plus de 300.000 habitants.

C'est dire qu'il n'existe aucun peuple prédominant. Pour le territoire qui comprend les gouvernements de Tiflis, de Koutaïs, d'Elizavetpol, de Bakou et d'Erivan, les provinces de Batoum et de Kars, les districts de Soukoum et de Zakatal — territoire de 195.000 kilomètres carrés, soit près des deux cinquièmes de la France — on a le tableau suivant (1) :

(1) D'après l'Annuaire officiel de 1915 et 1917.

| | | |
|--|-----------|-------------|
| Tatars, Persans, Turcs, Turc- mènes, etc. | 2.303.000 | } 2.522.000 |
| Montagnards musulmans | 117 000 | |
| Kurdes musulmans. | 102 000 | |
| Géorgiens musulmans | 139.000 | } 1.784 000 |
| Géorgiens chrétiens | 1 645 000 | |
| Arméniens | 1 786 000 | |
| Montagnards chrétiens | 47 000 | |
| Kurdes yésidis. | 57 000 | |
| Asiatiques chrétiens | 202.000 | |
| Russes | 432.000 | |
| Autres occidentaux, Israélites, tsiganes. | 155.000 | |
| | <hr/> | |
| | 7.003.000 | |

Les Musulmans, si l'on pouvait les considérer comme un bloc national, seraient l'élément le plus nombreux, mais ils n'auraient pas la majorité : 38 % de la population totale. De plus, ils sont divisés au point de vue religieux, et les Tatars de la partie orientale ne se sentent guère d'affinité, en général, avec les Turcs de l'ouest, les Kurdes, et les Géorgiens musulmans. Si l'islamisme est, aujourd'hui, une cause de rapprochement entre ces peuples, il faut se demander si ce phénomène tout nouveau peut avoir un caractère durable, ou s'il est seulement l'effet passager de conjonctures politiques exceptionnelles.

Les chrétiens, avec 60 % de la population totale,

ont la majorité certaine, mais ils sont loin de former un bloc national, puisque les Arméniens et les Géorgiens forment deux groupes sensiblement égaux, qui ont chacun une conscience nationale distincte et forte. Le groupe chrétien le plus nombreux après eux, celui des Russes, se souvient qu'il représente dans cette région le grand État russe, aujourd'hui impuissant. Tandis que l'islamisme est devenu un drapeau de ralliement, l'union des peuples chrétiens paraît impossible. Ce n'est pas, évidemment, la religion qui, à notre époque, pourrait les unir pour une action commune : ce serait la défense de la civilisation occidentale, et, à défaut du lien religieux, désormais inopérant, il aurait fallu qu'un mot d'ordre nouveau fût prononcé. Il y en eut un, en effet : le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes était proclamé. Malheureusement, il divisait les peuples de culture occidentale.

Le droit des peuples pouvait-il, du moins, se réaliser dans la Transcaucasie ? Ce n'était pas facile, car les nationalités n'y sont pas juxtaposées, mais singulièrement entremêlées. Tiflis, par exemple, était la capitale désignée de l'État géorgien. Jamais les Arméniens n'ont revendiqué cette ville. Et pourtant ses 344.629 habitants se décomposaient ainsi :

| | |
|---------|------------------------------------|
| 129.568 | Arméniens, |
| 69.563 | Géorgiens (dont 11.747 musulmans), |
| 78.356 | Russes, |
| 18.675 | Musulmans divers, |
| 48.767 | Divers. |

Dans la capitale géorgienne, les Géorgiens ne comptent que pour un cinquième, et ne viennent qu'au troisième rang dans l'ordre des nationalités.

De même, à Bakou, la plus grande ville du territoire où la population tatare est prépondérante, les Russes ont la majorité relative, et, après eux, les Arméniens sont les plus nombreux.

Il est vrai que Tiflis et Bakou sont de très grandes villes situées en des pays à population peu dense, économiquement peu développées : on n'est pas trop surpris d'y voir prédominer des nationalités qui ne sont pas celle de la région environnante. Mais le mélange des nationalités existe presque partout. On connaît, dans l'occident de l'Europe, la difficulté de tracer les frontières nationales, parce qu'un semblable mélange est la règle ordinaire sur les confins. Mais cette difficulté ne concerne, habituellement, qu'une fraction assez petite de chaque groupe national, dont la majeure partie habite en masse compacte le noyau de son territoire. Ici, le noyau est presque une nébuleuse. Des neuf unités administratives nommées plus haut, qui composaient la

Transcaucasie, il n'y en avait que deux où une nationalité comptât plus des deux tiers de la population : le gouvernement de Koutaïs, où il y a 96 % de Géorgiens, et le district de Zakatal, avec 92 % de Tatars : encore ce district tout petit (3.737 kilomètres carrés) ne peut-il compter pour un noyau. Par suite, il est impossible de tracer des frontières sans aboutir à ces deux résultats également fâcheux, que chaque État national devrait englober un très grand nombre d'habitants de nationalité étrangère, et en même temps renoncer à un très grand nombre de ses citoyens naturels. Il est bon de se rendre compte à quel point ce phénomène est marqué.

Les Arméniens ont présenté à la conférence de la paix des propositions très étudiées et très raisonnables au sujet de leurs frontières communes avec la « République d'Azerbeïdjan ». Le territoire qu'ils revendiquent leur donnerait, d'après l'annuaire officiel de 1917, une population de 2.160.000 âmes, soit 375.000 de plus qu'il n'y avait d'Arméniens en Transcaucasie. Cette population serait ainsi composée :

| | | |
|----------------------------|-------------------|---------|
| Arméniens | 1.293 000 | 59,87 % |
| Tatars, Turcs, etc | 588.000 | 27,22 % |
| Kurdes | 82 000 | 3,79 % |
| Yézidis | 50 000 | 2,31 % |
| Russes, Grecs, Géorgiens. | 123.000 | 5,70 % |
| Tsiganes | 24.000 | 1,11 % |
| | <hr/> | |
| | 2.160.000 | |

Ainsi l'Arménie comprendrait 867.000 allogènes, qui formeraient plus de 40 % de sa population, et pourtant, elle laisserait en dehors de son territoire, rien qu'en Transcaucasie, 492.000 Arméniens. Elle ne réussit donc à réunir dans l'État arménien que les trois cinquièmes de ses nationaux.

Les revendications de la Géorgie mettent aussi en évidence cette situation, bien que d'une manière un peu différente. Les territoires transcaucasiens qu'elle désirerait se voir attribuer (sans parler de quelques autres territoires) lui donneraient :

| | | |
|---------------------|-------------------|---------|
| Géorgiens | 1 774 165 | 57,65 % |
| Arméniens | 462 504 | 13,00 % |
| Musulmans | 290 832 | 9,45 % |
| Divers | 549 438 | 17,90 % |
| | <hr/> | |
| | 3.076.939 | |

On voit que la Géorgie, plus heureuse, réussirait à grouper la totalité des Géorgiens, — à 10.000 près. Ceci tient, pour une part, à ce que la population géorgienne est beaucoup moins dispersée, mais si l'on trouve très peu de Géorgiens dans les provinces éloignées de leur centre, comme Erivan ou Elizavetpol, les autres nationalités sont mêlées à la leur dans certains districts incontestablement géorgiens, en sorte que pour arriver à ne pas perdre de nationaux, les délégués de la Géorgie ont dû demander tel district, comme celui d'Akhalkalaki, où ils ne sont même pas un dixième de la population, — ce

qui entraînerait la réduction des éléments nationaux, dans la République ainsi constituée, à une majorité de 57,65 % seulement.

Quant à la république tatare, il serait encore plus difficile de la délimiter, et, dans les limites qui lui seraient assignées, on ne saurait même pas déterminer la proportion entre les éléments qu'il faudrait considérer comme nationaux et ceux qui devraient être comptés comme allogènes. La religion, en effet, ne pourrait pas être l'unique critérium, et il faudrait dis inguer entre sunnites et chiïtes, et entre Tatars, Turcs, Persans, Kurdes, Montagnards, etc., toutes les statistiques seraient insuffisantes, et, fussent-elles exactes et complètes, on n'obtiendrait qu'un résultat décevant. L'union de ces peuples musulmans, ou la coopération de quelques-uns d'entre eux avec les peuples chrétiens qui habitent les mêmes districts, dépendrait des grands courants politiques, ou parfois de circonstances ou traditions locales.

On emploie, d'ailleurs, une expression trompeuse lorsque l'on parle de « mélange » des nationalités. Elles sont plus ou moins mêlées dans les villes, mais il s'agit d'un pays qui en est encore au stade purement agricole, sauf à Bakou. Or, dans les campagnes, chaque village appartient toujours exclusivement à une nationalité.

Il est difficile de concevoir, dans ces conditions, l'établissement d'un régime démocratique sain dans

des États ainsi composés. Si chaque nationalité, dans un de ces États, avait réellement la part d'influence que devrait lui conférer son importance numérique, il est évident que les questions nationales interviendraient à tout instant, et que jamais les autres questions politiques ne pourraient être examinées en elles-mêmes, et recevoir des solutions conformes au jeu normal des partis dans un État national. La nationalité dominante serait dans la nécessité de dominer les autres, et tout ce que l'on pourrait espérer serait qu'elle ne se montrât pas brutalement oppressive. Les formes de la démocratie peuvent être observées, mais elles masqueront la domination réelle ; plusieurs pays de l'Europe centrale et balkanique ont déjà donné l'exemple d'un pareil camouflage, qui sera rendu facile par l'habitude qu'ont les populations de ces pays d'être politiquement passifs. L'esprit de la démocratie ne s'acquiert pas en un jour, et ses institutions demandent un apprentissage. Il est vrai que les Arméniens et les Géorgiens peuvent se prévaloir d'une culture ancienne, de caractère occidental, et que les difficultés de leur existence nationale ont aiguisé leur sens politique, mais ils ne sont pas seuls, et chez eux-mêmes la démocratie n'est encore guère plus qu'une conception théorique. Pour passer à la pratique, ils devront faire face à des difficultés d'un genre nouveau : toutes celles que comporte norma-

lement l'établissement du régime représentatif, et toutes celles qui s'y ajoutent pour eux par suite de la présence d'un si grand nombre d'allogènes, et qui tendent à fausser le régime.

Telle est la position des États nouveaux de la Transcaucasie, à ne les considérer qu'isolément, dans leur composition ethnique et leur organisation politique intérieure. De plus, ils sont voisins, et — malgré le sentiment, ou la tradition, d'une certaine solidarité transcaucasienne — mauvais voisins. Ils voudraient agir de concert, parfois même se fédérer, et ils ne le peuvent pas : leurs dissentiments sont trop graves. Comment pourraient-ils avoir une politique d'entente, lorsque leur existence même crée inévitablement tant d'irrédentismes.

Ils pourraient peut-être oublier momentanément leurs querelles, et faire arbitrer leurs différends au sujet des frontières, s'ils sentaient vivement la nécessité de former un bloc transcaucasien, qui aurait une politique nette vis-à-vis de l'extérieur. Les tendances à un tel accord n'ont été que des velléités. Loin de les rapprocher, la politique extérieure les sépare davantage, et d'une façon irrémédiable, car leurs « orientations » sont divergentes. La Géorgie, après avoir affirmé de nouveau avec force qu'elle conserverait son orientation russe traditionnelle, a brusquement passé à l'orientation allemande. Elle est, depuis lors, demeurée anti-russe,

sans pour cela devenir turcophile, en sorte qu'on peut la dire neutraliste. Voulant vivre sa vie propre, indépendante, elle semble espérer qu'une politique extérieure habile lui permettra de faire dévier hors de chez elle les courants dangereux. La république tatare est dirigée par des chefs socialement réactionnaires, médiocres, et qui subissent l'influence des nationalistes turcs. Elle est un instrument au service d'une grande politique dont la Transcaucasie a toujours été la victime, car l'importance de sa situation géographique y dirigeait les efforts des conquérants. Enfin, tandis que la Géorgie, située à l'ouest, suffisamment à l'écart du passage de la Turquie à la Caspienne, espère rester en dehors de la lutte, l'Arménie fait ce qu'elle peut pour résister à la pression turque et tatare par ses propres moyens, regrette la carence de la Russie, qui aurait pu être protectrice, et invoque l'aide des alliés. La politique des États du Caucase est dominée par des intérêts qui leur sont étrangers. L'histoire des républiques transcaucasiennes au cours de la guerre, et surtout depuis la révolution russe, est l'histoire de la lutte pour la Transcaucasie, lutte où l'on voit d'abord la Turquie nationaliste et l'Allemagne, à la fois alliées et rivales, et plus tard les nationalistes turcs et les bolcheviks, et la Transcaucasie n'est même pas le but poursuivi par ces agresseurs, mais un moyen pour combattre les alliés et en particulier l'Angleterre.

Dans cette politique générale qui les dépasse, les nouvelles républiques sont entraînées malgré elles par la nécessité de sauvegarder leurs intérêts nationaux. Elles sont obligées de prendre parti. D'abord, parce qu'elles sont divisées. L'union pouvait seule leur permettre de dire à la fois aux nationalistes turcs et aux Allemands ou aux bolcheviks : Laissez-nous tranquilles, nous entendons rester maîtres chez nous. Mais, en réalité, une telle union n'était efficace qu'en accord avec la Russie antibolchéviste et avec les alliés, et c'eût été encore prendre parti.

Les orientations furent donc diverses, et durent s'accorder avec les revendications de chacune des trois républiques en dehors de la Transcaucasie. Les Géorgiens neutres revendiquent à la fois une extension au nord-ouest, dans le territoire de la mer Noire, et au sud-ouest, dans le Lazistan turc, habité par des Géorgiens musulmans. Les Tatars voudraient s'étendre au nord, le long de la Caspienne, et englober la province de Daghestan; ils ont sans doute aussi des vues sur la province persane de l'Azerbeïdjan. Enfin, les Arméniens ne peuvent pas avoir une politique purement transcaucasienne, car leur unité nationale ne peut être réalisée sans un démembrement de la Turquie, où se trouve la plus grande partie de leur territoire. Ces intérêts divers ont aussi contribué à empêcher l'union transcaucasienne, et à déterminer la position de chacun des États nouveaux.



LA GÉORGIE PENDANT LA GUERRE

LA domination russe ne s'est étendue que pas à pas sur la Transcaucasie. Le premier acte en remonte à 1783, sous Catherine II, époque où les possessions russes n'atteignaient pas encore le Caucase, et concerne la Karthlie et la Kakhétie, qui constituaient le royaume d'Irakly II, le principal des souverains entre lesquels la Géorgie était alors partagée : c'était la partie orientale du pays géorgien (région de Tiflis). Le tsar Irakly, à qui son indépendance semblait trop précaire, demanda la protection russe, et conclut un traité où l'on trouve singulièrement juxtaposées les formules respectueuses de la souveraineté géorgienne, et les formules qui établissent la dépendance de la Géorgie vis-à-vis de la Russie. L'essentiel consistait en ce que le tsar de Karthlie s'engageait « à n'avoir aucune relation avec les souverains voisins », en échange de quoi Catherine promettait « de traiter les ennemis de ces peuples (de Karthlie et de Kakhétie) comme ses propres ennemis ». Ce traité ne devait être modifié qu'en vertu d'un consentement réciproque.

La Géorgie avait grand besoin d'être protégée. Prospère aux ^x^e et ^{xii}^e siècles, elle avait été affaiblie, d'abord, par les empires de Gengis-Khan et de Tamerlan, et n'avait guère fait que végéter depuis que la prise de Constantinople par les Turcs avait coupé de toute relation avec l'Occident les pays chrétiens du Caucase. Depuis lors, elle avait subi l'influence, tantôt de la Turquie et tantôt de la Perse. Contre les deux pays musulmans, Irakly II adopta l'« orientation russe », car la Russie, pour lui, représentait la chrétienté et l'Occident.

Cependant, la Russie fut mauvaise protectrice en 1795, où le shah de Perse Agha Mohammed, le fondateur de l'actuelle dynastie des Kadjiars, envahit la Géorgie et incendia Tiflis. Le vieil Irakly étant mort, son successeur George XII fut plus efficacement secouru contre les Lesghines du Daghestan. Celui-ci mourut peu après, en 1800, et son fils, David, conformément à ses dernières volontés, abandonna ses droits au tsar de Russie. Le 28 janvier 1801, le tsar Paul I^{er} publia une proclamation, confirmée la même année par son fils Alexandre I^{er}, où il expose ainsi les faits :

« ... A ces maux s'ajoutent des conflits qui ont surgi dans la famille du tsar et des luttes intestines qui en ont été la conséquence et qui menacent de ruiner complètement le pays. Le tsar Georges Iraklievitch, sentant sa fin prochaine, a, d'accord avec les

principaux du pays et de même avec son peuple, sollicité notre protection et, ne voyant pas d'autre remède pour se sauver d'une chute inévitable et échapper à l'oppression de leurs ennemis, ils nous ont envoyé des plénipotentiaires pour nous prier d'accepter la Géorgie et les provinces à elles soumises, comme des pays sujets de notre gouvernement impérial... »

La demande fut naturellement agréée, et le protectorat fut transformé en une annexion, sans autre réserve que la promesse de l'égalité des droits entre les nouveaux et les anciens sujets russes. Ce n'était pas s'engager beaucoup.

Les Russes, fiers de citer un peuple qui est entré spontanément dans leur empire, racontent volontiers cette histoire. Les Géorgiens, depuis qu'ils ont voulu former un État distinct, éprouvent le besoin de constater la valeur du traité de Georguievsk et de la proclamation de Paul I^{er}. Ainsi s'est posé depuis peu un problème juridique : les événements et les textes de 1783 et de 1801 ont été l'objet de commentaires par lesquels les Géorgiens ont voulu établir leur droit à réclamer leur pleine indépendance nationale. Ils craignent, en effet, que l'on puisse invoquer contre eux le droit international, au nom de ces actes, vieux de plus de cent ans, où l'on pourrait voir une aliénation perpétuelle, au profit de la Russie, de la souveraineté de l'État géorgien.

Ils font observer que le traité de 1783 ne comportait qu'une limitation de la souveraineté géorgienne, qu'un traité de ce genre est, de sa nature, toujours révocable par l'État protégé, si l'État protecteur a mal rempli sa promesse, soit par mauvaise volonté, soit même simplement par impuissance, et que l'exercice de ce droit de révocation s'est trouvé justifié en 1795. Mais comme ce droit n'a pas été exercé en fait, et que l'État protecteur a rempli sa fonction en 1800, on ne voit pas qu'aucune conclusion puisse être tirée de cet argument contre la validité du traité.

Ils disent ensuite qu'un traité de protection, comme celui de 1783, est également révocable dans le cas où l'État protecteur abuserait du traité, notamment pour le transformer en annexion ; que la proclamation de 1801, étant unilatérale, est sans valeur par elle-même et constitue l'abus en question ; que si la Géorgie n'a pas alors protesté, c'est qu'elle a été mise dans l'impossibilité de le faire par le pouvoir arbitraire que la Russie a fait peser sur elle ; que, d'ailleurs, la protestation s'est produite sous la forme de révoltes nombreuses et prolongées (1). Il en résulte-

(1) V. O. NIPPOLD : *La Géorgie du point de vue du droit international*, Berne, éd. du Bureau de presse géorgien, et *Traité conclu en 1783... avec une préface de M. Paul Moriaud et commentaires de M. A. Okouméli*.

rait que le traité de 1783 doit être considéré comme annulé depuis 1801, et que, par suite, la Géorgie n'est pas seulement en droit de demander son indépendance, mais peut prétendre que sa souveraineté d'État n'a jamais cessé d'exister.

Ce second argument est d'une construction beaucoup plus solide que le premier, et le raisonnement serait irréfutable si chaque phrase en était conforme aux faits. Mais deux de ces phrases sont au moins très contestables, même si l'on n'a rien de plus pour en juger que l'exposé de M. O. Nippold, professeur de droit international chargé de présenter la thèse géorgienne. La proclamation de 1801, dit-il, est unilatérale, mais il ne tient pas compte de ce qu'elle se réfère à une demande faite par le tsar Georges XII. Elle est unilatérale dans la forme seulement, parce qu'elle est la réponse par laquelle cette demande fut accueillie, et il est assez naturel que cette forme ait été adoptée, parce que, Georges XII étant mort dans l'intervalle, et son fils David ayant respecté sa volonté, il n'y avait plus de roi de Karthlie avec qui conclure un traité. Ce David fut nommé lieutenant général dans l'armée russe. Comme Georges XII, attaqué par les Turcs et les Lesghines, à la fois, venait de subir une nouvelle invasion, et n'avait vaincu les Lesghines qu'avec l'aide des Russes, toute l'affaire s'explique très naturellement, et il est arbitraire de la part de M. O. Nippold d'imaginer que

les plénipotentiaires, « si tant est qu'ils aient vraiment existé », ont dépassé ou faussé leur mandat. Il est non moins arbitraire d'interpréter l'annonce, dans la proclamation, d'un envoi de troupes « pour empêcher les troubles dans l'intérieur du pays », comme la preuve d'une résistance des Géorgiens, qu'il fallait briser. De simples hypothèses historiques ne suffisent pas pour permettre d'attribuer à un document un sens opposé à ce qu'il paraît dire.

Au lieu de se livrer à son imagination — que ses amis géorgiens n'ont sans doute pas manqué de guider — le professeur O. Nippold aurait bien dû s'informer. Il aurait appris que les plénipotentiaires ont parfaitement existé. Ils étaient trois, les princes géorgiens Guersevan Tchavtchavadzé, Georges Avalov et Eleazar Polevandov. Et l'on peut s'assurer qu'ils n'ont ni dépassé ni faussé leur mandat, car les instructions qu'ils avaient reçues de Georges XII sont connues. Elles portaient :

« Remettez mon royaume et mon domaine, en toute loyauté et selon la vérité chrétienne, non pas sous la haute protection du trône impérial de toutes les Russies, mais en tout pouvoir, pour une gestion complète, de façon que le royaume de Géorgie soit désormais dans la même position où se trouvent toutes les autres provinces de la Russie. Ensuite, priez humblement l'empereur de toutes les Russies qu'en acceptant de prendre le royaume de Géorgie

en son plein pouvoir, il me donne, dans sa bonté, une promesse écrite de ne pas enlever à ma maison, mon titre royal, qui sera transmis de génération en génération, comme au temps de mes ancêtres. »

Il est difficile de concevoir un texte plus net et un renoncement plus complet à toute souveraineté. Arrivés à Petrograd, les plénipotentiaires géorgiens présentèrent à Paul I^{er}, le 17 novembre 1800, une note en seize articles, où ils exposent la demande de Georges XII. Ils y affirment que les notables géorgiens, le clergé et le peuple tout entier veulent devenir sujets russes, et, pour terminer, ils « prient humblement que le roi Georges XII, ainsi que ses héritiers, conservent le titre royal, qu'ils deviennent de leur propre volonté sujets de l'empire russe, qu'ils continuent de gouverner la Géorgie selon les lois qui seront édictées par le gouvernement impérial, eux-mêmes ne devant jamais établir aucune loi sans un ordre spécial. »

Le surlendemain, après examen par le « Collège des Affaires étrangères », Paul I^{er} accueillit la demande géorgienne, et décida de transformer la Géorgie en une province de l'empire, dont un des héritiers de Georges XII serait gouverneur avec le titre de roi de Géorgie. Deux des plénipotentiaires, Avalov et Plevandov, furent renvoyés en Géorgie pour faire contresigner la note par Georges XII.

Lorsqu'ils arrivèrent en Géorgie, celui-ci était

mort. Paul changea d'avis, et signa, le 18 décembre, le manifeste qu'il publia le 18 janvier 1801 et dont on a lu un extrait. Il n'y était plus question de conserver le titre de roi, ni la fonction de gouverneur aux descendants du souverain défunt. Ici seulement apparaît un acte arbitraire et unilatéral de la part du tsar russe, et cet acte porte sur un point secondaire, d'ordre honorifique. L'essentiel était l'incorporation de la Géorgie à la Russie : « Ensuite, priez humblement... » disaient les instructions de Georges XII.

Les plénipotentiaires proposèrent un compromis pour conserver à David, fils aîné de Georges XII, le titre de son père, mais le Conseil d'État s'y refusa. Il faisait remarquer que l'un des motifs qui avaient décidé les Géorgiens à s'unir à la Russie était précisément la source de troubles continuels, qui provenait des compétitions entre membres de la famille royale et entre les trois branches de cette famille qui régnaient sur les trois petits États géorgiens, et qu'il ne serait pas raisonnable de maintenir cette cause de dissensions.

Cet argument reposait sur des faits réels. On peut supposer, il est vrai, que les autorités russes en ont pris prétexte pour supprimer un titre qui aurait pu devenir le symbole de l'indépendance aliénée. Mais l'abus limité à cela n'est pas suffisant pour prétendre que la réunion de la Géorgie a été un acte de vio-

lence et que la proclamation de 1801 est un acte unilatéral, qui doit être considéré comme nul et non avenu. M. le professeur O. Nippold aurait pu trouver tous les textes relatifs à cette histoire dans un ouvrage intitulé : *La réunion de la Géorgie à la Russie*, publié en russe par M. Avalov, professeur à l'Université de Petrograd, qui est le descendant de l'un des plénipotentiaires de 1800, et qui est l'un des membres de la délégation géorgienne à Paris (1).

Une autre phrase de l'argumentation de M. O. Nippold témoigne encore d'une imagination partielle, plutôt que du souci d'être exact. Contre la validité de l'annexion, il invoque les soulèvements qui, d'après lui, démontreraient que le sentiment national géorgien n'y consentait pas. Ici, nous quittons les textes et il ne s'agit plus de droit formel. C'est la volonté populaire qu'il s'agit d'interroger, ce qui n'a pas été fait dans des formes régulières. On n'y songeait guère évidemment, en 1800, et en Orient, et il est presque remarquable, de la part des trois princes plénipotentiaires, qu'ils aient mentionné la volonté du peuple, à côté de celle des notables et du clergé. Nous voici donc dans le domaine des faits, et des plus malaisés à connaître. Il est vrai qu'à la

(1) Les textes cités ici sont traduits d'après l'ouvrage (en russe) d'un autre Géorgien, M. Semen Essadzé : *Note historique sur l'administration du Caucase*, Tiflis, 1907.

suite de l'annexion, les révoltes furent fréquentes, et parfois graves, mais que prouvent-elles ? Auparavant, déjà, elles n'étaient pas rares : Montagnards, Turcs et Persans les amentaient facilement. Les compétitions pour la couronne leur en fournissait souvent le prétexte. L'annexion en causa naturellement un plus grand nombre, parce que les ambitions de divers membres de la famille royale furent excitées par la vacance du trône. Le mot d'indépendance fut naturellement prononcé par tel prétendant qui arrivait avec un renfort de troupes persanes. Cela peut-il être compté pour un mouvement national de protestation ? Peut-être. Mais il faudrait l'établir. Le fait seul des soulèvements ne suffit pas pour le démontrer.

En réalité, les petits souverains des principautés géorgiennes, souvent en guerre entre eux, étaient devenus, de plus en plus, au cours du xviii^e siècle, les vassaux des Turcs, ou surtout des Persans. Plusieurs d'entre eux avaient demandé l'appui des Persans pour rétablir leur pouvoir ou régler leurs querelles, et ils s'étaient même convertis à l'islamisme. Irakly II lui-même avait dû en passer par là. L'orientation musulmane s'accroissait de plus en plus, non pas volontaire, mais imposée par la position de la Géorgie, faible, divisée, complètement isolée. L'emprise musulmane menaçait d'anéantir progressivement la nationalité géorgienne, et les désordres et le

pillage devenaient continuels. Lorsque la Russie, vers la fin du règne de Catherine, approcha du Caucase, elle apparut comme le seul recours possible. Elle était puissante et chrétienne. Avec elle, on pouvait lutter contre la pénétration musulmane. De cette époque date l'orientation russe, qui fut délibérément choisie par les meilleurs des Géorgiens. Ainsi s'expliquent le traité d'Irakly et, lorsqu'il eut été reconnu insuffisant, la demande par Georges XII d'une union plus complète avec la Russie.

Quant à savoir si les Géorgiens sont aujourd'hui forclos du droit de réclamer leur indépendance, c'est une toute autre question. La discussion précédente montre seulement qu'ils ne peuvent pas invoquer la nullité de la proclamation de Paul I^{er}. Depuis lors, la Russie a cessé, pendant trois ans bientôt, d'exister comme État, sauf sous la forme d'une république soviétique, qui a posé en principe que toutes les régions de l'ancien empire ont le droit de se constituer en États indépendants. Ceci n'était d'ailleurs que l'application extrême du principe dont s'est enrichi le droit international, le « droit des peuples de disposer d'eux-mêmes ». Les Géorgiens peuvent dire qu'ils sont de nouveau libres de choisir entre l'indépendance ou une orientation quelconque, et, sans examiner les questions juridiques qui pourraient être soulevées à ce propos, il convient de rechercher avant tout quels sont les sentiments des

Géorgiens, quels sont leurs intérêts, et quels seront aussi les intérêts généraux de la sécurité internationale, lorsqu'un régime stable pourra être rétabli dans la Transcaucasie et dans les pays qui l'entourent. C'est ce que permet de faire l'étude des circonstances dans lesquelles la Géorgie a été amenée à proclamer son indépendance.

Mais si la Russie a été considérée comme la protectrice naturelle contre l'islamisme et comme le défenseur, en ces régions, de la civilisation occidentale, cet intérêt supérieur n'était pas ce qui guidait surtout sa politique. L'histoire de l'annexion du royaume de Karthlie change d'aspect suivant qu'on l'envisage du côté géorgien ou du côté russe. Au Caucase comme ailleurs, la Russie poursuivait une politique d'expansion patiente et indéfinie. Morceau par morceau, à vingt dates différentes, tantôt par des moyens pacifiques, et plus souvent par des guerres contre la Perse et la Turquie ou contre les Montagnards, elle s'est annexé tout le territoire de la Transcaucasie. L'exemple du royaume de Georges XII fut bientôt suivi par les autres principautés géorgiennes, qui tombèrent au pouvoir des Russes sans coup férir. Le contact ainsi établi avec la Perse amena les guerres avec le shah Fath-Ali, qui aboutirent aux traités de Gulistan (1813) et Turkmantchaï (1828) :

la région orientale tatare, plus une petite partie de l'Arménie, était conquise jusqu'à la frontière actuelle de l'Araxe. Une guerre d'un autre caractère ne tarda pas à éclater, guerre d'indépendance et guerre religieuse, fomenté dans les montagnes par le fameux imam Chamyl : celui-ci ayant été pris en 1859, la communication entre la Russie et ses possessions au delà du Caucase fut enfin assurée. La dernière guerre eut lieu contre la Turquie en 1877-78 : tandis que se poursuivait une campagne plus décisive dans les Balkans, le général arménien Loris Melikov s'empara de Kars, et le traité de Berlin donnait à la Russie la province géorgienne de Batoum et la province arménienne de Kars.

Tous ces pays n'étaient, pour la Russie, que des provinces sur lesquelles s'étendait sa domination. Les unités administratives furent découpées sans tenir compte des nationalités. La Transcaucasie était considérée, dans son ensemble, comme une grande unité, et avait à sa tête un gouverneur général. Après la « pacification du Caucase », en 1859, le travail de russification fut poursuivi plus systématiquement, surtout par l'implantation de colonies agricoles russes. Le régime tsariste sévissait, là comme ailleurs, un peu plus doux cependant, il semble : car c'est au Caucase que se réfugiaient volontiers les sectes religieuses tolstoïsales, comme le firent notamment les Doukhobors avant d'émigrer au

Canada. En somme, la Transcaucasie fut tranquille et assez prospère. Elle le fut même merveilleusement, si l'on prend pour terme de comparaison le régime administratif et la situation économique des pays turcs ou persans qui l'avoisinent. Or, c'est précisément la comparaison qu'il est juste de faire, puisque les Géorgiens n'avaient pas d'autre choix. La russification se fit parfois sentir péniblement, mais les graves incidents furent rares, et l'on ne trouve, dans les brochures et le bulletin de propagande publiés par les Géorgiens, aucun sentiment de rancune, presque aucune plainte acrimonieuse au sujet de l'oppression qu'aurait subie leur nationalité. La seule que j'aie rencontrée concernait l'université de Tiflis, que le gouvernement tsariste n'a pas voulu fonder, obligeant ainsi les Géorgiens à fréquenter les universités russes.

Cela ne veut pas dire que les Géorgiens étaient satisfaits du régime russe. Ils comptaient parmi les opposants les plus fermes du tsarisme. Ils auraient voulu l'introduction chez eux du système des *zems-tvos*, et une politique économique moins bureaucratiquement dirigée du centre de l'empire. Ils auraient voulu en finir avec l'autocratie, et se montrèrent ardemment révolutionnaires pendant la première crise russe de 1905. Mais leur action était dirigée contre le tsarisme, et non contre la Russie. Citoyens loyaux, ils ne faisaient valoir contre la Russie

aucune revendication nationale. Ils n'oubliaient pas, certes, leur nationalité géorgienne, mais ils ne la sentaient pas menacée, et n'éprouvaient pas le besoin de former, comme tant d'autres peuples allogènes de Russie, des associations pour la soutenir. Ils ne montraient aucune velléité de séparatisme. Au contraire. Le parti social-démocrate géorgien, qui a été fondé vers 1892, et a pris rapidement une si grande importance, qu'il pouvait être considéré comme le représentant le plus autorisé de la nation, n'était pas seulement opposé à toute idée de séparatisme, il était même hostile à la simple autonomie. Il concevait les provinces géorgiennes comme éléments d'une Russie démocratique où le centralisme d'État serait maintenu. C'est ce qui a permis aux députés social-démocrates géorgiens à la Douma d'Empire, Jordania, Ramichvili, Tchkeidzé, Tsérételli, Gueguetchkori, etc., de parler en socialistes *russes* en qui l'on ne pouvait découvrir nulle trace de particularisme.



D'autres tendances existaient cependant. Un parti socialiste fédéraliste géorgien avait été fondé. Il comptait si peu d'adhérents qu'il ne vaudrait pas la peine d'en parler, mais il a envoyé des délégués au Comité hollando-scandinave qui préparait, en 1917, la conférence de Stockholm, tandis que le parti vrai-

ment représentatif de la Géorgie, et adhérent à l'Internationale, n'a rien fait parvenir au Comité.

Au commencement de la guerre, ou un peu avant, s'était formé un Comité de Géorgiens à tendance séparatiste — Comité sans valeur représentative, et qui exerçait quelque action seulement parmi les Géorgiens musulmans du sud-ouest, qui sont au nombre d'environ 100.000, tandis que la masse du peuple géorgien est chrétienne. Ce Comité était en relations avec un Comité géorgien siégeant à Constantinople, et un Comité géorgien installé à Berlin, sous la direction d'un socialiste anarchisant, nommé Tsérételli, qu'il ne faut pas confondre avec le député à la Douma, le social-démocrate Irakly Tsérételli. Ainsi, à l'orientation russe traditionnelle, qui demeurait celle du peuple géorgien dans son ensemble, et du parti social-démocrate, le plus puissant en Géorgie, s'opposait l'orientation germano-turque. Celle-ci, pour les Géorgiens, n'était que la conclusion dernière des tendances autonomistes et séparatistes. Il n'y avait pas là seulement une opposition de sentiments ou d'idées : il y avait aussi contraste entre les formes d'action. Tandis que le parti social-démocrate, loyal envers l'État russe, et fort de l'assentiment général à sa politique, pouvait agir publiquement, les isolés ou les petits groupes à orientation germano-turque opéraient dans l'ombre et menaient, comme on dit en Russie, une existence conspirative.

Le « Comité pour la libération de la Géorgie », à Constantinople, alla jusqu'à négocier avec le gouvernement turc, en vue d'une assistance militaire qui serait donnée à la Turquie par certains éléments géorgiens, en échange de la reconnaissance de l'indépendance géorgienne. Un traité fut signé au moment de la déclaration de guerre de la Turquie. Ce traité secret, conclu entre un État et des individus sans mandat, est un des documents les plus singuliers qu'aient à produire les archives diplomatiques, si souvent fantaisistes, de la guerre. On ne peut cependant douter de son authenticité. Le secret, il est vrai, a été bien gardé. Pendant plus de trois ans, rien n'a transpiré. Mais dans les premiers jours de novembre 1918, toute l'histoire fut révélée par leurs auteurs mêmes, et le texte du traité fut publié dans le journal des nationalistes géorgiens *Kldé*, et l'article fut traduit en russe dans le *Kavkazkoié Slovo* du 6 novembre. Les précisions suivantes y étaient données :

« Les pourparlers préliminaires avec le gouvernement turc ont été menés par un nommé Kérésélidzé. Quand nous avons appris que ces pourparlers avaient abouti, notre Comité a décidé de se rendre à Constantinople. Là, nous avons appris que nos délégués avaient déjà élaboré les clauses du traité, et qu'il ne manquait plus que la signature de la Turquie : la Turquie ne voulait signer qu'au moment de sa déclaration de guerre à la Russie. Mais la guerre

fut déclarée, et la Turquie ne signa pas le traité. Le membre du Comité Matchiabéli fit une fois de plus le voyage de Constantinople, et introduisit quelques modifications dans le texte. Ce fut alors que la Turquie signa. »

Par ce traité d'octobre 1914, la Turquie reconnaissait l'indépendance de la Géorgie dans son territoire historique défini par l'article premier. Un gouvernement provisoire devait être constitué « dans le premier rayon de la Géorgie qui sera libéré des troupes russes » (art. 2). Les richesses laissées par la Russie sur le territoire géorgien devaient appartenir au nouvel État (art. 4). Voici maintenant l'article 7, qui concerne la coopération de la Géorgie à la guerre :

« Le gouvernement ottoman n'opposera aucune difficulté à l'organisation, par le « Comité pour la libération de la Géorgie », de légions géorgiennes sur le territoire turc ; la Turquie promet même de prêter son appui à cette œuvre.

« Les légions se composeront de trois catégories d'hommes :

« 1° Des prisonniers de guerre qui se trouveront entre les mains de la Turquie, de l'Allemagne et de l'Autriche ;

« 2° Des émigrés géorgiens qui se sont rendus en Turquie depuis la guerre ;

« 3° Des personnes, militaires et civils, qui se rendront en Turquie.

« Tous les officiers et commandants de la légion seront nommés par le « Comité pour la libération de la Géorgie ».

Diverses autres dispositions confèrent à ce Comité, en matière militaire, les pouvoirs d'un véritable gouvernement. Toutefois, le commandement en chef des troupes géorgiennes et turques opérant ensemble devait revenir à la Turquie, étant bien entendu que la légion géorgienne ne serait astreinte à servir que dans le voisinage de son pays. Les frais, avancés par la Turquie, devaient constituer une dette de l'État géorgien.

Ici, le journal *Kldé* a ajouté cette note très importante :

« Il convient de dire que cette dette a été supprimée, le « Comité pour la libération de la Géorgie » ayant organisé la légion suivant un accord avec l'Allemagne. »

Le Comité s'engageait naturellement à aider la Turquie dans sa guerre contre la Russie, et les obligations suivantes étaient spécifiées :

- « 1° Aider les troupes turques par tous les moyens;
- « 2° Faire de la propagande en faveur de la Turquie et contre la Russie;
- « 3° S'efforcer d'obtenir en Géorgie un accueil amical en faveur des troupes turques;
- « 4° Mettre les troupes turques au courant de la situation du front russe;

« 5° Faciliter les transports et concentrations des troupes turques pour les opérations. »

Ce traité n'a pas été seulement signé. La légion géorgienne a réellement été formée, recrutée parmi les Géorgiens qui vivaient dispersés en Turquie, et surtout parmi les populations qui vivaient des deux côtés de la frontière, Géorgiens musulmans du Lazistan et Adjars de la région de Batoum. L'existence de cette légion, qui a combattu l'armée russe dès les premiers temps de la guerre, ne pouvait être dissimulée : la publication du traité n'a pas révélé le fait, elle en a donné seulement l'explication.



Il n'y a pas d'événements à signaler qui aient été particuliers à la Géorgie pendant les trois premières années de la guerre. Sous Nicolas II, puis pendant les gouvernements provisoires du prince Lvov et de Kerensky, la Géorgie a été simplement une province de la Russie et n'a pas eu d'histoire propre. La première période de la révolution a vu Tchkéidzé et Tsérételli agir uniquement à Petrograd, en socialistes russes complètement détachés de leur pays d'origine. Les nationalistes géorgiens considéraient surtout Tchkéidzé comme un renégat.

Il est intéressant, toutefois, d'observer quelle a été l'attitude de ces deux chefs social-démocrates à Petrograd. Ils étaient les leaders de leur parti, le

parti menchevik, dont l'influence fut tout à fait prépondérante dans le Soviet, au début de la révolution. On sait que Tchkéidzé fut le premier président du Soviet. Dès les premiers jours, il marqua son opposition au gouvernement provisoire et son désir de « liquider la guerre ». Il était obligé de s'exprimer avec prudence, afin de ne pas heurter le sentiment populaire, qui était encore assez belliqueux : la foule applaudissait alors Rodzianko plus cordialement que lui. C'est pourquoi, concevant la paix comme une paix de compromis qui consacrerait à peu près le *statu quo*, il dénonçait les prétentions conquérantes de tous les gouvernements bourgeois et capitalistes, et déclarait, le 12 avril, que les peuples devaient « prendre en mains la question de la guerre et de la paix », et obliger les gouvernements à entreprendre la revision de leurs traités. Ce premier pas « nous rapprochera de la liquidation de la guerre ». Et Tsérételli défendait la même politique. Il disait bien qu'il ne fallait pas poser les armes, mais il ne voulait que défendre la jeune liberté russe, si elle était attaquée du dehors. Les deux leaders mencheviks n'étaient déjà pas, à Petrograd, de véritables alliés, ni dans la guerre, ni pour la paix. Leur attitude était à peu près celle de neutres dépourvus de bienveillance. Ils ne se doutaient pas que leur pacifisme indécis ouvrait la voie, d'une façon inespérée, à leurs adversaires, les bolcheviks.

Un instant seulement, Tchkéidzé, et surtout Tsérételli, ont pris une attitude nettement défensiste. Ce fut, en juillet 1917, lorsque la fameuse offensive de Galicie, pour laquelle Kerensky s'était prodigué en discours aux soldats, ranima l'esprit guerrier. Après un beau succès au début, l'offensive tourna en désastre, et la première tentative des bolcheviks pour s'emparer du pouvoir par un complot militaire ayant aggravé la situation, une vive irritation se manifesta contre eux, et il en résulta une surexcitation du patriotisme russe. Tsérételli disait alors ⁽¹⁾ : « Il faut sauver le pays et sauver la Révolution », et il qualifiait de traîtres ceux qui agissaient contre l'offensive, réclamait des arrestations et dénonçait la participation allemande au complot bolchéviste. Il prenait, à ce moment, position de patriote russe.



Revenons à la Géorgie. L'existence du traité turco-géorgien, conclu dès 1914, et la politique peu « défensiste » des chefs géorgiens de la social-démocratie russe au début de la Révolution, me faisaient désirer vivement des renseignements complémentaires. Mais aucune information sérieuse ne pouvait parvenir, avant l'armistice. J'ai pu connaître bien des détails

(1) *Izvestia*, n° 117, du 14/27 juillet 1917.

de l'histoire de la Géorgie en 1917 et 1918, grâce à M. J. Semenov, vice-président du Conseil national russe de Transcaucasie et délégué à Paris en mars 1919. Je le connaissais de longue date, et j'avais pu apprécier, notamment en 1905, son esprit démocratique et son calme et ferme jugement. Il est « cadet de gauche » et Transcaucasien d'origine. Il a vécu tout le temps de la guerre et de la Révolution à Tiflis, où il a fondé le journal *Kavkazkoie Slovo*.

Noë Jordania, principal chef et fondateur du parti social-démocrate géorgien, ancien membre de la première Douma, est un homme d'environ cinquante-six ans, intelligent, fin et rusé. Il était resté en Géorgie où, dès que la Révolution fut proclamée, il fut élu président du Soviet de Tiflis. Une manifestation autonomiste s'étant produite le 3 mai, il fit voter par le Soviet une résolution contre toute propagande de ce genre. Le coup d'état bolchevik ayant eu lieu le 25 octobre-7 novembre 1917, un Congrès général géorgien fut convoqué le 20 novembre-3 décembre. Jordania en fut le président, et prit position par un grand discours, où il montra que le pays se retrouvait dans la même situation qu'à la fin du XVIII^e siècle. La même alternative se présentait de nouveau : il fallait opter, comme alors, pour l'Asie ou pour l'Europe, et l'Europe, en Géorgie, cela voulait dire la Russie. Très nettement, il se prononça en faveur de l'orientation russe, c'est-à-dire contre l'indépen-

dance. Il convient de donner de larges extraits de ce discours capital :

« Mon rapport est fondé sur un examen d'ensemble de certaines questions, examen auquel tous les partis ont pris part. En analysant la situation politique actuelle, nous restons en dehors de l'état général qui s'est créé en Russie, et nous nous maintenons sur la plate-forme russe, comme une partie de la Russie.

« Notre rapprochement avec la Russie à la fin du xviii^e siècle a donné des résultats positifs. La réunion de la Géorgie et de la Russie n'a pas eu lieu sous des influences accidentelles. On ne peut pas l'attribuer au désir individuel d'une personne. C'était pour nous une nécessité historique. Devant nos ancêtres s'est posé le problème du choix entre l'Orient et l'Asie ou l'Occident et l'Europe. La voie vers l'Europe et les civilisations occidentales passait par la Russie.

« La réunion de la Géorgie et de la Russie était conditionnelle, et les droits de la Géorgie étaient déterminés par un traité spécial. Au commencement du xix^e siècle, ces droits ont été supprimés, et la Géorgie a été administrée sur le modèle des autres provinces russes. Depuis ce temps et au cours de tout le xix^e siècle, le peuple géorgien a éprouvé beaucoup de déceptions et de souffrances, mais pendant tout ce temps nous n'avons eu aucune tendance politique, aucun parti politique qui se serait prononcé pour la

séparation entre la Géorgie et la Russie, et qui aurait eu une autre orientation que l'orientation russe.

« Nous savions très bien que si nous nous séparions de la Russie, cela signifierait pour nous la mise à genoux devant l'Orient. Voilà pourquoi notre peuple, luttant pour un avenir meilleur, voulait s'élan- cer vers l'amélioration des conditions de son existence avec l'aide de la Russie. Notre aristocratie, qui formait autrefois l'avant-garde de la vie locale, vou- lait parvenir à ce but en servant le trône et la bureaucratie. Notre démocratie nous mène au même but en cherchant l'appui de la démocratie russe. . .

« Par suite de la crise gouvernementale russe, nous sommes de nouveau à un tournant, et en face du même dilemme qui s'est posé devant nos ancêtres à la fin du xviii^e siècle : prendre la voie européenne et rester avec la Russie, ou se tourner vers l'Orient. »

Jordania parle ensuite de la situation en Russie depuis le coup d'État bolchéviste, et termine ainsi son exposé sur ce point :

« Vu la situation créée au centre, les périphéries sont livrées à elles-mêmes. L'Ukraine, le Don, la Kou- ban, le Terek, ont organisé des gouvernements dis- tincts. D'après les dernières nouvelles, le fait se pro- duit aussi en Sibérie⁽¹⁾.

(1) Jordania va un peu vite. Les gouvernements distincts ne se sont pas « organisés » si tôt.

« Nous vivons un moment extrêmement grave. Si notre front était percé, nous serions obligés de nous mettre à genoux devant l'Orient. D'autre part, il est clair que nous ne pouvons fournir le ravitaillement nécessaire à l'entretien de l'armée. Notre position indique notre ligne de conduite.

« Notre orientation reste la même que celle de nos ancêtres à la fin du xviii^e siècle, mais nous ne sommes pas seuls. Les Arméniens aussi tiennent à l'orientation russe. Au point de vue économique et par sa civilisation, l'Azerbeïdjan est supérieur aux régions voisines persanes et turques. Ainsi, les intérêts de tous les Caucasiens demandent la régénération du pouvoir central en Russie.

« Pour fortifier la Russie, il est indispensable de renforcer les périphéries. C'est le but que poursuit la création du Commissariat transcaucasien. Pour fonder et renforcer le pouvoir local, le Seïm est indispensable, un Seïm qui devra être composé des membres élus par la Constituante panrusse. Cela suffira à l'unification politique de la Transcaucasie.

« Le programme minimum des partis géorgiens est : autonomie intérieure complète de la Géorgie. Droit de législation, administration nationale. Une armée géorgienne, si la Russie a une armée permanente, ou une milice, si la Russie a une milice. Tribunaux nationaux, Écoles nationales, et, d'une

manière générale, nationalisation de toutes les branches de la vie locale. »

Et Jordania terminait en exprimant une fois de plus l'idée fondamentale de son discours :

« En discutant tous nos besoins, nous devons nous maintenir étroitement dans le cadre russe, c'est-à-dire conserver l'orientation de nos ancêtres à la fin du xviii^e siècle, avec une seule différence. Nos destinées étaient alors entre les mains des tsars. Les destinées de la Géorgie doivent être désormais dirigées par la démocratie. »

Le chef du parti social-démocrate proposait donc, après s'être mis d'accord avec tous les autres partis, l'union des peuples de Transcaucasie, en attendant la reconstitution d'une Russie dans laquelle le Caucase devait être réintégré. Son discours produisit une énorme impression. Deux bolcheviks proposèrent la proclamation de l'indépendance, et provoquèrent l'hilarité. La motion de Jordania obtint l'unanimité, sauf leurs deux voix. Les journaux déclarèrent que Jordania, jusqu'alors chef du plus grand parti géorgien, était devenu le chef de la nation⁽¹⁾. L'influence des socialistes, considérable depuis longtemps, devint tout à fait prépondérante.

Les Géorgiens étaient donc disposés, à cette date,

(1) *Respublika*, journal « sans parti » de Tiflis, du 23 novembre/6 décembre 1917.

à coopérer avec les patriotes russes à la restauration de la Russie. Mais ils ne concevaient la Russie nouvelle que sous la forme d'un État hardiment démocratique, ce qui signifiait pour eux un État fédéraliste, avec compétence législative très étendue pour les fractions nationales composantes. Sur ce point, ils avaient changé, abandonnant sans retour leur attitude centraliste. Le coup de force des bolcheviks avait produit cet effet. Si, à ce moment, des forces russes de reconstruction avaient existé, qui auraient pu entrer en pourparlers avec les Géorgiens en vue d'une telle coopération, il est probable que la plupart des patriotes russes auraient repoussé, par une sorte de question préalable, les revendications nationales géorgiennes, et ils auraient peut-être laissé échapper l'occasion d'un compromis utile. Mais l'occasion ne se présenta pas, et lorsque les Russes patriotes devinrent, par la suite, une force organisée importante, on verra que la Géorgie, ayant complètement modifié sa politique, leur fut résolument hostile.



Conformément au programme adopté par le Congrès général géorgien du 3 décembre, un Commissariat de Transcaucasie fut constitué. Ce n'était guère, à vrai dire, une institution nouvelle, car Kerensky, pour remplacer l'ancien gouvernement général du Caucase, avait déjà nommé un « Comité spécial »,

dont le Commissariat fut le successeur, avec une autorité accrue. Ce fut une sorte de ministère commun où les Géorgiens se trouvaient fort avantagés, car, naturellement, les plus aptes et les mieux préparés devaient y dominer. Or, toute l'administration était concentrée à Tiflis, capitale de la Géorgie, les Géorgiens étaient politiquement très unis, Jordania était président du Soviet de Tiflis, et tout naturellement le social-démocrate géorgien Gueguetchkori devint le président du gouvernement général de Transcaucasie, qui comprit des Arméniens du parti national Dachnaktzoutsoun (socialiste depuis 1903), des Tatars du parti Moussavat (parti fédéraliste musulman, qui affectait parfois un vague socialisme), et deux Russes, socialistes révolutionnaires.

La situation des Géorgiens était d'autant plus privilégiée que les Tatars, socialement et à tous égards très inférieurs à eux et aux Arméniens, et incapables d'avoir une politique propre, devaient subir l'ascendant géorgien par animosité traditionnelle contre les Arméniens, et le subirent, en effet, d'abord, complètement. Dans ces conditions, les Géorgiens étaient vraiment les maîtres de la Transcaucasie, et le Commissariat, malgré sa composition en apparence équitable, fut souvent, dans la pratique, une Ligue antiarménienne. Les Géorgiens, d'autre part, étaient assurés d'avoir, malgré tout, l'ardent appui des Arméniens pour tout ce qui concernerait la politique

d'union transcaucasienne contre ses ennemis extérieurs.

Enfin, le 10 février, on réunit le Seïm ou Parlement transcaucasien. Pour cela, il ne fut pas procédé à des élections nouvelles. On se contenta de réduire au tiers le quotient électoral (environ 60.000) des élections qui avaient eu lieu le 25 novembre pour la Constituante, en négligeant, toutefois, la circonscription du front, qui n'existait plus. Cette méthode faussait la proportion des forces nationales, parce qu'elle tenait compte des votes des nombreux soldats de l'arrière, rentrés chez eux depuis lors. Le Seïm compta 29 Géorgiens, dont 24 social-démocrates, 3 socialistes révolutionnaires, 1 socialiste fédéraliste et 1 nationaliste. Ces chiffres justifient amplement ce qui a été dit plus haut de la minime importance qu'avaient — du moins comme expression de l'opinion géorgienne — les comités à tendance autonomiste ou séparatiste. Les Musulmans avaient 44 députés, dont 3 social-démocrates, et tous les autres du parti Moussavat. Les Arméniens avaient 21 députés du Dachnaktzoutsoun, 1 social-démocrate et 2 socialistes révolutionnaires. Enfin les Russes avaient 3 députés seulement, 1 social-démocrate, 1 socialiste révolutionnaire et 1 cadet (démocrate-constitutionnel), M. Semenov.

La situation était grave. Les troupes russes du front turc, bien qu'elles semblent avoir été moins touchées

par la propagande défaitiste que les armées du front européen, avaient fini par se débander. Depuis décembre, c'était, à travers la Transcaucasie, un flot continu de soldats qui vendaient leurs armes et rentraient chez eux. Ils laissaient découverts les pays de l'Arménie turque délivrés. Les soldats arméniens de l'armée de Youdenitch, augmentés de volontaires arméniens, essayèrent bien de résister au progrès des Turcs, mais furent obligés de se replier. Ils ne purent que donner le temps à un grand nombre de familles arméniennes de se réfugier en Transcaucasie. En février, la frontière était menacée. Il s'agissait de défendre le pays contre la Turquie. Il est vrai que l'armistice du 13 décembre liait celle-ci, mais elle pouvait le dénoncer en prévenant sept jours d'avance, et quel fonds pouvait-on faire sur sa loyauté ? Se prévaloir de l'armistice eût été, d'ailleurs, une manière de reconnaître le gouvernement soviétique.

Le programme proposé au Seïm par Jordania peut se résumer ainsi : « Nous, mencheviks, nous sommes centralistes. Le pire danger, à nos yeux, vient de la Turquie. Unissons-nous pour lui résister. C'est pourquoi nous nous unissons aux Tatars, et nous les prions de se détourner de l'orientation turque, moyennant quoi nous abandonnerons l'orientation russe. »

Justement, le 10 février, jour de sa première

séance, le Seïm reçut un télégramme par lequel le gouvernement turc l'invitait à des pourparlers de paix, et annonçait le prochain départ de délégués turcs qui se rendraient à Tiflis. Le Seïm accepte la conversation, propose de la tenir à Trébizonde, et discute les instructions qui seront données aux délégués transcauciens. Le Seïm déclare d'abord qu'il a tout pouvoir pour traiter de la paix à titre définitif, et ceci est admis par un vote unanime, sauf la voix du cadet, qui fait observer que l'on ne peut conclure la paix définitive sans participation des alliés. On pose ensuite en principe que la Transcaucasie doit conserver ses frontières de 1914 — ce qui était un refus de reconnaître le traité de Brest-Litovsk, qui n'était pas encore signé, mais dont les clauses relatives à la cession de Kars et de Batoum devaient être prévues. Enfin, l'assemblée demande que l'Arménie turque, tout en continuant à faire partie de l'empire turc, y acquière l'autonomie.

La première réunion des délégués turcs et transcauciens eut lieu à Trébizonde le 4 mars. Le président de la délégation transcaucasienne, Tchenkeli, était un membre important du parti social-démocrate géorgien, puisqu'il en était le représentant au Bureau socialiste international. Avocat, membre de la dernière Douma, c'était un personnage considérable. Mais il avait une mauvaise réputation

d'homme peu scrupuleux quant aux moyens qu'il emploie. On le savait germanophile, et il passait pour avoir été en relations avec les Allemands depuis le commencement de la guerre. Il est singulier qu'on l'ait choisi pour négocier avec les Turcs. Les Arméniens, qui avaient hésité à prendre part aux négociations, furent inquiets, et plus encore lorsque, plus tard, par une décision du Seïm, Tchenkeli fut investi de pouvoirs discrétionnaires.

La réunion eut donc lieu le 4-17 mars 1918, c'est-à-dire peu de jours après la signature de la paix Brest-Litovsk. Ce traité disait (art. IV) :

« La Russie fera tout son possible pour assurer l'évacuation immédiate et la reddition régulière à la Turquie des provinces de l'Anatolie orientale.

« Les districts d'Ardahan, Kars et Batoum seront également évacués sans délai par les troupes russes. La Russie n'interviendra pas dans le règlement nouveau de la situation de ces districts en droit international et selon le droit des peuples, et laissera la population de ces districts exécuter ce règlement nouveau en accord avec les États voisins, particulièrement avec la Turquie. »

Les Turcs en profitèrent pour dire : « Nous ne pouvons discuter de la paix, puisqu'elle est faite. Mais on parle d'un nouvel État indépendant. Nous voulons conclure avec lui un traité d'amitié, s'il est en règle avec le droit international. Avez-vous

obtenu la reconnaissance de votre indépendance? » Ainsi la Turquie exerçait une pression pour que la Transcaucasie se déclarât indépendante, et en même temps voulait l'exécution du traité de Brest. Le 26 mars, la délégation turque adressa un ultimatum de quarante-huit heures au sujet de la reddition de Kars et de Batoum. Au bout de ce délai, Tchenkeli, n'ayant pas reçu d'instructions de Tiflis (par la raison que les Turcs étaient maîtres des communications par sans fil), prit sur lui de consentir à leur demande. C'était renoncer à défendre les Arméniens et adopter l'orientation turque, probablement à l'instigation des Allemands; c'était un renversement de toute la politique géorgienne, et l'unité de la Transcaucasie se trouvait menacée. Il est clair que Tchenkeli avait profité des circonstances pour substituer sa politique personnelle — ou celle de l'Allemagne — à celle de son gouvernement.

Le 31 mars, le Seïm décida de rompre les pourparlers et de révoquer la délégation. Tsérételli, qui était revenu dans son pays depuis quelques semaines seulement, déclara au nom du parti social-démocrate géorgien, la volonté irrévocable de conserver l'orientation russe. Une telle réponse à l'ultimatum turc signifiait la guerre.

Le 1^{er} avril, Batoum était prise. La moitié des représentants musulmans à Trébizonde et le représentant du parti nationaliste géorgien s'en allèrent

à Constantinople. Le reste de la délégation revint à Tiflis, où Tchenkeli réussit à provoquer un revirement d'opinion dans le parti social-démocrate, ou, pour être plus exact, parmi les chefs de ce parti. D'où : chute du gouvernement, formation du gouvernement Tchenkeli, décision de reprendre, cette fois à Batoum, les pourparlers avec les Turcs, et enfin (9-22 avril), déclaration de l'indépendance de la Transcaucasie. C'était un renversement complet de la politique transcaucasienne au profit de la Turquie.

C'est là, évidemment, le moment décisif de cette histoire. Tchenkeli avait vu, à Trébizonde, des représentants de l'Allemagne, et les social-démocrates géorgiens avaient toujours cru à la victoire allemande. Cependant ils venaient de se détourner de l'orientation allemande. Quel argument nouveau Tchenkeli leur a-t-il apporté? C'est Jordania, le véritable directeur du parti, qu'il s'agissait de convaincre.

La Turquie, cependant, désireuse d'exploiter à fond la situation, se garda d'interrompre les hostilités, et ses troupes envahirent la province de Kars. Elles y rencontrèrent une résistance imprévue, à laquelle le gouvernement de Tchenkeli ne participait en rien. Quelle était donc cette force militaire qui défendait l'État transcaucasien malgré lui?

C'était dans la région arménienne que pénétrait

l'armée turque, et il était naturel que les troupes arméniennes fussent disposées à l'arrêter dans sa marche. Elles furent renforcées et constituèrent une armée vraiment organisée, grâce au travail du « Conseil national russe ». Celui-ci avait été formé en décembre, par la réunion des comités russes social-démocrates, socialistes révolutionnaires et cadets, dans le but de préparer un Congrès des Russes de Transcaucasie et d'organiser une armée de volontaires russes destinée à remplacer les armées régulières qui venaient de quitter le front. Le Conseil national russe, pour ce travail d'organisation, se tenait étroitement en rapport avec les attachés militaires anglais et français et avec le consul américain. Le Congrès des délégués élus au suffrage universel par les villages russes et la population russe des villes venait de se tenir au commencement de mars, et avait élu un nouveau Conseil national russe de 45 membres, où les trois partis démocratiques étaient à peu près également représentés. Le corps des volontaires russes, joints aux troupes arméniennes, formèrent une armée assez efficace pour battre les Turcs (9-10 avril). Le général arménien Nazarbekov s'empessa de télégraphier à Tiflis, mais lorsque sa dépêche arriva (10-23 avril), Tchenkeli venait de prendre le pouvoir, et, sans consulter personne, sans que son ministère fût constitué, avait aussitôt signé l'armistice. Nazarbekov, en réponse

à son télégramme, reçut l'ordre d'évacuer Kars. Le général ayant refusé, Tchenkeli réitéra l'ordre donné, disant que Kars appartenait aux Turcs, puisque le Seïm avait accepté le traité de Brest-Litovsk, et que la guerre était finie. Que pouvait faire Nazarbekov? Poursuivre son action militaire n'était possible qu'à condition de faire, d'abord, un coup d'État. Kars fut évacué le 14 avril. Les membres arméniens du ministère donnèrent leur démission, mais, après quelques pourparlers, rentrèrent dans le gouvernement.

Les Turcs purent donc avancer sans combat. De plus, comme l'avait proposé Tchenkeli, les négociations de Trébizonde furent reprises à Batoum, le 10 avril. Mais la situation avait changé. Les Turcs déclarèrent que, les hostilités ayant recommencé, il fallait une paix nouvelle; ils voulaient occuper, pendant toute la durée de la guerre européenne, le chemin de fer d'Alexandropol à Djoulfa, avec une zone de 40 kilomètres de part et d'autre. Ils avaient amené avec eux des représentants de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Bulgarie, qui firent semblant de protéger la Transcaucasie contre l'impérialisme turc, mais les conditions furent acceptées par Tchenkeli, en sorte que la Turquie occupa, en fait, l'Arménie russe presque tout entière, et arriva près de la Caspienne.

Quelle étrange confusion dans toute cette histoire,

où l'on ne sait jamais au juste si l'on est en état de guerre ou non, car la situation de fait et la situation de droit sont souvent opposées et changent constamment. Ceci seulement est clair, que chaque changement profite à la Turquie.

Et quel étrange effacement, au cours de ces journées décisives, des principaux chefs de ce parti social-démocrate géorgien qui avait paru, jusque-là, si uni et si puissant, et qui laissait la Transcaucasie se proclamer indépendante, reconnaître en fait le traité de Brest-Litovsk et suivre l'orientation turque. Jordania était pourtant toujours président du Soviet de Tiflis qui existait encore, et ne fut dissous que le 26 mai ; il était, de plus, président du groupe social-démocrate du Seïm, et Tchkéidzé était président de cette assemblée. Ils avaient bien désavoué Tchenkeli, le 31 mars, avec éclat. Mais ensuite, ils l'avaient laissé faire. Bien plus, après quelques semaines de silence, ils l'ont approuvé, ou du moins excusé, sous prétexte qu'il eût fallu, pour lutter contre la Turquie, s'appuyer sur les bolcheviks qui, consultés, auraient imposé la condition inacceptable d'introduire la forme soviétique de gouvernement en Transcaucasie. C'est ce que déclara Tséréteïli dans son discours du 26 avril, où il dénonça, en même temps, l'aide apportée au bolchévisme par l'Allemagne, dans un intérêt impérialiste.

Quelle lamentable habileté il déploie dans ce dis-

cours pour expliquer l'abandon de l'orientation russe par la nécessité de se séparer de la Russie devenue bolchéviste, oubliant que le régime soviétique durait depuis près de six mois et que son établissement avait été l'occasion, pour Jordania, d'affirmer solennellement le principe de l'union avec la Russie, afin d'éviter « la mise à genoux devant l'Orient ». Ce qui frappe surtout dans ce discours, c'est l'absence de sincérité. L'orateur est obligé d'imaginer des arguments qui portent à faux, car il n'en trouve pas d'autres. Il va même jusqu'à énoncer des faits audacieusement inexacts : « Nous avons tenté de défendre, les armes à la main, les frontières de l'ancienne Transcaucasie... dans ce combat, la démocratie transcaucasienne a été vaincue ⁽¹⁾. »

Tout au contraire, ce qui a été prouvé par les événements, c'est que la politique primitive de Jordania, celle qu'il avait formulée au Congrès général des partis géorgiens, et que le cabinet Gueguetchkori avait d'abord suivie, était une politique pratiquement réalisable, puisque la Transcaucasie, malgré la dispersion des troupes russes, disposait encore de forces militaires suffisantes pour tenir les Turcs en respect. Si, aux volontaires russes transcauciens,

(1) Irakly TSÉRÉTELLI : *Séparation de la Transcaucasie et de la Russie, et Indépendance de la Géorgie, Discours prononcés à la Diète transcaucasienne*, Paris, 1919.

aux troupes arméniennes qui, elles, ne s'étaient pas débandées, et à tous les volontaires arméniens nombreux et empressés, les Géorgiens avaient ajouté leurs propres forces, et s'ils avaient fourni à l'armée ainsi constituée tout le matériel de l'ancienne armée russe, dont disposait le gouvernement de Tiflis, il ne paraît pas douteux que la Transcaucasie aurait pu écarter le péril turc.

Il est curieux, d'ailleurs, de constater que les chefs les plus autorisés de la social-démocratie géorgienne n'ont pas voulu prendre la responsabilité personnelle et directe d'une politique aussi manifestement contraire à celle qu'ils avaient toujours préconisée, et qui leur avait valu leur popularité, grande même en dehors de leur parti. Mais ils ont, évidemment, consenti à ce brusque changement, qu'ils auraient pu empêcher. Quels ont été leurs vrais motifs? A quel moment précis ont-ils décidé de laisser faire Tchenkeli? Le moment n'est pas venu de pénétrer dans le détail intime de l'histoire.



Les conséquences des progrès que l'on avait ainsi laissé faire à la Turquie se développèrent très rapidement. Les Turcs se trouvèrent en contact avec les régions orientales de la Transcaucasie, habitées par les Tatars, qui subirent facilement l'influence de leurs coreligionnaires, en sorte que l'unité politique

de la Transcaucasie ne fut plus qu'une fiction. Les Tatars se séparèrent d'autant plus volontiers des peuples auxquels ils étaient associés dans le gouvernement de Tiflis, que leurs sentiments à l'égard des Arméniens, habituellement sans bienveillance, étaient à ce moment de franche animosité, à cause des événements de Bakou, qui seront racontés dans un autre chapitre : Qu'il suffise de dire ici que la domination de cette ville par les Arméniens fournit aux Turcs un prétexte pour s'avancer jusqu'à la Caspienne et occuper le chemin de fer d'Elizavetpol à Bakou. Enfin, la région dite de Bortchalo, de population très mélangée, mais que les Géorgiens considéraient comme géorgienne, était aussi envahie par les Turcs. Ainsi, de toute la Transcaucasie, la Géorgie seule subsistait réellement, et elle-même n'était pas indemne. Les pourparlers continuaient à Batoum, mais la délégation transcaucasienne était sans autorité, ses délégués musulmans pactisant avec les Turcs. Les Géorgiens se décidèrent alors à déclarer la Géorgie indépendante. Ils dirent que la Transcaucasie n'existait plus en réalité comme État, que le peuple arménien lui avait été arraché par la violence, que les musulmans avaient agi en traîtres, et que la Géorgie, restée seule, n'avait d'autre ressource que de se sauver par ses propres moyens. Tous les députés géorgiens de tous les partis donnèrent leur démission collective, et le Seïm fut consi-

déré comme dissous. L'indépendance de la Géorgie fut proclamée dans la soirée par le Conseil national géorgien (26 mai). La république de Transcaucasie « indépendante » avait duré cinq semaines.

Le député cadet Semenov avait posé à Tsérételli, au cours de la dernière séance du Seïm, une question à laquelle le leader géorgien n'avait pas répondu : Quelle sera la politique de la future Géorgie indépendante? Tsérételli avait seulement affirmé que ce ne serait pas une politique bolchéviste, et montré avec une grande force que si une grande nation comme le peuple russe peut survivre, quoique bien affaiblie, à une crise bolchéviste, un petit peuple risque d'en périr, et que, pour les petites nations surtout, l'intérêt national est primordial (1).

Pour sauver la nation du péril turc, le parti social-démocrate géorgien s'était acquis l'appui des alliés des Turcs, les Allemands. Depuis quelque temps déjà, en grand secret, les prisonniers allemands étaient équipés et organisés dans le consulat de Suède, où était installé un poste de T. S. F., et qui fut transformé en kommandantur allemande, aussitôt que l'indépendance eut été proclamée. Ce jour même, 26 mai, des détachements allemands, avec leurs drapeaux, se placèrent sur la frontière géorgienne, et l'avance turque, naturellement, fut arrêtée

(1) *Ibid.*, pp. 44 sqq.

net. Ce même jour encore, les généraux allemands Schulenburg et von Kress parurent à Tiflis. Des troupes régulières bavaroises débarquèrent peu à peu à Poti. Un service d'information allemand, dirigé par le professeur Zugmayer, se mit tout de suite au service de la presse locale. La station radio-télégraphique fut occupée par les Allemands. Bref, la mainmise allemande fut soudaine et complète, et prouva que l'opération avait été minutieusement préparée. Elle ne pouvait s'expliquer que par une connivence et des négociations qui avaient dû demander du temps, dont on ignore le détail. Qu'un traité ait été passé entre l'Allemagne et le gouvernement géorgien, cela n'est pas douteux, et un communiqué officiel du 13 juin l'a déclaré en ces termes : « Le gouvernement géorgien fait savoir à la population que les troupes allemandes arrivées à Tiflis ont été invitées par lui, et qu'elles ont pour but de défendre les frontières de la république géorgienne conformément aux instructions du gouvernement géorgien. » Mais on ne connaît ni la date ni le texte exact du traité.

Les clauses principales, toutefois, en sont à peu près connues : elles sont d'ordre économique, et accordent à l'Allemagne le monopole de l'exportation de tout ce qui n'est pas nécessaire à la vie de la population et à l'entretien des troupes. Par exemple, le gouvernement géorgien ne pouvait plus, sans per-

mission, exporter du tabac pour avoir de quoi acheter du blé. Aussi les Géorgiens furent-ils obligés de vendre aux Allemands le tabac de Soukhoun, qui est au nord de la Géorgie, et n'en fait pas partie : c'est le pays des Abkhazes, qui font partie des peuples dits « montagnards », et qui échangent leur tabac contre le blé de Kouban. Les Géorgiens furent donc obligés de s'avancer vers le nord et de gouverner le pays des Abkhazes.

Ce traité est le second qui ait été signé au nom de la Géorgie avec l'alliance germanique. Le premier engageait seulement quelques petits groupes nullement représentatifs de l'opinion nationale, tandis que le plus récent était conclu par le gouvernement géorgien ⁽¹⁾. Mais une sorte de sanction officielle fut donnée après coup au premier traité. La légion géorgienne constituée en Turquie en vertu de celui-ci arriva, en effet, à Tiflis, le 18 juin, et le gouvernement géorgien la reçut, et l'incorpora dans l'armée géorgienne, sans rien changer à son organisation.

(1) Gouvernement social-démocrate. Or, il s'agit d'un traité secret. En temps de guerre, le secret peut être une nécessité, mais il est curieux que l'on n'ait jamais reproché aux socialistes géorgiens leur diplomatie secrète. On devrait, en tout cas, exiger de Tchkéidzé et Tsérételli qui plaident aujourd'hui en France la cause de la Géorgie, qu'ils publient le traité secret que leur gouvernement a conclu avec l'Allemagne.

La presse allemande, en ce mois de mai 1918, multipliait les articles sur les buts de guerre asiatiques. « Nos buts sont hors d'Europe, le nœud en est à Suez ⁽¹⁾. » C'est l'Inde qui est visée.

« Le pavillon allemand doit couvrir la mer entre Bab el Mandel, le Cap et les détroits de Malacca et de la Sonde. Si nous ne rompons pas le filet tendu par l'Angleterre à travers l'Océan indien, l'Allemagne n'y sera qu'un locataire en maison anglaise ⁽²⁾. »

La voie vers l'Asie avait été cherchée par le Berlin-Bagdad. Des voies nouvelles s'ouvraient pour l'Allemagne, qui diminuaient l'importance de l'alliance turque. La Transcaucasie n'intéressait peut-être pas énormément l'Allemagne par elle-même, mais c'était un lieu de passage. Un État qui n'exerce pas une influence prépondérante, ne peut dominer ni le Turkestan, ni la Perse. Il convenait de ne pas permettre à la Turquie de profiter de son voisinage et des facilités que lui offraient la complaisance des Tatars pour s'y installer. Il fallait surveiller l'allié musulman. On ne pouvait songer à l'éliminer, il fallait du moins limiter son emprise sur la Transcaucasie, et trouver sur place des alliés qui ne fussent pas turcophiles. C'est ce rôle qui fut rempli par les Géorgiens. Gueguetchkori, devenu ministre des

⁽¹⁾ D^r H. EHRENBERG dans la *Vossische Zeitung* du 9 mai.

⁽²⁾ *Germania* du 14 mai.

Affaires Étrangères de la République géorgienne indépendante, se rendit à Berlin : la politique extérieure de la Géorgie devait désormais être dirigée par l'Allemagne. Un discours de von Kuhlmann exposa au Reichstag, assez clairement, l'objet de ce protectorat dissimulé :

« La Turquie, à laquelle avaient été promis, par le traité de Brest-Litovsk, les districts qu'elle avait dû céder en 1877 à la Russie, se vit forcée, tout dernièrement, par le développement de la situation stratégique dans la Mésopotamie supérieure, d'utiliser la ligne Batoum-Tabriz-Djoulfa pour former une ligne d'étapes vers la vallée du Tigre, par l'Azerbeïdjan septentrional.

« Dans la marche en avant hors des territoires qui avaient été reconnus à la Turquie par le traité de Brest-Litovsk, l'armée turque a avancé assez loin, pour des raisons de sécurité, l'aile gauche de ses troupes en mouvement dans des territoires qui, certainement, ne pouvaient, d'après le traité de Brest-Litovsk, entrer en cause pour une occupation durable ni une annexion par la Turquie. Les deux États-majors ont discuté longuement cette question. On nous a informés que l'avance turque vers le Caucase est suspendue.

« Les conditions du règlement futur des affaires du Caucase seront établies dans la conférence de Constantinople.

« L'État de Géorgie, avec qui nous sommes entrés en relations amicales, et que nous avons reconnu *de facto* par des échanges de notes diplomatiques, nous a envoyé à Berlin son ministre des Affaires Étrangères avec qui nous avons échangé des vues amicales. De notre côté, afin d'avoir des renseignements satisfaisants sur la situation de la Géorgie même et sur la situation très troublée du Caucase, nous avons envoyé le général von Kreise en mission diplomatique à Tiflis. Nous souhaitons à la Géorgie, à son brave peuple, à ce riche pays, un avenir prospère. Nous ferons volontiers ce qui dépendra de nous pour développer d'amicales relations entre la Géorgie et l'Allemagne. »

Les Allemands, maîtres de la Transcaucasie, affectèrent une grande correction. Ils semblaient n'être là que pour assurer la pacification du pays. Ils n'avaient, d'ailleurs, aucun motif pour exciter les populations. C'est par l'intermédiaire du gouvernement géorgien qu'ils tiraient du pays ce qu'il pouvait donner pour leur ravitaillement. C'est aussi par le même intermédiaire qu'ils s'efforcèrent de mater, comme on va le voir, les éléments dont ils redoutaient l'hostilité : méthode qui procurait, de plus, l'avantage de maintenir la division entre les peuples.

La dissolution du Seïm transcaucasien et la fondation de la République de Géorgie eurent nécessairement pour conséquence la création des deux

autres États. La République des Tatars se proclama indépendante le 28 mai. Restaient les Arméniens russes. L'Allemagne leur disait :

« Voyez, les Géorgiens s'entendent avec nous, et les Tatars avec les Turcs, tandis que vous, vous êtes seuls, et ne formez même pas un groupement constitué. » Les Arméniens furent ainsi, à leur tour, obligés de proclamer leur indépendance.



L'histoire de la Transcaucasie s'est ainsi déroulée, jusqu'à l'été de 1918, presque sans aucun lien avec la Russie, pas même avec les provinces de Kouban, de Terek et du Daghestan, qui s'étendent de l'ouest à l'est, immédiatement au nord du Caucase. Cela tient à ce que ces provinces étaient infestées de bolchévisme, que les social-démocrates géorgiens craignaient par-dessus tout. Les montagnes étaient un bon mur de séparation, et les bolcheviks étaient suffisamment occupés par leur lutte contre l'armée volontaire d'Alexeïev pour ne rien tenter dans un pays où ils ne comptaient presque pas de partisans. Mais, vers la fin d'août, la Kouban fut à peu près purgée des bolcheviks, et des relations, non toujours très cordiales, ne tardèrent pas à s'établir. Denikine se posa en défenseur des intérêts russes.

Justement, au mois de septembre, le gouvernement géorgien ordonna la conscription des jeunes

classes. Les Russes refusèrent d'y prendre part. Ils le devaient, d'après une loi géorgienne du 16 juillet, qui avait donné la qualité de citoyen géorgien : 1° à tous les Géorgiens, quelle que fût leur résidence; 2° à tous les anciens sujets russes domiciliés sur le territoire de la Géorgie, sans droit d'option ou de naturalisation quelconque. Les paysans russes faisant valoir qu'ils étaient Russes, on leur dit qu'ils ne pouvaient disposer des terres qui étaient nationalisées, et, à ceux qui voulurent partir, on donna un bon pour une indemnité de renvoi qui serait à toucher en Russie. D'ailleurs, comment vendre les objets mobiliers, et où partir ? Des fonctionnaires et des personnes appartenant à des professions libérales s'en allaient plus facilement, et environ 100.000 certificats furent donnés par le Conseil national russe. Mais environ 30.000 paysans restèrent, cultivant la terre d'une manière illégale. Un grand nombre furent enrôlés. La protestation du Conseil national russe amena l'intervention de Denikine, qui menaçait d'enrôler, de son côté, les Géorgiens — surtout des commerçants — qui étaient dans les provinces du nord du Caucase. La loi géorgienne du 16 juillet et la conscription atteignaient aussi les Arméniens, qui furent également protégés par le Conseil national russe.

Les social-démocrates géorgiens, en général, sont bons patriotes, mais non hostiles aux Russes,

comme le montrent au moins les discours et l'action de Jordania et de Tsérételli. Il est donc peu croyable qu'ils aient pu d'eux-mêmes devenir des nationalistes oppresseurs comme l'indiquerait cet épisode, qu'il faut probablement attribuer à l'influence allemande.

Car les Géorgiens n'étaient plus maîtres chez eux. Tchenkeli, il est vrai, n'était plus le chef du gouvernement. Le 26 mai, jour de la proclamation de l'indépendance, le gouvernement transcaucasien, qui comprenait des Tatars, des Arméniens et des Russes, dut disparaître, et Ramichvili junior, social-démocrate, devint président du Conseil : il représentait à ce poste Jordania, chef de son parti. A la fin de juin, Jordania prit lui-même la présidence du conseil, avec Ramichvili comme ministre de l'Intérieur. Mais Tchenkeli continua de jouer un rôle essentiel. Pendant le mois de mai, chef du gouvernement, il était à Constantinople. Après le 26 mai, il fut ministre des Affaires étrangères, mais se rendit à Berlin : c'était bien de là qu'il convenait désormais de diriger la politique extérieure de la Géorgie.

On aperçoit très peu, dans toute cette histoire, le peuple de Géorgie : tout semble se passer à Tiflis, entre quelques personnages peu nombreux. Les social-démocrates, il est vrai, sont le parti puissant qui est censé représenter les aspirations populaires; mais les a-t-il bien interprétées? Les grands chefs ont agi sans consulter personne, et ont même pré-

paré en grand secret le coup de théâtre du 26 mai. Leur entourage, les fonctionnaires de parti, sont devenus fonctionnaires d'Etat. Le peuple a été réduit au rôle de témoin passif, comme d'habitude. Il a cependant protesté, après coup, et non sans vigueur. Il y a eu des révoltes de paysans dans la province de Koutaïs et dans celle de Tiflis. La plus grave a commencé le 20 juin dans un district au nord de Tiflis. Les paysans disaient : « Nous avons vécu pendant un siècle avec les Russes, et nous voulons rester avec eux, car il est impossible de vivre et on nous a vendus aux Allemands. » Des troupes furent envoyées contre ces paysans qui gagnèrent d'abord une bataille et s'avancèrent jusqu'à 16 kilomètres de Tiflis, mais furent finalement vaincus après avoir tenu trois semaines contre les forces gouvernementales.



La défaite allemande surprit les Géorgiens, qui n'étaient informés que par le professeur Zugmayer. Au mois d'octobre, le nationaliste géorgien, Nikoladzé, qui avait accompagné Tchenkeli à Berlin, revint et affirma qu'après avoir tout vu en Allemagne, il était sûr de sa victoire (1). Les Géorgiens

(1) Ce Nikoladze a été envoyé avec MM. Tchkéidzé et Tsé-rételli comme membre de la délégation géorgienne auprès de la Conférence de la paix. Le choix n'était pas heureux. Les Alliés ont d'ailleurs arrêté son voyage à Constantinople.

furent donc surpris, et navrés, puisqu'ils avaient fondé leur politique sur cette croyance. Au moment de la révolution allemande, le gouvernement géorgien avait envoyé un télégramme de félicitations, déclarant que les troupes allemandes avaient fait leur devoir jusqu'au bout, sans nuire à la démocratie géorgienne, qui conservera toujours un souvenir amical de leur séjour en Géorgie. Un banquet d'adieu fut offert aux généraux.

Les troupes allemandes ne s'attendaient pas davantage à ce que l'Allemagne signât un armistice de capitulation, et l'effet en fut prodigieux. Immédiatement des Soviets de soldats furent formés partout, il n'y eut plus de discipline, et l'on se mit à vendre tous les objets d'équipement, même les armes. C'étaient principalement des troupes bavaroises, parmi lesquelles les étudiants étaient nombreux. Seuls, les drapeaux allemands, avec l'aigle impériale, furent respectés. De Constantinople, un télégramme d'un général anglais au gouvernement géorgien fixa un délai de deux semaines pour l'évacuation de la Transcaucasie par les Allemands. On se mit aussitôt à évacuer les troupes par Poti, port de la mer Noire, mais des officiers russes ayant fait sauter un pont du chemin de fer, une grande partie du matériel et toute l'artillerie resta en Géorgie.

Les Anglais ne furent pas lents à venir. Le 23 novembre, ils débarquaient à Batoum, et le 17 à Bakou,

arrivant de Perse. Ils occupèrent d'office toutes les maisons qui avaient été occupées par des Allemands ou des Turcs. De Bakou, le général Thomson proclama qu'il était venu pour maintenir l'ordre, qu'il y aiderait tous les gouvernements provisoires, que l'on assisterait la Russie pour qu'elle puisse ressusciter dans ses frontières de 1914. Les troupes turques furent chassées assez brutalement. Les sujets allemands, autrichiens et tures furent avertis par une proclamation qu'ils devaient quitter le pays dans les trois jours, sous peine de passer devant un conseil de guerre, et une prime fut promise à quiconque signalerait des délinquants. Ainsi place nette fut faite en très peu de temps, Allemands et Turcs disparurent et des relations correctes, sinon cordiales, s'établirent entre le gouvernement géorgien et les chefs de l'occupation anglaise.

Les tendances germanophiles de certains éléments géorgiens subsistaient cependant. C'est ainsi que, vers la fin de décembre, à propos d'un incident qui était près d'être réglé, ce qui pouvait amener de meilleures relations entre le gouvernement géorgien et le gouvernement de Denikine, Tchenkeli télégraphia de Berlin, qu'il fallait traiter avec arrogance les généraux anglais, attendu qu'ils représentaient le militarisme anglais, qui n'a pas la majorité pour lui en Angleterre, en sorte que l'aventure anglaise en Transcaucasie devait bientôt prendre fin.

Il ne faudrait pas tenir un trop grand compte de Tchenkeli et de tous ceux qui ont subi à ce point l'emprise allemande : ils ne sont pas nombreux, et ce serait injuste pour les autres. Mais il ne faut pas non plus oublier que ces autres ont laissé agir Tchenkeli en des moments décisifs et se sont volontairement effacés, et que le traité encore inconnu qu'ils ont passé avec l'Allemagne à une heure où ils pouvaient s'y croire obligés avait été préparé auparavant dans des conditions qu'il faudrait connaître.

Ils viennent aujourd'hui demander que l'on reconnaisse l'indépendance de la Géorgie, — indépendance dont ils ont toujours proclamé qu'ils n'étaient pas partisans, et dont ils sont devenus partisans précisément le jour où ils ont adopté l'orientation allemande. Serait-ce donc que cette orientation est encore la leur aujourd'hui ?

Certes, le droit des peuples doit être appliqué en Géorgie comme ailleurs. Mais quelle en serait la juste application ? Faut-il faire droit à la revendication d'indépendance formulée par Tséréteïli, le 26 mai 1918, comme une nécessité fâcheuse qu'imposaient les circonstances, et oublier ainsi la constante orientation russe du peuple géorgien, depuis la fin du xviii^e siècle jusqu'à ce 26 mai ? C'est Tséréteïli et Jordania eux-mêmes, dont les déclarations s'opposent à leur thèse actuelle, vieille seulement de deux ans. Ces déclarations, ils les ont faites au

temps du tsarisme, ils y ont été fidèles pendant la première période de la révolution russe, ils les ont renouvelées après le coup d'état bolchevik. Elles ont acquis une force que la simple constatation, même certaine, d'un sentiment nouveau sincère ne suffirait pas à détruire.

Même dans ses discours du 26 mai, où il essayait de justifier sa proclamation de l'indépendance, Tséréтели formulait encore les arguments qui avaient toujours fait écarter par les Géorgiens, depuis plus d'un siècle, au nom même de l'intérêt national, l'idée d'un tel isolement de leur pays : « Nous avons toujours lutté, disait-il, pour l'unité de tous les peuples de la Russie. Nous comprenions qu'au milieu du tourbillon des événements mondiaux, de la sanglante guerre mondiale, où l'existence de tous ceux qui y participent est mise en jeu, seuls les efforts communs de tous les peuples de la Russie, seule l'unité de sa démocratie, pourraient créer des conditions favorables à la défense des intérêts de ces peuples. » L'intérêt durable du peuple géorgien, d'après ses chefs les plus autorisés, est donc en contradiction avec la politique qu'ils ont suivie depuis lors et avec leur revendication d'indépendance. Faut-il se hâter de les prendre au mot, pendant ce court moment de leur histoire où ils tournent le dos à leur orientation traditionnelle ?

D'ailleurs, quelle que soit l'autorité des leaders

social-démocrates, si constant que soit l'appui qu'ils trouvent dans le Parlement de Tiflis, les élections du 25 novembre 1917, source de leur pouvoir, avaient montré le peuple géorgien encore partisan de l'unité de la Russie, en dépit de la carence de tout État russe auquel la Géorgie pût s'unir. L'opinion populaire n'a donc pas été consultée. Or, les révoltes paysannes paraissent bien montrer qu'il ne s'agit pas là d'un sentiment populaire, mais seulement d'une tactique de chefs.

Et même si l'on admet que les chefs ont été d'accord avec la masse, il convient d'observer que les peuples se trouvent aujourd'hui, par suite de l'ébranlement général qu'a déterminé la guerre et des conditions anormales de la vie internationale, moins aptes qu'en temps ordinaire à prendre conscience de leurs vrais et durables désirs. En Orient surtout, dans l'ancienne Russie dont le prochain avenir est si incertain, il serait absurde de demander trop tôt aux peuples ce qu'ils veulent, ou de les prendre au mot s'ils commettent l'imprudence d'exprimer déjà une volonté. Il faut attendre. C'est seulement lorsque la Russie aura ressuscité que l'on pourra raisonnablement régler — d'accord avec elle, il faut l'espérer — le sort des peuples qui en ont fait partie. La Géorgie, en particulier, ne peut pas savoir, jusqu'à ce moment-là, quel sera son intérêt national durable.



BAKOU, LA VILLE DU NAPHTE

LA Transcaucasie est une station au croisement de deux routes, dont l'une, du nord au sud, va de Russie en Perse, et l'autre, de l'est à l'ouest, va de l'Afghanistan et du Turkestan, par la Caspienne, vers la Turquie. Les peuples « touraniens », dans leurs migrations, ont traversé le pays au sud du Caucase, dont la population, dans sa majorité relative, est aujourd'hui musulmane : deux millions et demi de Musulmans habitent la Transcaucasie russe, en partie disséminés un peu partout, parmi les Géorgiens de l'ouest et du nord, et parmi les Arméniens du sud, mais surtout massés à l'est, dans les provinces d'Élisavetpol et de Bakou. Leur langue est très voisine du turc, et ils paraissent être, ethnographiquement, intermédiaires entre les Turcs Osmanlis et la plupart des Musulmans du Turkestan. Les Tatars de Crimée et les Tatars de la région de Kazan sont aussi assez rapprochés d'eux par la langue, et, semble-t-il, par leurs origines. Toutefois, les Musulmans transcaucasiens de l'est, au cours des

derniers siècles, ont subi surtout l'influence de la Perse, sur laquelle leur pays a été conquis par la Russie. On sait que les hautes vallées du Caucase, principalement au nord, sont peuplées par les « Montagnards », Tchetchènes, Inghouzes, etc., qui sont tous musulmans, sauf les Ossètes, dont la moitié environ sont convertis à l'orthodoxie. Enfin, la province qui s'étend au nord-est du Caucase, le Daghestan, a une population musulmane, en sorte que, à la pointe que fait le Caucase dans la Caspienne, la presqu'île d'Apchéron, on se trouve à 400 kilomètres du territoire proprement russe le plus voisin : la région cosaque du Térék. Il est vrai que, dans ces pays musulmans, soumis à la Russie depuis Catherine II, ou, au plus tard, depuis le traité de Tourkmanchaï (1828), une population russe s'était installée, non de fonctionnaires seulement, et d'intellectuels, et de bourgeoisie dirigeante, mais aussi de colons et même d'ouvriers. Le peuple devenait bilingue, la culture russe dominait sans conteste, et aucune revendication nationaliste ou ethnique ou religieuse n'a gêné le gouvernement, à l'arrière du front du Caucase, tant que ce front a tenu ; même après la dispersion des troupes, le loyalisme transcaucasien a paru d'abord devoir subsister, le maintien de « l'orientation russe » a été proclamé par la Géorgie, le bolchévisme a été réprouvé, le Commissariat transcaucasien a été formé dans cet

esprit de fidélité à la Russie, et l'on semblait ne vouloir pactiser ni avec le gouvernement soviétique, ni avec la Turquie, ni, par conséquent, avec l'Allemagne. Ce fut seulement le 26 mai 1918 que, brusquement, se produisit le changement d'orientation, marqué par le double fait du renoncement à l'union transcaucasienne, et de l'entrée des troupes turques (¹). C'est alors que fut fondée, à côté des républiques de Géorgie et d'Arménie, la république tatare qui reçut le nom d'Azerbeïdjan. « Nous avons trouvé maintenant des protecteurs puissants », écrivait le journal *Erthoba*, et les Musulmans appelèrent les Turcs. Nouri pacha, frère d'Enver, arriva aussitôt. C'était une première victoire du « panturquisme » obtenue sans combat.

Victoire incomplète, car la ville principale de la Transcaucasie musulmane, Bakou, échappait à l'action de Nouri pacha. Elle avait refusé, en effet, de faire partie de la République transcaucasienne, d'abord et ensuite de la République d'Azerbeïdjan, et un gouvernement particulier s'y était installé à la fin de mars 1918, sans aucune opposition extérieure, et, plutôt que de se soumettre à Nouri pacha, elle préféra soutenir un siège. Cela tient à ce que la situa-

(¹) De même que pour le précédent chapitre, je me suis servi, pour celui-ci, d'indications données par M. Jules Semenov, ancien député au Seïm transcaucasien.

tion de Bakou est très particulière. C'est la ville du pétrole, comme on sait, donc une ville très industrielle, au milieu d'un pays purement agricole, peu dense et très arriéré. Mais ces indications ne suffisent pas pour montrer à quel point Bakou contraste avec le pays environnant.

C'est vers 1870 que l'industrie du naphte commença à se développer sérieusement. La ville et sa banlieue comptaient alors 20.000 habitants environ. En 1914, elles en comptaient environ 300.000, parmi lesquels l'élément le plus considérable était russe : 100.000 environ. Les Arméniens étaient fort nombreux : environ 60.000. Il y avait aussi des Géorgiens, des Polonais, des Juifs, etc. : 20.000 à 25.000. Le reste était musulman. Mais les deux tiers de ces Musulmans étaient des étrangers, la plupart des Persans, dont une partie établis à demeure, et le plus grand nombre ne venaient que pour un travail saisonnier, en sorte que les Tatars de la région, et parlant la langue du pays, n'étaient guère que 40.000, soit un huitième de l'agglomération. La composition ethnique de la population de Bakou la disposa mal, évidemment, à s'incorporer dans une république tatare.

Cette composition s'explique par la faible puissance capitaliste des Tatars, et plus encore par leur inaptitude technique. Le progrès de l'industrie ne pouvait venir d'eux. Ils étaient sur place, et ils ont créé des firmes, ils en ont 45 à 50 sur 180, mais

elles sont parmi les moins importantes et emploient les méthodes les plus primitives. Les procédés de distillation et de purification, ainsi que toute l'organisation technique et commerciale, ont été le fait d'ingénieurs et techniciens russes, ou parfois d'autres pays d'Europe, comme les frères Nobel. Il en est de même pour les capitaux. Dans l'administration et les services techniques de l'industrie, les Musulmans ne figurent presque pas. S'ils comptent pour moitié environ (y compris les Persans et les Tatars de Kazan) dans le travail d'extraction, ils sont en proportion beaucoup plus faible dans le travail de distillation, et tout à fait minime dans les travaux plus qualifiés. D'autres raisons importantes de la prépondérance de la population russe sont que les bois nécessaires à l'industrie du naphte sont apportés par la Volga, et travaillés par des ouvriers russes, et que les trois quarts de l'exportation du naphte ont lieu par la Volga, sur une flotte russe. Ainsi, le pétrole de Bakou était principalement russe, à la fois par le capital et la direction technique, par le commerce, par l'organisation et le travail des transports, et par la production ouvrière, au moins en ce qui concerne tous les travaux qualifiés. Et il était également russe par la consommation (1).

(1) V. sur l'histoire de l'industrie de Bakou, le n° 24 de *Union*, bulletin du bureau de presse russe, numéro spécial rédigé par le Comité national russe de la ville de Bakou.

On comprend que la population de Bakou se soit tenue à l'écart de tout ce qui se passait en Transcaucasie. Elle n'était même pas habituée à suivre la politique transcaucasienne, comme les colons russes établis dans le pays et les intellectuels ou commerçants russes des autres villes.



Lorsque survint la révolution de mars 1917, un Soviet fut formé à Bakou comme partout. Il fut composé de Russes et d'Arméniens, avec très peu de Musulmans, et se montra fidèle au gouvernement provisoire tant qu'il dura et ne modifia pas ses tendances après le coup d'État bolchéviste du 7 novembre. Cependant, à ce moment même, la ville venait d'entendre un avertissement. Elle avait été le siège (octobre 1917) d'un Congrès général des Musulmans de Russie, où Rassoul Zadé, chef des nationalistes tatars de Transcaucasie, avait dénoncé l'impérialisme européen, en particulier les impérialismes anglais et russe, dont le monde musulman a beaucoup souffert. L'Égypte, l'Inde, la Perse, disait-il, en ont assez, l'Orient se réveille; il faut s'unir pour la lutte commune. « Maintenant est né le pantouranisme. » Il n'avait d'ailleurs pas attendu ce Congrès pour préparer la lutte commune avec la Turquie. Son parti, le parti Moussavat, était en relations suivies avec les Turcs depuis la révolution de mars, des émissaires

avaient été envoyés et reçus de part et d'autre. Le parti Moussavat, ou du moins ses chefs, estimait que, la Turquie étant seule en possession d'une forte organisation d'État dans le monde musulman, c'était sur elle qu'il fallait s'appuyer, et que la ville de Bakou, par son importance et sa situation, devait jouer un grand rôle. Une milice musulmane avait été peu à peu organisée, et les protestations s'élevaient, de plus en plus fortes, contre l'insuffisance de la représentation des Tatars dans le Soviet de Bakou. De nouveaux membres musulmans y furent introduits. En décembre, Chaoumian, un Arménien, fut nommé par Lénine commissaire de la Transcaucasie et voulut établir un bureau à Tiflis, d'où il fut expulsé. Il vint alors à Bakou, et la propagande bolchéviste s'efforça de seconder l'action tatare. Le Soviet modéré était d'autant plus menacé que, les troupes russes regagnant leurs foyers, la milice musulmane devenait la plus forte et cherchait les occasions de désarmer les formations russes qui existaient encore. En janvier 1918, les Tatars seraient devenus les maîtres de la ville, si les troupes arméniennes du front occidental, par un mouvement inverse, n'y étaient pas arrivées. Elles y restèrent, car les Tatars de la campagne ne voulaient pas les laisser passer et se préparaient à les massacrer. Le Soviet modéré fut ainsi prolongé, mais son pouvoir chancelait. En mars, un incident eut lieu. Les Tatars ayant voulu désarmer

une compagnie de soldats russes, les Arméniens prirent parti pour les Russes et massacrèrent un grand nombre de Musulmans. Alors le régime soviétique fut institué, en vertu d'un compromis bizarre, mais fatal, puisqu'on ne voulait plus la domination des Russes modérés à qui s'alliaient les Arméniens, et qu'on ne pouvait accepter celle des Tatars, qui aurait signifié l'entrée de Bakou dans la République transcaucasienne alors en voie de formation. Chaoumian, l'Arménien bolchéviste, fut donc président du Soviet. Mais il est difficile d'imaginer une institution plus opposée, dans son essence, à la politique bolchéviste, dont le principe est de n'admettre aucun compromis dans la formation des organes du pouvoir. Le Soviet de Bakou n'était bolchéviste que de nom (*), puisqu'il était réellement représentatif de toutes les tendances principales de l'opinion. La tendance bolchéviste se trouva évidemment renforcée, mais ne put pas établir un pouvoir absolu. Telle était la paradoxale situation politique du territoire de Bakou lorsque, au commencement du juin, la ville résolut de se défendre contre les troupes de Nouri pacha. Si les bolchévistes en avaient été vraiment les maîtres,

(*) Il l'était pratiquement aussi, en matière sociale (abolition de la propriété privée, nationalisation des mines, des usines et des maisons), mais il n'y avait pas de terreur, et la liberté d'opinion fut maintenue, au moins en ce qui concerne les partis socialistes.

il est probable qu'entre eux et les Turcs une entente serait intervenue.

Pour comprendre l'histoire du siège de Bakou, il est nécessaire de revenir en arrière et de remonter jusqu'à l'époque de la décomposition du front du Caucase. Il comprenait deux parties, dont l'une, de beaucoup la plus importante numériquement, s'étendait sur 1.100 kilomètres, de la mer Noire à Mossoul; c'était le front « turc », sous les ordres du général Youdenitch, fort d'un million d'hommes, dont environ 300.000 combattants. Sa décomposition date de décembre 1917, et l'évacuation des troupes à travers la Transcaucasie dura jusque vers la fin de février 1918. Le front « turc » n'intéresse pas notre récit.

Au delà de Mossoul existait une liaison vague et intermittente avec les troupes placées sous le commandement du général Baralov, dont le gros était un corps cosaque opérant en Perse, dans la région du lac d'Ourmiah. Par Kermanchah, on communiquait avec l'armée anglaise de Mésopotamie, et même l'aile extrême du corps de Baralov était chez les Anglais. Cette aile, composée de cavalerie légère et automobiles blindées, en tout 8.000 hommes, était sous les ordres du colonel Bitcherakhov, cosaque du Térék, avec un peu de sang ossète, couvert de blessures, et qui connaît admirablement la Perse, où il a

passé les trois ou quatre années qui ont précédé la guerre. Cet homme, d'un courage téméraire, sûr du dévouement de ses troupes, subtil et habitué aux manières de penser et d'agir des populations de ces pays, allait être appelé par les circonstances à jouer un rôle très important. Il avait, en outre, l'avantage de jouir de la confiance des Anglais, confiance pleinement justifiée, car il estimait qu'il n'avait pas, comme chef militaire, à s'occuper de politique, et que son action devait consister à poursuivre la guerre en accord avec les Alliés.

Dans l'armée dispersée du général Baralov, forte de 50.000 hommes environ, les signes de décomposition furent sensibles dans plusieurs détachements en janvier. Il forma des groupes capables de conserver la discipline indispensable pour assurer le retour de son armée en Russie et pour y ramener le matériel considérable accumulé dans diverses localités persanes. Il était inquiet des mouvements des Kurdes, interposés entre lui et la Caspienne. Un corps de 12.000 à 15.000 hommes qui paraissaient bien disposés fut rassemblé par le colonel Chkouro et placé sous son commandement, mais celui-ci détruisit tout le travail accompli en grande partie par lui-même; il donna une fête où de nombreux officiers ivres entonnèrent le *Boje tsara krani*, et l'indiscipline sévit de nouveau. Bitcherakhov, à qui les Anglais avaient offert de rester avec eux, résolut alors d'aller en Perse, pour

rallier tout ce qu'il pourrait des troupes de Baralov et de Chkouro. Il laissa une partie de ses propres troupes avec les Anglais et partit avec le reste. Mais les bandes kurdes le harcelèrent et s'accrurent des prisonniers tures, dont plusieurs camps avaient été installés dans les îles de la Caspienne, et même d'un certain nombre de prisonniers autrichiens et magyars venus de la province transcaspieenne. Ces bandes étaient commandées par les petits khans de la Perse septentrionale, dont le principal était Koutchik Khan. La retraite de Bitcherakhov fut ainsi ralentie par des combats continuels et dura trois mois, de mars à la fin de mai. Il parvint enfin à Enzeli, le port persan sur la Caspienne, avec une armée de 12.000 hommes. Les Anglais, comprenant le danger de l'anarchie dans ces régions, suivaient Bitcherakhov à distance et restaient en rapport avec lui.

A ce moment, le siège de Bakou commençait. La ville était entourée à distance par les troupes turques et tatares, qui opéraient surtout au sud, et par les Montagnards, qui complétaient le cercle au nord. La ville ne communiquait plus avec le dehors que par la mer, — très librement d'ailleurs, car sa flotte marchande était importante et elle disposait de la flotte militaire. Les bolcheviks étaient naturellement fort mal disposés à l'égard de Bitcherakhov et avaient fait leur possible pour l'empêcher de parvenir à la Caspienne : un comité envoyé de Bakou à Kazvin, en

Perse, aidait les bandes kurdes et servait de lien avec Koutchik Khan. Bitcherakhov se rendit à Kazvin et dispersa ce comité. Mais les bolcheviks, on l'a vu, n'étaient pas les maîtres absolus de Bakou. Il y avait là d'autres forces politiques sur lesquelles on pouvait s'appuyer. Comme la ville combattait l'armée turque, Bitcherakhov conçut le plan de concourir à sa défense et d'imposer son secours aux bolcheviks en déjouant leurs mauvaises intentions. Pour cela, il fallait être très bien renseigné sur ce qui se passait à Bakou, ce qui lui était facilité par la communauté des buts avec une partie du Soviet et par l'argent dont il disposait : en effet, les Anglais se montraient avec lui très généreux, et sa retraite victorieuse lui avait permis de faire beaucoup de butin, conformément aux coutumes des guerres de ce genre. Ses compatriotes, les cosaques du Térék, lui étaient aussi fort utiles.

Il sut que les bolcheviks de Bakou voulaient lui offrir de l'amener dans la ville, dans le but soit de le couler en mer, soit de le désarmer et de prendre son armée à leur service en la regroupant à leur gré : ils hésitaient sur la conduite à tenir. L'équipage des navires de guerre avait quelque tendance bolchevisante, mais assez modérée et nullement générale, et une canonnière se laissa séduire par Bitcherakhov, qui aussitôt menaçait le reste de la flotte d'un bombardement si l'on ne se ralliait pas à lui. La flotte de guerre, politiquement indécise, entra en pourparlers

et finit par se soumettre au chef cosaque, qui devenait maître de la mer. En même temps, il refusait d'envoyer ses troupes à Bakou par petits paquets, et les transports arrivaient en nombre à Enzeli. Son armée s'embarqua tout entière et il la mena sur la côte sud de la presqu'île d'Apchéron, non pas à Bakou, mais plus à l'ouest, à la station d'Alat, près du front de défense, après quoi il vint se présenter, seul, devant le Soviet, et proposa l'action commune contre les Turcs, ce qui fut accepté : il fut chargé avec ses troupes de repousser les attaques de Nouripacha, qui se trouvait avec les meilleures troupes turques sur le chemin de fer de Bakou à Tiflis.

Mais les chefs bolcheviks de Bakou avaient fait venir un régiment vraiment bolchéviste d'Astrakan, et continuèrent à appeler de ce centre bolchéviste des troupes qui auraient fini par rendre leur autorité plus effective. Voyant cela, Bitcherakhov, à la fin de juin, abandonna le front de Bakou et se rendit à Derbent, dans le Daghestan, où les Turcs, montant vers le nord le long de la Caspienne, voulaient pénétrer le long du Térék. Il ralentit leur marche en reculant devant eux. A Petrovsk, il reçut un ultimatum de Tchermoïev qui exigeait, au nom du commandement turc, qu'il rendît la ville dans les vingt-quatre heures. Tchermoïev était un ancien officier russe, d'origine montagnarde, et aujourd'hui représentant à Paris de la République des Montagnards.

Bitcherakhov, après résistance, dut continuer sa retraite et finit par se retirer dans le Térék.

A Bakou cependant, il y eut un coup d'État en juillet. Les chefs bolcheviks ne voulaient pas admettre que l'on fit appel aux « impérialistes anglais », dont le secours était demandé par les Russes patriotes et les Arméniens. Le Soviet se prononça par 259 voix contre 236 ; les Anglais furent invités à venir, et les bolcheviks furent remplacés, le 13 juillet, par une « Dictature du Comité exécutif et de la Centro-Flotte ». Les chefs bolcheviks si parlementaires de Bakou quittèrent la ville et se firent débarquer à Krasnovodsk, le port de la province transcaspicienne, dans la baie d'où part le chemin de fer de Samarcande.

D'Enzeli, un corps de 1.500 Anglais arriva à Bakou, sous le commandement du général Dunsterville, qui déclara venir au secours de la ville « sur la demande de la population », le but étant « la lutte contre les Turcs et les Allemands ». Quelques jours plus tard, un appel de M. Balfour était publié, disant que ce secours était donné « pour éviter le démembrement », et promettant de « ne pas conserver un pouce de terrain ». Ce secours était insuffisant⁽¹⁾. Six semaines

(1) Le bulletin *Union*, n° 28, dans un article intitulé « l'Azerbeïdjan et les influences extérieures », dit que « le général Dunsterville comptait sur des renforts, sans quoi il ne serait pas entré dans Bakou avec 1.500 hommes ».

plus tard, le 14 septembre, la ville était prise d'assaut. Les Anglais et les troupes arméniennes étaient partis. Les Turcs attendirent trois jours pour faire leur entrée, afin de permettre aux Tatars de se livrer au pillage. Pendant ces trois jours, la population arménienne fut massacrée, le nombre des morts s'élevant, dit-on, à 20.000. Puis Nouri pacha installa le gouvernement de l'Azerbeïdjan, dont la capitale avait été jusqu'alors Élisavetpol.



Le siège avait duré près de quatre mois, et la place était prise à la veille des armistices. Deux mois plus tard, le 17 novembre, les Anglais et Bitcherakhov rentraient à Bakou, et les drapeaux anglais et russes furent arborés. Mais la conséquence de la prise de Bakou demeurait : au lieu d'être le centre d'un petit territoire indépendant, une sorte de ville libre, elle était devenue la capitale d'une république tatare, bien que ses intérêts matériels, moraux, nationaux, fussent absolument distincts de ceux de l'Azerbeïdjan. L'occupation anglaise, qui aurait pu annuler les effets de la victoire de Nouri pacha, qui aurait ainsi justement appliqué le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes, n'a fait que conserver le résultat de la violence, au grand profit de la politique turque la plus impérialiste. Les Alliés ont fait preuve, parfois, d'une prodigieuse

timidité, sacrifiant à la fois et leurs principes et leurs intérêts. On croit rêver quand on lit l'article 15 de l'armistice turc (30 octobre) : « L'article ci-dessus comporte l'occupation de Batoum par les Alliés. La Turquie ne devra élever aucune protestation contre l'occupation de Bakou par les Alliés. » Au nom de quoi la Turquie aurait-elle pu protester contre l'occupation d'une ville qui ne lui appartenait pas, *de facto*, en 1914, et qui certainement ne voulait faire partie ni de la Turquie, ni d'une république musulmane? C'est par des fautes de ce genre que les Alliés ont en grande partie détruit l'effet de leur victoire en Orient. Elle y avait été inattendue, car on y croyait à la victoire allemande, même après l'armistice turc. Par leurs inexplicables faiblesses, les Alliés sont parvenus à ranimer la croyance en la victoire finale de l'Allemagne, croyance qui encourageait les Turcs et leurs alliés du Caucase à nouer des intrigues et à dresser des obstacles contre toute paix rassurante.

Mais ces réflexions anticipent sur la suite des événements, où Bakou cesse d'avoir une existence politique particulière. J'arrête ici son histoire. Il me reste seulement à montrer quelle importance ont eue la longue résistance de la ville et l'action de Bitcherakhov. Tout d'abord, Bakou est le plus grand port de la Caspienne, et par le fait seul que la marine militaire était au pouvoir d'un ami des

Alliés, une sécurité était acquise : la libre communication entre les forces ennemies qui bordaient cette mer était empêchée, car la Caspienne est une mer qui unit, elle est un passage, tandis que la voie de terre, entre les pays qui l'entourent, désertiques ou montagneux, est difficile. La maîtrise de la mer Caspienne confère une puissance, comme l'ont bien compris les Russes et les Persans, lorsqu'ils ont inscrit dans le traité de Tourkmanchai que les navires n'y pourraient naviguer que sous leurs drapeaux. Si l'on pouvait concevoir l'établissement d'un empire pantouranien, la mer Caspienne en serait le centre et le lien.

En Perse, les kurdes et les petits khans du nord agissaient contre les Anglais. Bitcherakhov les a calmés pour un temps, et a ouvert aux Anglais la voie du port d'Enzeli, qui leur a permis d'être tout de suite présents, après l'armistice. L'action des Tatars transcaucasiens et de Nouri pacha a été paralysée par la longue résistance de Bakou. Les Montagnards étaient fort divisés, mais ceux du Daghestan marchaient avec les Turcs : leur marche contre le Térék a été ralentie, et ils n'ont pas atteint le Térék. Les bolcheviks d'Astrakhan n'ont pu envoyer assez de troupes à Bakou pour s'y emparer du pouvoir, et le plan de l'entente tourano-bolchéviste a été retardé. Enfin, la liaison n'a pu être établie entre la Transcaucasie et la province trans-

caspienne. Ceci est une curieuse histoire⁽¹⁾, assez mal connue, où il est difficile de faire la part des menées bolchévistes et des menées allemandes. En janvier 1918, un pouvoir soviétique fut établi avec le concours des prisonniers autrichiens, et surtout magyars, et une armée rouge fut formée sous le commandement d'officiers allemands, mais cette armée manquait d'armes et de munitions, qu'elle espérait faire venir de Transcaucasie. Ceci ne réussit pas, un comité de résistance fut constitué en mai à Askhabad, station du chemin de fer de Samarkand, située vers le milieu de la ligne, tout près de la frontière persane, par les ouvriers du chemin de fer et quelques troupes et officiers russes. Des officiers allemands furent faits prisonniers et des documents saisis, et comme les Anglais arrivèrent peu après à Enzeli, leur secours fut demandé. Un accord fut conclu à Meched, le 19 août, et un escadron de cavalerie indienne contribua au refoulement de l'armée rouge magyare jusque dans le Bokhara. L'accord de Meched stipulait qu'une garnison anglaise devait occuper le port de Krasnovodsk, et que les Anglais devaient défendre « la ville de Bakou, qui est la porte d'entrée de l'Asie centrale russe ». Ces termes montrent que la solidarité des pays qui entourent la Caspienne était comprise, et

(1) On en trouvera un récit dans *The new Russia*, n° 9.

que les Anglais étaient avertis. Bakou et Bitchérakhov avaient retardé la collusion entre le bolchévisme et le pantouranisme, et provisoirement empêché l'exécution du plan allemand. Celui-ci, en effet, visant dans ces parages surtout l'Angleterre comme puissance musulmane, et cherchant à ébranler sa domination dans l'Inde, opérant de l'ouest à l'est, et la Perse et la Transcaucasie n'étaient que des étapes. La marche de Bitcherakhov, du sud au nord, en Perse, et la résistance de Bakou en Transcaucasie ont barré les voies de la politique allemande.





LA RÉPUBLIQUE D'AZERBEIDJAN

L'ÉTAT qui s'est formé le 28 mai 1918 sous ce nom est une nouveauté absolue. Jamais aucun État n'a existé, dans lequel les territoires compris entre le Caucase oriental et l'Araxe aient occupé une position importante et centrale, jamais ces territoires n'ont formé une unité politique et n'ont été indépendants, et toujours ils ont fait partie d'États beaucoup plus vastes, comme l'empire des Gengiskhanides, l'empire persan, et, depuis 1813, l'empire russe. Si, parfois, ils ont joui d'une certaine autonomie, toujours précaire, ce fut par suite de la faiblesse des gouvernements dont l'autorité sur eux n'était plus que nominale, et les populations locales n'ont jamais eu la moindre velléité de profiter de circonstances si favorables pour s'unir en un tout et former une nation. Les khans des divers districts, avant l'annexion à la Russie, n'avaient pas de politique commune lorsque la Perse ne leur imposait pas la sienne. Depuis l'annexion, la soumission du pays a été complète,

et si les Tatars du Caucase ont adhéré au « parti russe musulman », ce fut en accord avec les Tatars de Crimée, de Kazan, etc., pour la défense de leurs intérêts communs d'ordre religieux, et sans que rien pût faire prévoir des revendications nationales, particulières à cette fraction du monde musulman russe. Il y avait en Transcaucasie, à côté des Tatars, deux autres groupes de population d'un caractère tout différent : les Géorgiens et les Arméniens. La différence ne consiste pas d'une manière essentielle en ce que ces peuples sont chrétiens, car il y a des Géorgiens musulmans, que l'on appelle Adjars ; elle consiste en ce qu'il existe une nation géorgienne et une nation arménienne, tandis qu'on ne peut parler d'une nation des Tatars transcauciens. Historiquement, les nations géorgienne et arménienne se sont affirmées par la fondation d'États qui ont eu des moments de puissance, par leur culture et leurs traditions propres, et par la permanence d'une langue et d'une littérature particulières : rien de tout cela n'existe chez les Tatars du Caucase, dont la langue est très voisine du Turc, qui n'ont pas de littérature, et dont les traditions leur sont communes avec d'autres peuples, surtout les Persans. Il est vrai que les Géorgiens et les Arméniens ont manifesté jusqu'en mai 1918 un complet loyalisme à l'égard de la Russie, et proclamaient qu'ils voulaient continuer à faire partie de l'État russe, mais

on savait fort bien, et le chef du parti social-démocrate géorgien l'avait hautement déclaré, que c'était dans l'intérêt même et pour la sauvegarde de leur nationalité que ces peuples restaient fidèles à « l'orientation russe ». Lorsque la Géorgie, brusquement, le 26 mai 1918, croyant qu'une orientation nouvelle était désormais préférable, a rompu l'union formée sous le nom de « République transcaucasienne », il était clair qu'elle allait former une république indépendante, et que l'Arménie russe serait obligée d'en faire autant, et ces deux États, viables ou non, avaient du moins un sens, puisqu'ils étaient nettement tous les deux, malgré les minorités russe et tatare disséminées sur leurs territoires, des États nationaux. Il restait, en dehors d'eux, la partie orientale de la Transcaucasie, où la population tatare — sauf à Bakou — est tout à fait dominante. Et c'est ainsi qu'il a bien fallu former une république tatare sans antécédents historiques, sans traditions, sans base nationale, création factice fatalement destinée à être le jouet d'influences extérieures.

Ce caractère factice fut tout de suite mis en évidence par un détail curieux. L'État nouveau n'avait pas de nom, la région qu'il occupait n'ayant jamais été même simplement une unité administrative, et l'on emprunta le nom de la province persane voisine, l'Azerbeïdjan, ce qui n'était justifié par aucune raison géographique. Sans doute, l'Azerbeïdjan

persan et l'Azerbeïdjan nouveau sont des pays musulmans, voisins, et qui ont été le plus souvent associés au cours de l'histoire : cela laisse des traces. Mais l'Azerbeïdjan persan est un pays de très hautes montagnes, vivant encore sous un régime féodal, tandis que la majeure partie de la république est constituée par la large vallée de la basse Koura, où poussent le coton et les vignes, et le régime russe a développé la culture. La religion est chiïte au sud de l'Araxe, quelquefois sunnite au nord, mais les sunnites ne dominent qu'à l'ouest, c'est-à-dire dans une région qui ne fait pas partie de la nouvelle république. Enfin les Tatars transcaucasiens ont certainement subi l'influence persane, et pourtant leur orientation politique actuelle les incline plutôt vers la Turquie que vers la Perse. L'accaparement du nom de la province voisine est entièrement arbitraire. Si l'on réunissait les deux Azerbeïdjan, le persan et le nouveau, en un seul État, l'ensemble n'aurait pas plus de réelle unité que la république des Tatars transcaucasiens, ils ne forment un tout ni ensemble, ni séparément. Mais une agitation aux buts mal précisés s'est répandue en Orient. Il y est question de panislamisme, de panturquisme et de pantouranisme, et c'est ainsi qu'à défaut d'unité nationale propre, les Tatars de la nouvelle république — ou du moins leurs chefs — se considèrent comme un fragment d'un tout national mal défini.

Cela leur donne une certaine cohésion, en même temps que cela les dispose à mettre leur État à peine constitué au service d'une action politique très vaste, dont ils n'ont pas le contrôle. Comme leur situation géographique les interpose entre la Turquie et la plupart des autres Musulmans de l'empire russe, Tatars de Kazan et de la basse Volga, Kirghiz des steppes, Turcomans, Usbeks, etc., du Turkestan, et tous les « Touraniens » de Sibérie, leur pays est le pivot principal de la manœuvre panturque ou pantouranienne. La même raison géographique a déterminé leur position intermédiaire, mais très proche des Turcs, dans la famille des langues turco-tatares. Ils parlent l'un des trois principaux dialectes de la langue « turque » parlés hors de Turquie, les deux autres étant ceux du Daghestan et de Crimée. La langue « tchagataï » compte le dialecte de Kazan et plusieurs dialectes du Turkestan. Enfin la langue « tatare » est celle des Bachkirs, des Kirghiz et de plusieurs peuples de Sibérie. Les populations turco-tatares de l'empire russe forment un total de douze millions environ ⁽¹⁾. Quant à l'ethno-

(1) D'après Mahmadyarov, délégué au Congrès des Musulmans panrusses d'octobre 1917, ces populations seraient même beaucoup plus nombreuses, et comprendraient : 3.000.000 d'âmes en Transcaucasie, 5.168.000 en Russie d'Europe et 9.715.000 en Sibérie et Turkestan.

logie aussi, les Musulmans de Transcaucasie semblent occuper une position intermédiaire entre les Turcs et les « Touraniens » d'Asie centrale et de Sibérie (1). Mais les peuples Touraniens, arriérés, en partie nomades, dont les rares représentants cultivés sont de culture russe, sont évidemment incapables d'une action publique ferme. L'inspiration de la politique musulmane en Transcaucasie provient donc uniquement de la Turquie, elle-même conseillée, parfois aidée et manœuvrée par l'Allemagne.



Cependant, il fallait qu'il y eût, parmi les musulmans de Transcaucasie, des éléments favorables à la Turquie et jouissant d'un prestige suffisant. Tel était le cas des khans et des beks, que la Russie avait maintenus, naturellement, propriétaires de presque tout le sol en Transcaucasie orientale, mais qu'elle avait dépouillés du pouvoir arbitraire qu'ils exerçaient autrefois sur les paysans, et qu'exercent encore les khans de l'Azerbeïdjan persan. On estime que, dans le territoire de la nouvelle république, les paysans forment 90 % de la population musulmane, et les propriétaires 3,5 %. C'est cette fraction infime qui, seule, regrettant sa puissance passée, avait des

(1) M. A. CZAPLICKA : *The Turks of Central Asia in history and at the present day.*

désirs d'indépendance, ce qui, nécessairement, lui a fait adopter l'orientation turque. Les paysans, au contraire, ont intérêt à éviter le retour de la domination totale de leurs propriétaires, et par suite à maintenir leur pays dans la soumission à l'égard d'un état capable de tenir tête aux khans et aux beks. La crainte d'un retour à l'ancien régime doit être d'autant plus vive chez les paysans, que ce régime s'est prolongé après l'annexion du pays par la Russie, et n'a complètement disparu qu'après les réformes qui ont suivi la défaite de l'imam des Lesgiens, Shamyl, en 1859. Mais les paysans tatars sont trop arriérés pour être capables de se concerter, de concevoir et de formuler un programme, et ils subissent trop l'ascendant de leurs propriétaires, qui résident parmi eux. C'est ainsi qu'une « république » a été fondée, qui réclame son indépendance au nom du « droit des peuples de disposer d'eux-mêmes », et l'origine de cette double revendication politique et nationale était l'intérêt d'une oligarchie féodale. L'application à ce pays musulman, où les khans rêvaient de revenir au régime du bon plaisir, de mots et de formules créés à l'usage de nations, dont la forme et le niveau de civilisation sont tout différents, conduit à de telles absurdités. Il a fallu, toutefois, pour en arriver là, le concours de deux circonstances imprévues, qui ont permis à la classe des khans et beks transcaucasiens et à leur parti

d'élargir leur programme au delà de toutes leurs espérances : le succès des bolcheviks et la faiblesse des Alliés à l'égard des menées panturques.

J'ai sous les yeux un mémoire non publié sur le mouvement musulman en Transcaucasie, qui provient du Conseil national russe de Bakou. C'est une étude précise où les citations abondent sur l'histoire des Congrès des Musulmans de Russie et sur les partis musulmans de Transcaucasie et leur action, surtout pendant la première période de la Révolution russe jusqu'à l'avènement du pouvoir soviétique. Le parti principal et presque tout-puissant, le seul dont on lit parfois le nom dans les nouvelles que donnent les journaux d'Occident, est le parti *Moussavat* (*Égalité*) : c'est le parti « nationaliste », qui remplit le Conseil national élu, composé de khans et de beks, plus trois ou quatre grands propriétaires urbains ou industriels du pétrole. Un de ses chefs principaux est Toptchibachev Ali Mardane bek, représentant à Paris de la République d'Azerbeïdjan. Le *Moussavat* s'est montré fort loyal envers la Révolution russe jusque vers le mois de septembre 1917 ; il en était fort satisfait, et s'est même dit, un moment, socialiste. Mais démocratie et socialisme ne l'intéressaient guère, et il ne voyait dans la Révolution que la chute d'un pouvoir central fort, ce qui permettrait à ses chefs propriétaires de gouverner leur pays à leur guise ; il était donc autonomiste ou fédéraliste et

redoutait la « réaction », c'est-à-dire le rétablissement d'un pouvoir fort. Si ce pouvoir fort avait pu être celui de Kerensky, il l'aurait sans doute redouté autant que le tsarisme. Il n'était d'ailleurs jamais en opposition avec les bolcheviks, et peu à peu parut incliner vers eux, ou du moins mena une action parallèle à la leur, car il tendait à la destruction de l'État russe. Les *Isvestia* de Bakou ont même proclamé que le bolchévisme est désormais le véritable socialisme. En réalité, la révolution sociale qui intéressait le *Moussavat* était la réaction féodale, et le « droit des peuples de disposer d'eux-mêmes » était la seule formule révolutionnaire qu'il eût adoptée — et adaptée à son usage. Pour les *Isvestia* de Bakou, les questions ouvrière, agraire, financière, etc., semblent inexistantes, et le socialisme, la révolution russe, le bolchévisme, consistent uniquement dans le droit des peuples, sujet d'innombrables articles dans les journaux. Le *Moussavat* a donc profité du bolchévisme qui faisait son jeu.

Il existe un autre parti non socialiste : l'*Ittikhad* (Union), qui est une transformation du parti né pendant la révolution sous le nom : « Les Musulmans de Russie. » Ce fut, du moins au début, un parti d'orientation russe, composé principalement d'intellectuels, de commerçants et de membres du clergé. Des partis socialistes se sont formés, dont le principal, *Hummet*, a demandé son affiliation à l'Internationale (la se-

conde) et prétend compter 10.000 membres (1). Il a une fraction bolchéviste et une fraction menchéviste. Comme les ouvriers musulmans n'existent guère qu'à Bakou, ce parti n'a guère qu'une existence étroitement locale. Au Seïm de Transcaucasie, les socialistes musulmans ne furent que trois sur 44 députés musulmans. Quant aux paysans qui forment la masse du peuple, ils n'ont aucune organisation politique, et leur classe n'a été représentée à aucun moment dans les assemblées.

Même si l'existence d'une république d'Azerbeïdjan avait été justifiée par la tradition et le sentiment national, il est facile de se rendre compte qu'un tel État ne serait pas viable, les Musulmans de la Transcaucasie orientale étant un peuple encore très primitif qui sort à peine d'une vie semi-nomade. Sauf dans quelques oasis, comme autour de Bakou et à Lenkoran, à l'extrémité sud, les paysans étaient des pasteurs qui vivaient l'hiver dans les villages des steppes, et menaient leurs troupeaux, en été, dans la haute montagne, traversant ainsi la région moyenne, habitée surtout par les Arméniens. La terre des steppes est pourtant des plus fertiles, à tel point que l'on y peut récolter, la même année, du foin en mars, le blé en juin et le coton en novembre — à

(1) V. *L'Europe orientale*, n° 2, p. 57. Cette revue prétend à tort qu'il y avait au Seïm onze socialistes musulmans.

condition qu'elle soit bien arrosée. De grands travaux d'irrigation entrepris par le gouvernement russe ont permis à des colons russes de se livrer à la culture, principalement du coton. Des colons allemands cultivent aussi la vigne. Les Musulmans ont, peu à peu, suivi le mouvement et sont en train, depuis une vingtaine d'années, de se transformer en cultivateurs. Cette région n'est donc pas sans analogie avec d'autres pays orientaux qui ont été, à certaines époques, des centres de civilisation extrêmement riches et peuplés, et qui devenaient presque déserts lorsque tombaient les empires qui s'y étaient formés. Or, il est certain que les Tatars n'ont ni les ingénieurs, ni les agronomes, ni les administrateurs qu'il faudrait. S'ils étaient les maîtres, les travaux d'irrigation ne seraient pas continués, ceux qui existent ne seraient pas entretenus et une régression inévitable s'ensuivrait, économique et politique à la fois ; ce serait le retour au féodalisme des khans et à la vie semi-nomade et presque uniquement pastorale — et cela par pure incapacité technique. Les Turcs, en pénétrant dans la République tatare et y exerçant une sorte de souveraineté, pourraient bien y maintenir une certaine cohésion entre les khans, mais leur incapacité technique étant également notoire, il est clair qu'ils ne pourraient pas sauver le petit État-frère d'une déchéance fatale.

La guerre a enseigné à tenir compte des aptitudes

techniques, non plus simplement pour savoir si elles existent ou n'existent pas, mais pour savoir si elles sont plus ou moins répandues et dans quelle mesure la masse en admet ou en méconnaît l'importance. Elles sont beaucoup plus rares en Russie que dans l'Europe occidentale, et surtout le peuple russe a gardé une mentalité qui s'adapte mal à notre ère administrative et technique. C'est pourquoi la Russie en est, à beaucoup d'égards, à un degré inférieur de la civilisation commune. Cependant, elles existent en Russie, où des œuvres très difficiles ont été menées à bien, en grand nombre, par des administrateurs et ingénieurs russes. La différence entre la Russie et le monde occidental n'est donc pas essentielle, mais quantitative seulement. Si, au contraire, on veut comparer les Russes aux Tatars ou aux Turcs, on doit constater que les Russes ont su développer en eux des aptitudes techniques parfois remarquables et qui se répandaient lentement, tandis que parmi les Turcs, jusqu'ici, on ne voit rien de pareil, et c'est pourquoi les Russes et les Turcs appartiennent à deux civilisations différentes. Des erreurs ont été souvent commises parce que l'on ne voulait pas voir le retard considérable de la Russie sur l'Europe occidentale. On commettrait une erreur du même genre, et plus grande encore, si, pour compenser la première, on voulait dénigrer le peuple russe au point de le mettre au niveau du peuple tatar. La

Russie a été capable de créer l'industrie du naphte à Bakou et de donner un essor à l'agriculture en Transcaucasie orientale. Son œuvre serait compromise si elle était abandonnée aux Tatars. Ceci n'implique, bien entendu, aucune impuissance congénitale chez les Tatars. Ils ne sont pas parvenus au même degré de civilisation, voilà tout. Plusieurs, à Bakou, se sont élevés à un niveau supérieur, mais ce ne sont encore que des exceptions, d'ailleurs dues à l'influence prédominante des Russes dans cette ville.

On trouvera peut-être naturel de penser que Bakou pourrait, comme capitale de la République tatare et grande ville moderne de civilisation beaucoup plus avancée, fournir au nouvel État le personnel technique et administratif qui lui manque. Mais cela n'est pas possible. La majorité de la population, dans la ville du naphte, est de caractère européen, et dans cette majorité l'élément russe est de beaucoup le plus considérable; et après lui vient l'élément arménien, presque toujours uni à l'élément russe. L'agglomération de Bakou est comme un corps étranger, sans lien naturel avec la région musulmane, et désire en rester indépendante. Il est bien clair que les antagonismes de civilisation, de race et de religion ne pourraient que s'exaspérer entre une si grande capitale et un si petit État. Ils ne peuvent être unis que temporairement, par suite de conjonctures politiques qui les dépassent l'un et l'autre. Pour suivre le

développement de l'histoire politique de la Transcaucasie orientale, il importe de bien comprendre le contraste entre cette région et la ville de Bakou, dont le caractère occidental, par comparaison, s'affirme à la fois dans sa vie économique et dans sa composition ethnique. On conçoit que les Tatars transcaucasiens aient désiré incorporer à leur république une ville aussi riche. Mais ce sont surtout les nationalistes turcs qui avaient besoin, à cause de sa position merveilleuse, de la mettre dans leur dépendance.



Entre les Tatars et les Turcs, l'entente devint manifeste en avril 1918. A cette date, la République transcaucasienne existait encore, et les Tatars avaient leurs représentants au Parlement de Tiflis, le Seïm, à côté des Géorgiens et des Arméniens. Le traité de Brest-Litovsk venait d'être signé (3 mars) et le Seïm ne l'avait pas reconnu. C'est à ce propos que des négociations eurent lieu entre les délégués de la Transcaucasie et une délégation turque, d'abord à Trébizonde, puis à Batoum. Les Allemands participaient aussi à ces pourparlers, mais restaient dans la coulisse. A Trébizonde, la fraction musulmane de la délégation transcaucasienne avait sa politique particulière, s'entendait avec les Turcs et même les renseignait sur les affaires militaires. A Batoum, lorsque

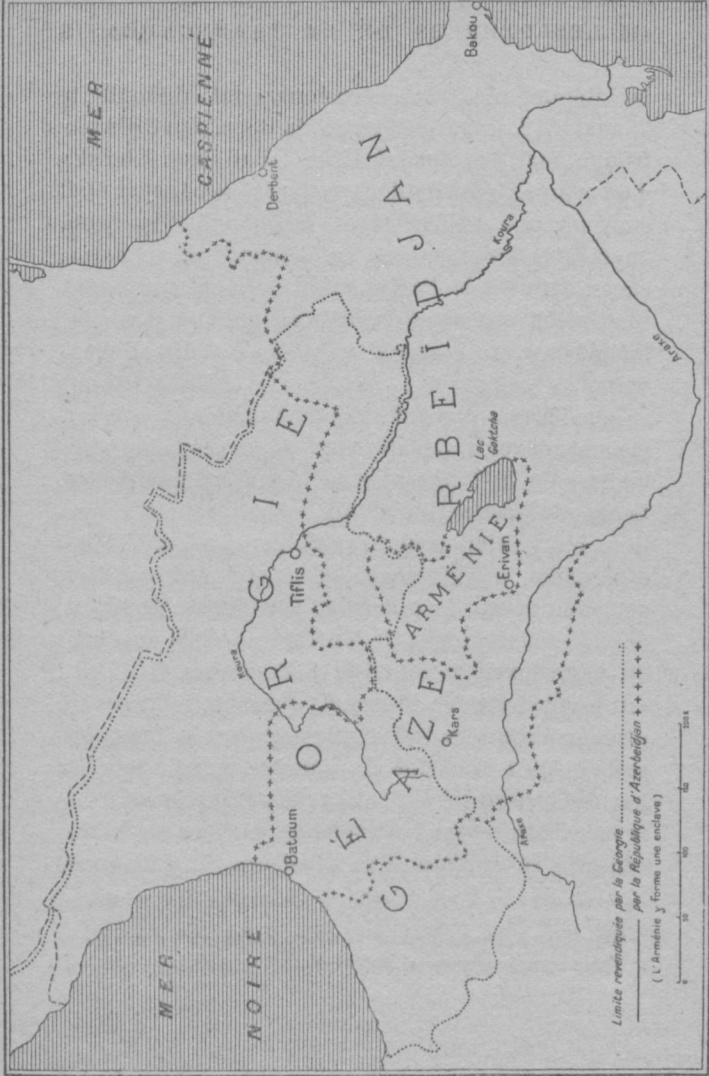
les négociations furent reprises après l'entrée des troupes turques sur le territoire de la Transcaucasie, cette fraction musulmane agit plus ouvertement en faveur des Turcs. Si les Arméniens présentaient quelque proposition, elle répondait : nous ne pouvons pas nous prononcer, car nous ne connaissons pas l'avis de Khalil bey. Elle ne protesta pas contre la demande d'annexion à la Turquie formulée par des Musulmans de Géorgie. Enver pacha arrivant à Batoum, la fraction musulmane, pour lui faire honneur, alla au-devant de lui en mer, accompagnée de Tapa Tchermoiev, représentant des Montagnards du Daghestan. Il était de plus en plus visible qu'une politique panturque se précisait par un accord entre les Tatars transcauciens, une partie des Montagnards et les nationalistes turcs. C'est alors que fut élaboré, avec Enver et Tchermoiev, le plan de la future République d'Azerbeïdjan. Elle ne devait pas comprendre seulement les provinces de Bakou et de Jélisavetpol, où les Tatars prédominent, mais, de plus, la moitié sud de la province d'Erivan, les provinces de Kars et de Batoum tout entières, et un bon morceau de la province géorgienne de Tiflis. Elle devait, en outre, empiéter sur le Daghestan. Elle aurait ainsi formé un État de 140.000 kilomètres carrés environ, allant de la mer Caspienne à la mer Noire, avec une population d'un peu plus de trois millions d'habitants, parmi lesquels les Musulmans

n'auraient eu qu'une très faible majorité. L'Arménie russe, réduite à la moitié nord de la province d'Erivan, n'aurait été qu'une enclave dans le territoire de la république ennemie et condamnée à disparaître⁽¹⁾. Cependant les Turcs avançaient en Arménie. Les Tatars, c'est-à-dire le Conseil national musulman, dominé par le parti Moussavat, les invitèrent à venir dans la Transcaucasie orientale, afin de les aider à prendre Bakou, dont ils prévoyaient la résistance. Nouri pacha, frère d'Enver, se rendit à Jelisavetpol avec son état-major et des officiers turcs, afin de réorganiser les troupes tatares, introduire l'administration turque et désarmer les Arméniens. La population tatare, qui souffrait de l'anarchie, fit bon accueil aux Turcs, de qui elle espérait le rétablissement de l'ordre. Plus tard, lorsqu'elle sut que le moyen de la discipline, chez les Turcs, est la bastonnade, il y eut des révoltes.

Il est clair que la République transcaucasienne, envahie avec l'approbation de l'un des peuples qui la constituaient, ne pouvait pas subsister. Le Géorgien Tsérételli constata au Seïm de Tiflis la responsabilité des Musulmans et du parti Moussavat⁽²⁾, et

(1) La carte des ambitions tatares a été publiée chez J. Forest, 17, rue de Bucî. Les frontières revendiquées sont tracées sur notre carte, page 109.

(2) Irakly TsÉRÉTÉLLI : *Séparation de la Transcaucasie et de*



Limite revendiquée par la Géorgie
 par la République d'Azerbaïdjan + + + + +
 (L'Arménie y forme une enclave)

la République transcaucasienne fut dissoute le 26 mai 1918. Le surlendemain, la République d'Azerbeïdjan était proclamée à Tiflis, Fatali khan Khoïsky était nommé président du gouvernement, et il était convenu que les membres musulmans du Seïm, augmentés des membres du « Conseil musulman », constitueraient le Parlement. Les Géorgiens invitèrent le gouvernement de cette république étrangère fondée chez eux à s'en aller, et il s'installa à Jelisavetpol.


Les Turcs croyaient sans doute avoir la voie largement ouverte devant eux, et se voyaient déjà maîtres de la Transcaucasie jusqu'aux montagnes. Leurs diplomates, ou plutôt le chef de leur déléga-tion, qui parlait seul, n'avait pas dissimulé leurs espérances, à Trébizonde. Ce chef était Raouf bey, ancien ministre de la marine sous Enver pacha, et, depuis, collaborateur de Mustapha Kémal au début du mouvement nationaliste à Erzeroum. Il disait : « Il ne peut y avoir désormais que deux solutions du problème : ou bien la Turquie occupera la Transcaucasie jusqu'à la chaîne du Caucase, qu'elle fermera par des forteresses à Vladikavkaz et sur les côtes de la mer Noire et de la Caspienne, ou bien la Transcaucasie se composera de plusieurs États tampons

la Russie et Indépendance de la Géorgie. Discours prononcés à la Diète transcaucasienne, pp. 44-46.

placés sous le protectorat de la Turquie ou de quelque autre État ami. En aucun cas la Russie ne sera admise en Transcaucasie (1). » La solution proprement turque ne se réalisa pas. Aux manœuvres et à la trahison des Tatars envers la République transcaucasienne, les Géorgiens opposèrent d'autres manœuvres de trahison envers la Russie et les Alliés. Ils s'entendirent en secret avec les Allemands, dont les troupes, composées de prisonniers rapidement équipés et groupés, barrèrent inopinément la route aux Turcs. Ceux-ci, ne pouvant plus avancer vers le Nord, virent leur champ d'action limité à l'Arménie russe, lieu de passage, et à la République d'Azerbeïdjan. La Géorgie se trouve ainsi exclue provisoirement de cette histoire : la séparation était d'autant plus complète qu'elle devenait sphère d'influence allemande, tandis que les Tatars des anciennes provinces de Jélisavetpol et de Bakou tombaient sous la domination des Turcs. Et les deux républiques nouvelles, géorgienne et tatare, malgré leur frontière commune, perdaient presque tout contact, l'unique

(1) Cité d'après le bulletin du *Russian Liberation Committee*, n° 44. Ces paroles étaient, bien entendu, de simples propos, et ne constituent pas une déclaration officielle. Elles ont été rapportées sous une forme plus atténuée dans l'exposé fait en commission du Seïm par M. Khatissian, membre de la délégation transcaucasienne à Trébizonde, et aujourd'hui chef du gouvernement de la République arménienne.

chemin de fer qui les relie, la ligne Bakou-Tiflis-Batoum, cessant totalement de fonctionner dans sa partie tatare : pendant cinq mois les Tatars et les Turcs furent incapables de rétablir la circulation. Il est vrai que le centre administratif et les principaux ateliers étaient à Tiflis. Il est encore vrai que, dans toutes les catégories du personnel, l'élément russe était prédominant, et que le Conseil national russe siégeant à Tiflis donna le mot d'ordre de refuser le travail. Mais le gouvernement de Khan Khoïsky ayant promis de respecter les droits des Russes, cet ordre fut rapporté, en sorte que l'arrêt de la circulation entre Bakou et Tiflis conserve sa valeur comme preuve de l'incapacité technique des Tatars et des Turcs. Lorsque les Anglais arrivèrent, après l'armistice, il leur suffit de deux semaines pour rétablir les communications par chemin de fer. Il est curieux de noter que le gouvernement nationaliste des Tatars proclama le russe langue de l'État. Mais l'autorité de ce gouvernement était bien médiocre. La grande affaire était alors la prise de Bakou. Nouri pacha faisait venir des troupes régulières turques, et commandait les forces locales qu'il avait formées. Jusqu'à la prise de la ville (14 septembre), et ensuite, jusqu'à l'armistice ou plutôt jusqu'à l'arrivée des Anglais (17 novembre), la république tatare fut, en réalité, une province turque.



Jusqu'à l'armistice, les Alliés avaient assisté en témoins impuissants aux événements de Transcaucasie, sauf à Bakou, dont la garnison avait été renforcée par les 1.500 hommes du général Dunsterville. Si les Anglais y avaient envoyé toutes leurs troupes parvenues au port persan d'Enzeli, la ville aurait sans doute pu tenir deux mois de plus, et la situation eût été bien différente : Bakou, indépendante et maîtresse de la Caspienne, aurait été, avec ses 120.000 Russes et l'appui de sa population arménienne, le centre national russe de la région, ce qui pouvait entraîner des conséquences très importantes pour la République d'Azerbeïdjan, réduite à l'impuissance, pour le Daghestan et la République des Montagnards qui n'auraient pu servir de voie d'accès au bolchévisme, et même pour le Turkestan. Cette ville était la place qu'il fallait tenir pour empêcher l'expansion du bolchévisme et du panturquisme et leur collusion. Or, par l'armistice, les Alliés étaient les maîtres de la situation. Ils avaient la force matérielle, puisque les troupes allemandes de Géorgie furent immédiatement expulsées, et les troupes turques d'Arménie russe et de l'Azerbeïdjan le furent ensuite en grande partie. Ils avaient surtout le prestige. Ce qui était perdu pouvait facilement être regagné : l'agglomération de Bakou pouvait être retirée à la République d'Azerbeïdjan, qui ne la tenait que par droit de conquête, et la

résistance même de la ville prouvait suffisamment que cette libération était justifiée. Il sembla un instant que les Anglais avaient adopté cette politique active, et comptaient la suivre en accord avec le gouvernement russe antibolchéviste, c'est-à-dire le « Directoire » d'Oufa (ce fut le jour même de l'arrivée des Anglais à Bakou, 17 novembre, que le Directoire fut renversé, et remplacé le lendemain par l'amiral Koltchak).

Lorsque le général Thomson fit son entrée à Bakou, il ne salua même pas Khan Khoïsky, président du gouvernement de la République tatare, et témoigna la plus grande cordialité au président du Conseil national russe de la ville. Sa proclamation disait : « Au nom des Alliés, Bakou est occupé par les troupes anglaises... Nous sommes ici au su du nouveau gouvernement russe et en plein accord avec lui... les Alliés n'ont pas l'intention de conserver un seul pouce de territoire russe. » Comme Bitcherakhov, qui avait été un moment le chef de la défense de Bakou, y était rentré le 17 novembre avec une partie de ses forces, le communiqué du ministère de la Guerre britannique mentionna l'occupation de la ville par des troupes anglaises et russes. Tout cela paraissait indiquer une politique très claire, qui ne pouvait d'ailleurs étonner les chefs tatars. Ils s'inclinèrent aussitôt, et Khan Khoïsky proposa au Conseil national russe un programme où il déclarait : « La

République d'Azerbeïdjan fait partie de la Russie, une et indivisible... »

Il y avait, pourtant, dans la proclamation du général Thomson, une phrase singulière : La Turquie a accepté, dans l'armistice conclu, que nous occupions Bakou. » Et en effet, l'article 15 de l'armistice du 30 octobre avec la Turquie porte : « La Turquie ne devra élever aucune protestation contre l'occupation de Bakou par les Alliés. » Il était, certes, bien inutile de s'assurer le consentement de la Turquie, puisqu'elle ne pouvait prétendre aucun droit de contrôle sur ce qui se passait à Bakou. Le seul consentement nécessaire, très correctement mentionné dans la proclamation du général anglais, était celui de la Russie, puisque Bakou faisait partie de l'empire russe (droit formel) et que sa population était en majorité russe (droit naturel proclamé par les Alliés). L'invocation du double consentement était choquante, et tout à fait contradictoire avec les témoignages accumulés de fidélité à l'alliance russe. Plus inquiétante encore pour les Russes fut la phrase prononcée par le général Thomson au ministre des Affaires étrangères de la République tatare : « Nous sommes venus ici, conformément à l'accord conclu avec la Turquie, pour remplacer les troupes turques qui ont protégé jusqu'ici votre territoire. » Le général oubliait que l'Angleterre elle-même, deux mois plus tôt, avait essayé de s'opposer par les armes à l'action

de ces troupes turques. Le 24 novembre, une deuxième proclamation arriva de Londres. La Transcaucasie y était qualifiée russe, mais on annonçait « qu'une solution définitive serait prise par la Conférence de la Paix qui résoudrait toutes les questions concernant le dit territoire ». Le Conseil national musulman, ainsi encouragé, publia le 29 novembre une déclaration où il ne parlait plus du tout de la Russie et constatait que « les forces nouvelles ne sont pas un obstacle pour les peuples qui ont décidé de disposer d'eux-mêmes ». Enfin, le 28 décembre, le général Thomson reconnaissait le gouvernement de l'Azerbeïdjan comme « le seul pouvoir local légal auquel les Alliés garantissaient leur appui ». Ainsi les Anglais, agissant au nom des Alliés, consacraient la prise de Bakou par les Turcs, et prenaient parti contre les Russes et les autres éléments d'orientation russe, comme les Arméniens, en faveur des Tatars dirigés par les nationalistes turcs. Une série d'actes ne tardèrent pas à préciser cette étrange politique, par laquelle la force et le prestige des Alliés étaient mis au service de leurs ennemis.

Bitcherakhov était toujours à Bakou avec ses cosaques et d'autres troupes, et il avait reçu un mandat du gouvernement d'Omsk. Les Alliés l'obligèrent à partir le 2 février 1919. Peu de temps après, son successeur, le général Prjevalsky, se mit sous

les ordres du général Denikine, avec l'aveu du commandement anglais, mais dut bientôt partir à son tour et emmener tout ce qui restait de forces russes. En même temps, le général Thomson avait désarmé la flottille de la Caspienne, dont les navires furent pourvus de noms anglais et battirent pavillon anglais. Tout ce qui était russe se trouvait ainsi éliminé de la Transcaucasie. La politique des premiers jours n'avait été, tout au plus, qu'une velléité, et les Alliés adoptaient décidément une orientation anti-russe, du moins dans cette région.

Cela n'empêchait pas les Alliés d'entretenir avec le général Denikine les relations les plus cordiales et de lui apporter une aide matérielle efficace. Ils suivaient simplement une politique au nord du Caucase — la lutte contre le gouvernement soviétique — et une autre au sud du Caucase. Ils conclurent avec Denikine en mars 1919 un accord qui étendait son influence jusqu'à la chaîne et dans tout le Daghestan. Les troupes russes s'étant avancées jusqu'à Derbent, sur la Caspienne, la « République Nord-Caucasienne », ou république fédérative des Montagnards disparut, et un gouvernement russo-phile fut installé au Daghestan. Mais il paraît que ces frontières tracées entre les champs d'action des deux politiques étaient trop favorables aux Russes, et brusquement un « ordre » du gouvernement anglais au général Denikine fut publié à Tiflis et à

Bakou : il devait évacuer le Daghestan. En fait, l'ordre ne fut pas communiqué à Denikine, qui maintint ses troupes dans le Daghestan. Mais les récriminations continuellés des Montagnards à la Conférence de la paix ⁽¹⁾ montrent la contradiction entre les deux politiques des Alliés au nord et au sud du Caucase. Les Montagnards prétendaient avoir été le rempart de la Transcaucasie contre le bolchévisme, et ils étaient toujours prêts à attaquer l'arrière de l'armée volontaire, rempart autrement effectif. Entre ces deux remparts, il fallait choisir. En réalité, ce n'était pas le bolchévisme qui était l'ennemi pour les Montagnards, pas plus que pour la République d'Azerbeïdjan : c'était Denikine. L'Azerbeïdjan soutenait les Montagnards dans leurs réclamations contre lui ⁽²⁾ et conclut le 16 juin avec la Géorgie un traité d'alliance « défensive », et l'on exprimait à la Conférence de la Paix l'espoir que le traité n'aurait pas l'occasion d'être appliqué, « grâce au contrôle que les puissances alliées exercent sur les opérations du général Denikine ⁽³⁾. » On invitait ainsi les Alliés à étendre au nord du Caucase leur politique antirusse.


Bakou avait été la plus importante, mais non la

⁽¹⁾ *L'Europe orientale*, p. 123 (n° 4), p. 153 (n° 5).

⁽²⁾ *Ibid.*, p. 94 (n° 3).

⁽³⁾ *Ibid.*, p. 95 (n° 3).

seule partie de la Transcaucasie orientale qui avait refusé de se soumettre au gouvernement tatar. Au sud de l'Araxe et de la Koura inférieure, un territoire s'étend en pointe le long de la Caspienne, comprenant la steppe de Moughan et le petit port de Lenkoran. Les colons russes y sont assez nombreux, 25.000 environ. Une assemblée locale composée de 184 membres, dont les deux tiers musulmans, se réunit en décembre 1918 et, à l'unanimité, déclara que « tout le territoire de Moughan constitue une partie inséparable de la Russie une et indivisible ». Des délégués furent envoyés à Bakou pour entrer en pourparlers avec le gouvernement d'Azerbeïdjan et les autorités anglaises. Mais celles-ci laissèrent le gouvernement tatar, avec la participation d'officiers turcs, envahir le Moughan, et même un commandant anglais installa les autorités azerbeïdjanaises. Par la suite, en faisant croire aux Moughaniens que la Conférence de la Paix avait décidé leur incorporation à la république tatare, et que l'amiral Koltchak était consentant, on obtint au mois d'août une déclaration nouvelle : « ... nous ferons provisoirement partie de la République d'Azerbeïdjan jusqu'à ce que la question ait été résolue à la Constituante panrusse à des conditions ne dérogeant pas à la dignité de la Russie et du peuple russe. »



On voit avec quelle constance et quelle énergie les Alliés ont pris les intérêts de la république tatare. Ils ont ainsi annihilé l'influence russe, qui était grande, et qu'il eût fallu soutenir. Ils n'ont pas agi moins résolument contre les Arméniens dans les affaires de Karabagh et de Zanghezour. Les Anglais paraissent avoir nourri l'illusion que leur bienveillance leur permettrait de diriger la politique d'une région si importante, et d'y exercer une sorte de protectorat. Grande erreur. Les Tatars ne pouvaient être indépendants, mais c'est la direction turque et non la direction anglaise qu'ils ont constamment subie, même lorsque les troupes britanniques étaient présentes. Après le retrait de ces troupes, les Alliés ne purent plus agir qu'en vertu du prestige de leur victoire, et ce prestige n'existait plus. La grande faute venait du manque d'unité dans la conception politique. On avait pratiqué une politique favorable à l'indépendance des petits États, au sud du Caucase, et une politique favorable à la formation d'une grande Russie démocratique, au nord du Caucase. Ces deux politiques étaient contradictoires, et devaient entrer nécessairement en conflit un jour ou l'autre. Ainsi, la politique des Alliés dans la République d'Azerbeïdjan a été doublement mauvaise : à la fois en elle-même, parce qu'elle ne leur a pas donné la direction du pays, et indirectement, parce qu'elle a facilité aux Tatars une action très

effective contre Denikine. Les Alliés avaient à se défendre contre le mouvement nationaliste turc et contre le bolchévisme, et ces deux luttes devaient rester distinctes, tant qu'ils conservaient une autorité suffisante au sud du Caucase ou que Denikine occupait fortement la région du nord. Les Alliés ayant joué le jeu de leurs adversaires en Transcaucasie, Denikine se trouvait être leur vrai défenseur à la fois contre les deux dangers. C'est sans doute pour cette raison que le haut commissaire anglais en Transcaucasie reconnut le 4 août 1919 que le Daghestan devait faire partie des territoires pris en charge par le général russe. Mais lorsque l'avance de celui-ci se ralentit, et lorsqu'il fut obligé de réprimer des révoltes de « verts » à l'arrière de son front, il n'y eut plus une aussi forte barrière entre le panturquisme et le bolchévisme, qui réussirent à se rejoindre, aggravant ainsi la situation des armées russes patriotes au moment où elles commençaient à fléchir.

Ce fut une étrange coalition qui obligea Denikine, en octobre 1919, à distraire de son front menacé des forces cosaques pour aller faire campagne dans le Daghestan. Il avait contre lui la République des Montagnards, ainsi que des troupes de Tatars transcauciens, commandées par des officiers turcs, plus 1.000 à 1.500 Askers (réguliers turcs) et des soldats de l'armée rouge venus d'Astrakhan. L'argent était

fourni principalement par l'Azerbeïdjan. Enfin, aux négociations qui avaient préparé ce soulèvement, avait sans doute participé le petit groupe des koubanais séparatistes, car il avait conclu avec la délégation de la République des Montagnards, à Paris, un traité d'alliance « défensive », qui était nettement dirigé contre Denikine. Les « Montagnards » formaient le gros de l'armée de cette coalition, soit 18.000 à 30.000 hommes : il était impossible d'avoir une appréciation quelque peu précise, car ils n'étaient pas constitués en régiments, et faisaient une guerre de partisans. Leur république consistait en un gouvernement établi par l'initiative de ses chefs, Tapa Tchermoïev, Bammat, Djafarov, etc., et sans pouvoir effectif. En réalité, il n'y avait pas accord entre les tribus des Montagnards. Si les Lesghines, au bord de la Caspienne, ont été constamment turcophiles, les Tcherkesses, à l'autre bout de la chaîne, ont été continuellement fidèles à la Russie représentée par Denikine. Entre ces deux peuples extrêmes, et diversement extrémistes, se placent d'autres peuples à tendances moins stables, mais plutôt russophiles à l'ouest, et plutôt panislamistes à l'est. Les Ossètes, près des Tcherkesses, sont en partie orthodoxes et ont fourni des troupes à l'armée volontaire ; ceux d'entre eux qui habitent au sud des montagnes, en Géorgie, ont eu des velléités bolchévistes, mais le bolchévisme n'était guère

pour eux qu'une formule d'opposition au séparatisme géorgien, c'est-à-dire de fidélité à la Russie. Plus loin, les Ingouches, importants parce qu'ils tiennent la route stratégique de Vladikavkaz à Tiflis (passe de Kasbek), et les Tchetchènes, qui habitent les pentes basses et la plaine, étaient moins disposés, par suite de leurs querelles traditionnelles avec les Cosaques de Térék, à propos des terres autrefois concédées à ceux-ci. Mais ce fut seulement dans le Daghestan, province des Lesghines, que les Tchermoiev et les Bammât réussirent à provoquer un soulèvement. Ce qui prouve, au surplus, le caractère factice de leur « république fédérative », c'est que le Medjilis, ou parlement de cette république, siège à Tiflis, capitale de la Géorgie, où il reçoit l'hospitalité la plus bienveillante, car Gueguetchkori, ministre des affaires étrangères du cabinet géorgien, disait au parlement géorgien, quelques semaines avant le soulèvement, qu'il fallait venir en aide aux Montagnards par tous les moyens dans leur lutte pour l'indépendance contre les généraux tsaristes et réactionnaires. On n'a pas la preuve d'une intervention positive de la Géorgie dans la guerre du Daghestan, mais le discours de Gueguetchkori la rend probable, et tout montre que les Lesghines ont été les instruments d'une politique fort compliquée, qui les dépassait de beaucoup. Les vrais directeurs de cette politique étaient les Turcs,

qui fournissaient un faible contingent de bonnes troupes et des officiers, et qui se servaient surtout de leur vassal, le gouvernement d'Azerbeïdjan. Sous leurs auspices, un bureau officiel pour l'enrôlement des volontaires tatars fut ouvert à Bakou par un membre du gouvernement des Montagnards (qui entra peu après dans le ministère de l'Azerbeïdjan), et ce contingent fut placé sous le commandement d'officiers turcs. De plus, comme la situation financière de l'Azerbeïdjan n'était pas mauvaise, grâce aux droits considérables à la sortie du pétrole, ce fut la république tatare qui dut faire les frais de l'expédition. L'argent ainsi fourni était d'ailleurs de l'argent anglais, puisque les Anglais étaient les principaux exportateurs, en sorte que les Anglais, dans la campagne du Daghestan, ont aidé les deux camps : Denikine, en lui fournissant des armes, et la coalition en lui fournissant de l'argent. Enfin, Enver Pacha était en relation avec Moscou, avec laquelle le gouvernement de l'Azerbeïdjan n'entretenait aucun rapport. C'est évidemment par l'intermédiaire du chef turc que des renforts bolcheviks ont été obtenus. Lorsque Denikine, avant sa grande avance, avait d'abord vaincu l'armée rouge du nord du Caucase, les troupes bolchévistes s'étaient enfuies, les unes au Daghestan, et la plupart vers Astrakhan. Une partie de celles d'Astrakhan vinrent alors rejoindre, par bandes, leurs anciens camarades, et

furent commandées par quelques officiers russes et des officiers turcs. Cette armée hétéroclite s'empara de Derbent, puis de Petrovsk, créant par là une situation grave pour Denikine, qui n'avait plus de port sur la Caspienne. Il fut obligé d'ajouter aux troupes qu'il avait dans la région une division de cosaques du Térék, plus des cosaques de la Kouban, prélevant sur son front en un moment critique, environ 12.000 hommes de ses meilleures troupes. Il dégagea Petrovsk, puis Derbent, les rouges se dispersèrent, Turcs et Tatars rentrèrent chez eux, et les chefs locaux des Montagnards, un par un, firent leur soumission. La coalition fut vaincue en quelques semaines, mais non sans un gros effort, et ce fut pendant ce temps que le recul du front commença.

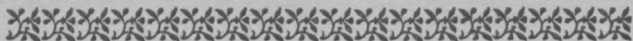
Cette affaire a été la première dans laquelle la République tatare est entrée en collaboration effective avec les bolcheviks. Les Alliés ont assisté, impuissants, à cette conséquence naturelle de leur politique transcaucasienne. Denikine éliminé, aucune barrière ne séparait plus les bolcheviks et les populations musulmanes du Caucase. La coopération inaugurée en octobre est devenue facile. Elle ne pouvait que se développer, puisque bolcheviks et nationalistes turcs avaient à combattre les mêmes ennemis : les Alliés. Mais les Tatars de Transcaucasie n'ont aucun désir de devenir bolcheviks. Leurs chefs seuls se rapprochent de Moscou. Pas même leurs

chefs, mais les maîtres de leurs chefs, c'est-à-dire les Enver et les Mustapha Kémal. Enver négocie avec Lénine, tandis que Mustapha Kémal opère en Anatolie, et que Talaat est à Berlin.

Le moment vient sans doute où la République d'Azerbeïdjan va peut-être essayer de justifier son nom usurpé en annexant la province persane. Là encore le bolchévisme et le panturquisme se prêteront un mutuel appui.

Mais, en cela comme pour tout le reste, la République tatare ne sera rien de plus qu'une pièce dans le grand jeu politique des nationalistes turcs et des bolcheviks, — étranges associés que tout diviserait, s'ils n'avaient en commun la haine des Alliés, et surtout de l'Angleterre.





LA RÉPUBLIQUE D'ARMÉNIE

LA Transcaucasie est un poste avancé de la civilisation occidentale. Ses habitants chrétiens sentent le besoin de s'unir pour résister à la poussée du monde musulman qui les entoure. Arméniens et Géorgiens comprennent cette nécessité. Ils savent aussi que leur union ne suffit pas, et c'est pourquoi ils ont adopté, les uns et les autres, l'orientation russe, malgré le tsarisme détesté, et sont restés fidèles à cette orientation jusqu'en 1918. Ce n'est pas la religion qui leur a fait préférer la Russie orthodoxe : l'Église arménienne est autocéphale et non orthodoxe ; l'Église géorgienne est bien orthodoxe, mais elle était autocéphale jusqu'à l'annexion, et l'est naturellement redevenue, et le lien religieux est beaucoup moins puissant qu'autrefois. Mais la Turquie et la Perse sont des pays où manque l'administration régulière et ordonnée, sans laquelle il n'y a pas de sécurité pour le cultivateur et le commerçant. On ne peut y être que serf, si l'on n'y est pas fonctionnaire voleur ou chef féodal, et les pays ainsi

gouvernés dépérissent, même lorsqu'ils sont naturellement riches, ou deviennent désertiques, si leur richesse ne peut être entretenue qu'à l'aide de grands travaux publics. Échapper au régime turc ou au régime persan était une question vitale pour les populations chrétiennes du Caucase, et l'on comprend que l'oppression due au caractère policier de la bureaucratie tsariste leur ait paru légère, par comparaison avec le danger dont les aurait menacés l'absorption dans les Empires musulmans.

Cependant, la situation des deux peuples chrétiens de Transcaucasie n'était pas tout à fait la même. Par sa position géographique dans l'angle du Caucase occidental et de la mer Noire, la Géorgie se trouvait légèrement à l'écart de la grande voie de passage entre l'Anatolie et la mer Caspienne, tandis que pour passer de Turquie en Turkestan ou vers la Volga, il fallait absolument traverser les pays arméniens. L'histoire a bien marqué cette différence, car l'Arménie a complètement cessé d'exister comme État (sauf la principauté de Roupen) aussitôt que parurent les Turcs seldjoucides. La Géorgie, au contraire, demeura un royaume prospère, dont la période la plus brillante se place même du xi^e au xiii^e siècle, c'est-à-dire à l'époque de la grande migration des peuples mogols, tartares et turcs. Sur leur route, ils avaient d'abord culbuté l'Arménie, et ce fut seulement lorsqu'ils furent bien installés, et surtout après la prise

de Constantinople, que la Géorgie, à son tour, fut réduite à une sorte de vassalité. Elle se décomposa en plusieurs petits royaumes et principautés, et fut même annexée, par moments, tantôt par la Turquie et tantôt par la Perse. Mais elle parvint à maintenir, même pendant cette période, la continuité de sa dynastie.

L'Arménie était donc seule un pays conquis par les empires musulmans. Presque tout son territoire avait fait partie des empires turcs ou mogols depuis la fin du xi^e siècle, et la Russie n'en avait libéré, aux dépens de la Perse (1813 et 1828) et aux dépens de la Turquie (1829 et 1878) qu'une faible partie. Le joug turc est un souvenir tout récent pour les Arméniens libérés, et ils ne peuvent oublier que ce joug pèse encore sur la grande majorité des Arméniens, que la Turquie, depuis 1894, a entrepris d'exterminer. Les Arméniens russes savent bien que la méthode des massacres s'étendrait à eux et serait appliquée plus systématiquement que jamais, si le panturquisme obtenait en Transcaucasie des succès même passagers. Ils sont antiturs avant tout, et la Russie est pour eux la protectrice indispensable.

La Russie tsariste leur agréait encore moins qu'aux Géorgiens, dont les princes, grands propriétaires fonciers, bien accueillis dans la haute société russe, ont fourni de nombreux hauts fonctionnaires à la bureaucratie russe. Les Arméniens formaient une

démocratie de propriétaires-cultivateurs, dont aucune fraction ne pouvait se rallier à un régime autocratique. De plus, ce fut précisément contre les Arméniens que se produisirent les tentatives les plus violentes de russification et les persécutions nationales les plus caractérisées qui aient eu lieu en Transcaucasie. Aux jours sombres de Plehwe, le gouverneur général du Caucase, prince Galitzin, alla si loin, qu'il provoqua un soulèvement général de cette population si loyaliste. La révolte fut brutalement réprimée et les biens de l'Église arménienne furent confisqués (1903-1904). Ensuite, une véritable guerre eut lieu entre les Arméniens et les Tatars, qui jouèrent alors un rôle analogue à celui des Kurdes vis-à-vis des Arméniens de Turquie, sans aller toutefois jusqu'aux massacres systématiques. Les Arméniens purent se défendre et repousser finalement les Tatars. L'émotion suscitée par ces années de trouble se calma, et les Arméniens avaient trop besoin de la Russie pour lui tenir rigueur. La différence entre la Russie, même tsariste, et la Turquie exterminatrice demeurait trop grande, et ils se gardaient de confondre la Russie et le tsarisme.

Leur orientation russe était tellement marquée que l'on peut observer chez eux un cas de double patriotisme. Nombreux étaient les Arméniens de Transcaucasie qui éprouvaient pour la Russie un véritable sentiment national, sans cesser d'être de loyaux

Arméniens. Des exemples d'un tel phénomène ne sont pas aussi rares qu'on pourrait le penser et se rencontrent parmi tous les peuples allogènes de Russie. Mais ils sont particulièrement fréquents parmi les Arméniens, ce qui s'explique à la fois par les considérations qui précèdent et par leur condition sociale. Ils ont, en effet, une grande habitude d'émigrer et de se disperser, et l'on comprend que, dans leur territoire économiquement peu développé, uniquement agricole, il n'y a guère place que pour des hommes sans ambition et peu entreprenants; de plus, ils sont extrêmement prolifiques. Beaucoup d'entre eux abandonnent la terre et s'en vont soit à Tiflis et à Bakou, où l'on a vu que la population arménienne est considérable, soit plus loin, en Russie, à Rostov et jusqu'à Moscou. Ils y sont ingénieurs, fonctionnaires, intellectuels de toutes professions, et surtout commerçants. Ils parlent russe et se russifient peu à peu. Il y a donc deux populations arméniennes distinctes en Russie : celle du terroir arménien, qui est paysanne, et dont la nationalité est nettement arménienne, avec une russophilie accentuée, et celle de Transcaucasie non arménienne ou de Russie, qui est de nationalité double, et parfois russe d'abord et arménienne en seconde ligne seulement.

L'application du droit des peuples à l'Arménie se trouve compliquée par ces conditions si particulières.

Les Arméniens de Turquie ne peuvent demander que l'indépendance absolue, car ils ne connaissent qu'une nationalité et des oppresseurs dont ils veulent être délivrés. Les Arméniens de Perse, d'Égypte et même d'Amérique viendront en grand nombre retrouver leur patrie. Mais les Arméniens de Russie hésitent et auraient conservé volontiers un lien avec le pays protecteur, s'il était devenu démocratique et respectueux des autonomies nationales. Et pourtant l'unité nationale intégrale est naturellement le premier vœu de tous les Arméniens. Ces contradictions ne peuvent pas être résolues *a priori* et comme si l'Arménie était seule au monde. Suivant ce que sera la puissance de la Turquie, suivant ce que seront la puissance et l'organisation intérieure de la Russie, telle solution est désirable ou peut ne pas l'être. C'est pourquoi on a songé au mandat américain. Il avait pour objet d'offrir à l'Arménie intégralement restaurée, outre l'assurance d'une aide économique, la garantie puissante d'un État désintéressé, ce qui aurait supprimé l'intérêt qu'ont les Arméniens à rechercher la protection russe, et placé le problème national arménien dans une position pour ainsi dire théorique. C'est aussi pourquoi, tant que l'état durable de la Turquie et celui de la Russie restent indéterminés, toute solution ne peut porter qu'un caractère provisoire. La politique arménienne ne peut consister, en attendant l'heure où le monde sera

plus stable, qu'à manœuvrer au milieu des difficultés mouvantes, et les manœuvres ne peuvent être les mêmes pour l'Arménie turque et l'Arménie russe.

Le malheureux pays ainsi divisé reste cependant moralement uni, grâce au sentiment national très fort. Leur Église fut longtemps le seul représentant de l'unité nationale des Arméniens. Aujourd'hui, c'est le « parti » Dachnaktzoutsion qui joue principalement ce rôle. Peut-on vraiment appeler parti une association qui comprend à peu près tous les éléments actifs de la nation? En réalité, c'est la nation elle-même. L'Arménie russe lui a, le plus souvent, fourni ses chefs les plus capables et les plus énergiques, mais il représente à la fois l'Arménie russe et l'Arménie turque et les Arméniens dispersés. Il n'existe pas de partis rivaux. Impossible d'imaginer « union sacrée » plus parfaite : un seul parti, le parti national. Il est vrai que le Dachnaktzoutsion a un merveilleux passé d'action continue, depuis trente ans, bien fait pour lui rallier tous les cœurs arméniens. C'est lui qui a organisé les résistances armées contre les massacres en Turquie. C'est lui qui a organisé, en 1903, la défense, victorieuse cette fois, contre l'agression tatare en Transcaucasie. C'était encore un Dachnaksakan, cet Efrem qui fut chef de l'armée constitutionnaliste persane. Partout, le parti fut agissant, et M. Varandian a parfaitement raison de mettre en évidence le contraste entre cette acti-


tivité perpétuelle et réelle et l'activité non moins continue, mais de pure propagande, du parti social-démocrate géorgien : il est clair que la propagande sans action positive produit à la longue un effet amollissant et déprime les énergies, même si la doctrine qu'elle répand est bonne en elle-même (1).

Faute de partis multipliés qui manifesteraient des tendances politiques divergentes, on ne peut guère connaître les idées politiques moyennes ou prédominantes du peuple arménien que par l'intermédiaire du Dachnaktzoutsoun. On doit penser cependant qu'il est le peuple le plus démocratique du Caucase, puisqu'il est composé de paysans propriétaires sans aucune noblesse, tandis que les Géorgiens ont leurs princes et les Tatars leurs beks et leurs khans. Cela est confirmé d'ailleurs par l'action de tous les Arméniens qui ont exercé le pouvoir, comme Loris-Melikov, qui fit signer à Alexandre II une constitution pour la Russie. Et cela se marque aussi dans la curieuse organisation de l'Église arménienne, dont les prêtres, les évêques et jusqu'au Catholicos sont élus au suffrage universel, à différents degrés. Le parti Dachnaktzoutsoun est donc un parti démocratique. Il est même socialiste et s'est affirmé tel dès 1892, mais il n'a adhéré à l'Internationale que peu d'années avant

(1) Mikhael VARANDIAN : *Le conflit arméno-géorgien et la guerre du Caucase*, p. 129.

la guerre, sans cesser pour cela, bien entendu, d'être un parti, avant tout, profondément national. Dans tout ce qui suit, le nom de ce parti paraîtra peu : il est inutile de le nommer à chaque instant, puisque tout ce qui se fait dans la politique arménienne, en définitive, est fait par lui.

Mentionnons cependant les petites organisations qui subsistent à côté de ce grand parti national : il y a le parti hentchakiste, social-démocrate, mais national (il a montré par la suite des tendances bolchévistes) — et le « parti populaire arménien », national également, et dont le programme est analogue à celui du parti constitutionnel démocrate (cadet) russe. Mais ces partis comptent si peu, qu'au Seïm de Transcaucasie, composé sur la base des élections du 25 novembre 1917 pour la Constituante russe (au suffrage universel et proportionnel), ils n'eurent pas un seul représentant : il y eut deux socialistes révolutionnaires, affiliés, par conséquent, à un parti russe et non arménien, et deux social-démocrates menchéviks, dont l'un, Zourabov ou plutôt Zourabian, fut secrétaire du fameux Parvus jusqu'à la révolution de mars 1917. Tous les autres députés arméniens appartenaient au Dachnaktzoutsoun, qui était, par conséquent, le seul parti arménien représenté.



L'union sacrée des Arméniens se manifesta dans un Congrès national qui fut tenu au mois d'octobre 1917, c'est-à-dire dans les dernières semaines du gouvernement Kerensky. Il avait été précédé par un Congrès des réfugiés, dont le nombre dépassait 300.000, et par les assemblées d'organisations diverses. Il réunit 99 délégués du Dachnaktzoutsoun, 43 délégués du Parti populaire arménien, 21 socialistes révolutionnaires, 17 social-démocrates ou Hentchakistes et 7 représentants de diverses confessions religieuses. L'Arménie russe, les Arméniens de toutes les parties de la Russie et les réfugiés de l'Arménie turque étaient représentés. Toutes les résolutions, mûrement examinées dans les réunions privées de chaque parti, puis dans l'un des sept comités du Congrès, furent votées finalement à l'unanimité en séance plénière. Voici le résumé des principales résolutions (1) :

« 1° *Situation politique.* — L'Arménie russe, avec le reste du Caucase, fait partie de la République fédérative russe, jouissant, dans une mesure égale, de tous les droits et de toutes les prérogatives qu'auront les autres parties intégrantes de la République; elle reconnaîtra le pouvoir central légalement constitué sur les bases qui seront établies par l'Assemblée constituante russe.

(1) *La Voix de l'Arménie*, n° 3, p. 85.

« 2^o *Question de l'Arménie turque.* — Le Congrès se rallie à la solution de la question politique des Arméniens de Turquie, conformément aux vœux librement exprimés par ceux-ci. Il décide le renforcement et la défense contre l'ennemi du front arménien du Caucase par tous les moyens disponibles, considérant cette question comme d'une gravité extrême pour les Arméniens du Caucase, indépendamment de ce qu'elle se présente comme un problème de guerre de la Russie.

« 3^o *Organisation des autorités locales au Caucase.* — Les régions du Caucase où les Arméniens forment une majorité doivent être dotées de tous les privilèges qui seront donnés aux autres provinces exigeant l'autonomie administrative ; mais cette demande ne sera adressée qu'à la prochaine Assemblée Constituante russe, en parfait accord avec nos voisins les Géorgiens et les Tartares. »

D'autres résolutions concernaient l'introduction du Zemstvo dans toute la Transcaucasie, la réorganisation du Comité gouvernemental transcaucasien, la réforme des écoles gouvernementales du Caucase, en y introduisant les langues locales d'après la nationalité et le nombre des élèves, et la laïcisation des écoles arméniennes actuellement attachées aux églises. Enfin, une organisation nationale centrale fut créée, composée d'une Assemblée et d'un Conseil national de quinze membres siégeant à Tiflis, dont le prési-

dent fut Avetic Aharonian. Ainsi l'Arménie russe était prête à tous les événements dès la veille du complot militaire de Petrograd qui donna le pouvoir aux bolcheviks.

On a vu que la situation dans le Caucase amena aussi les Géorgiens, les Russes et les Tatars à constituer des Conseils nationaux qui fonctionnèrent, indépendamment du commissariat de la Transcaucasie, gouvernement véritable, comme des gouvernements officiels des nationalités. Ces Conseils, s'appuyant sur le sentiment national et sur les autorités locales, exerçaient un pouvoir réel, dont les limites n'étaient pas définies en droit. On conçoit qu'un tel système supposait une entente exceptionnellement cordiale sur les problèmes politiques essentiels.

La position des Arméniens était très nette. Ils affirmaient d'abord leur fidélité à la Russie et reconnaissaient l'autorité suprême de la prochaine Assemblée Constituante russe, au point de réserver pour elle leur « demande » d'autonomie nationale. En continuant la guerre pour leur propre défense, ils notaient qu'un intérêt particulier s'ajoutait, pour eux, à l'intérêt de la Russie. Ensuite, ils montraient un vif sentiment de solidarité transcaucasienne. Leur Congrès avait formulé le seul programme possible d'une union vraiment solide. Ils étaient en complet accord avec les Russes du Caucase. Bientôt

le fameux discours de Jordania sur le maintien de l'orientation russe par les Géorgiens parut assurer la réalisation de ce programme. Géorgiens, Russes et Arméniens réunis comptèrent ensemble huit membres sur douze dans le Commissariat de la Transcaucasie ; le personnel et le corps des officiers étaient recrutés presque exclusivement parmi ces nationalités, les seules où l'instruction fût développée, et ce n'étaient pas les quatre ministres tatars qui auraient pu sérieusement gêner l'action concertée des huit autres membres du Commissariat : ils s'y seraient ralliés. Grâce au discours de Jordania (3 décembre 1917), il sembla que l'accord était fait et que la Transcaucasie saurait mener une politique commune, ferme et claire. Mais il est évident que la Transcaucasie livrée à elle-même n'aurait pas pu réaliser un tel accord, même un seul instant : les rivalités nationales l'auraient tout de suite empêché. Ce qui l'a rendu, au moins momentanément, possible, ce fut l'unique lien qui eût rattaché ces nations caucasiennes les unes aux autres : la Russie. Elle n'existait plus comme État, sinon sous la forme bolchéviste, que Géorgiens et Arméniens réprouvaient également. Elle n'avait plus qu'une existence idéale. Ce fut cependant la fidélité à la Russie — ce qui signifiait, en même temps, la fidélité à la cause des Alliés — qui permit l'accord passager et retarda de six mois la pénétration des Allemands et des Turcs en Transcaucasie.

Cette pénétration n'aurait sans doute jamais eu lieu si l'accord avait pu se maintenir.



Les Arméniens s'étaient bien battus pendant la guerre, car ils en espéraient la libération de leurs frères de Turquie. Ce sentiment fut même exploité par le haut commandement russe, qui n'eut pas de peine à lever, en plus du contingent normal, des corps de volontaires, d'ailleurs recrutés surtout parmi les Arméniens de Turquie et de Perse. Mais les armées russes obtinrent des succès et subirent des revers, et chaque fois qu'elles reculaient, les régions abandonnées étaient dévastées par les Turcs et les habitants arméniens essayaient de s'enfuir vers la Transcaucasie, ajoutant ainsi au nombre des réfugiés échappés aux massacres organisés en dehors de la zone militaire. Sous le commandement de Youdenitch, une grande étendue de territoire arménien avait été finalement délivrée du Turc, lorsque les bolcheviks renversèrent Kerensky (7 novembre 1917). C'était l'annonce de la dispersion prochaine de l'armée russe et de l'avance des troupes turques, qui ne s'arrêteraient peut-être même pas à la frontière. Un nouvel afflux de réfugiés vint encombrer les villes de l'Arménie russe. Le front, de ce côté, paraît avoir tenu plus longtemps qu'en Russie d'Europe, et les troupes arméniennes se replièrent en combat-

tant, ce qui permit au Commissariat de Transcaucasie, aussitôt formé, de prendre les mesures qui s'imposaient.

Les unes avaient pour objet de faciliter l'évacuation de l'armée débandée vers la Russie, afin de n'avoir pas à la nourrir et d'éviter les désordres que n'aurait pas manqué de produire le passage libre et trop lent d'une pareille masse d'hommes démoralisés. On les désarma et on les fit passer par petits paquets. Cette sage mesure fut malheureusement, pour les Tatars, l'occasion de se montrer les imitateurs des Turcs : à Chamkhor, ils organisèrent un guet-apens contre un échelon et massacrèrent un millier de soldats russes.

Et, d'autre part, en même temps que l'on désarmait et que l'on éloignait la grande armée russe, désormais inutilisable et même dangereuse, il fallait en former une nouvelle pour assurer la défense commune des peuples de Transcaucasie. « Devant le danger d'une invasion des armées turques qui menacerait la Transcaucasie entière, toutes les populations locales décidèrent d'organiser leurs forces nationales territoriales : les Géorgiens, un corps d'armée régulier ; les Tatars, un corps d'armée de volontaires ⁽¹⁾ ; les Grecs, quelques bataillons de volontaires ; les

(1) Car ils n'étaient pas soumis à l'obligation du service militaire.

Russes du Caucase, quelques régiments. Les Syriens ou les Nestoriens ont déjà complété quatre bataillons campés à Ourmiah. Un comité mixte international est constitué à Tiflis pour établir un accord parfait entre ces corps nationaux... La formation des forces arméniennes régulières est activée... L'armée arménienne sera la plus forte du Caucase⁽¹⁾. » Cette armée composite représentait certainement une force militaire sérieuse, à condition que se maintint l'heureuse concorde du début, au moins entre les Géorgiens, d'une part, les Arméniens et les Russes, d'autre part : les Tatars comptaient moins, et l'union des autres nationalités suffisait à les tenir en respect. Cette union paraissait solide. Le correspondant arménien que je viens de citer disait : « L'entente avec les Géorgiens est définitive. On prend des deux côtés toutes les mesures dictées par les circonstances actuelles pour qu'elle soit parfaite et durable. »

Elle n'e dura que cinq mois, comme on l'a vu. Le 9-22 avril, la Transcaucasie se proclamait indépendante, et le Géorgien germanophile Tchenkeli, devenu chef du gouvernement de la nouvelle république, sans prendre le temps de consulter son ministère, ni même de le constituer, se hâta de conclure un armistice avec les Turcs et ordonnait au

(1) Extrait d'une lettre publiée par *La Voix de l'Arménie*, n° 8, p. 269.

général arménien Nazarbekian d'évacuer Kars. Puis, quelques semaines plus tard, le 26 mai, les Turcs ayant avancé même au delà des limites que leur assignait le traité de Brest-Litovsk et pénétré dans un territoire que les Géorgiens revendiquaient pour des raisons historiques, le Seïm fut dissous, et la Géorgie, proclamée indépendante, se mit, contre les Turcs, sous la protection des Allemands. La Géorgie, en réalité, avait renoncé à la lutte dès le 9 avril, et ne cherchait plus que son intérêt particulier. L'acte du 26 mai n'a été que la conséquence de la trahison du 22 avril.

Et le malheureux peuple arménien fut, une fois de plus, la victime des égoïsmes souvent mal compris et des manœuvres diplomatiques qui ont si habituellement empêché l'union en face du Turc. Au commencement d'avril, les troupes turques approchaient du lac de Van et, le long de la mer Noire, étaient près de la frontière. Le 24 avril, Batoum était prise, et le 26, Kars était abandonné. Peu après, les Turcs s'emparaient d'Alexandropol, d'où part la ligne de chemin de fer qui va jusqu'à Djoulfa, sur la frontière persane, à travers l'Arménie russe. Ils demandaient la disposition de cette ligne avec une zone de 40 kilomètres de part et d'autre, ce qui leur fut accordé par le traité que conclut Tchenkeli au nom de la République de Transcaucasie : cette concession devenait indifférente aux Géorgiens, au moment où ils allaient

s'en séparer. Toute cette histoire, au moment où elle se déroulait, fut très confuse et mal connue des Occidentaux les mieux informés, car on était sans communication avec ces pays. Tandis qu'en général la lecture rétrospective des revues spéciales et même des journaux les plus sérieux montre que l'on a été assez bien renseigné, les événements du Caucase, pendant cette période, ont été étrangement défigurés, et les nouvelles les plus fantaisistes, et souvent contradictoires, ont été répandues par les Turcs, les Allemands et les bolcheviks : c'était un concours de fausses nouvelles.

Naturellement, les massacres commencèrent dans l'Arménie russe, dont les Turcs allaient occuper la majeure partie...

Les bolcheviks furent ironiques. Déjà, le 13 janvier, ils avaient proclamé le droit de l'Arménie turque à l'indépendance et conseillé, par décret, aux réfugiés et expulsés de rentrer chez eux pour procéder à un referendum. Les massacres inspirèrent à Tchitcherine une autre plaisanterie du même goût : il adressa une protestation au gouvernement allemand. Protestation, d'ailleurs, pleinement justifiée, en ceci qu'elle signale la responsabilité de l'Allemagne :

« Le traité de Brest-Litovsk, que nous avons été contraints de signer, avait remis le soin de déterminer leurs destinées aux peuples d'Ardahan, de Kars

et de Batoum, mais les événements dont ces provinces sont le théâtre montrent que la vieille politique de destruction de l'Arménie est toujours en vigueur.

« La Russie pourtant a été forcée d'abandonner Ardahan, Kars et Batoum uniquement parce que la Turquie était l'alliée de l'Allemagne.

« La responsabilité des horreurs dont ces régions souffrent, maintenant qu'elles sont occupées par les Turcs, incombe donc au gouvernement allemand, qui a aidé directement la Turquie dans ses entreprises territoriales. »

Qu'auraient pu faire les Arméniens pour empêcher l'envahissement de leur pays par les Turcs ? Rien, évidemment, car ils ne pouvaient pas lutter seuls, et ils avaient cru pouvoir compter sur l'appui des Géorgiens. Tout au plus pourrait-on prétendre qu'au lendemain du 9-22 avril, ils auraient dû ne pas abandonner Kars, dénoncer le traité conclu par Tchenkeli, et, au besoin, se séparer des autres peuples de la Transcaucasie. Leurs ministres démissionnèrent, et le général Nazarbekov hésita. Ils se résignèrent pourtant, espérant sans doute contre toute espérance et ne comprenant pas que le changement d'orientation des Géorgiens était définitif. Il eût été, d'ailleurs, étrange que la rupture vint d'eux, les plus férus d'unité. Il semble que ce fut seulement le 26 mai, et surtout lorsqu'ils virent se manifester

soudain l'entente secrètement préparée par les Géorgiens avec les Allemands, qu'ils se virent décidément seuls et trahis. Les phrases du discours de Tséré-telli, à la dernière séance du Seïm, où il s'adressait au peuple géorgien : « Tu es seul en ce moment, abandonné à tes propres forces, etc. », parurent aux Arméniens pure hypocrisie, venant de ceux qui prenaient l'initiative de la séparation. Les Arméniens interprétèrent alors, après coup, tout ce qui s'était passé depuis la formation du Commissariat de Transcaucasie comme un complot fomenté contre eux par les Géorgiens, avec l'aide des Tatars. Amertume bien compréhensible et qui était justifiée au moins par ceci, que l'union transcaucasienne dépendait entièrement des Géorgiens. Impossible sans eux, elle aurait été solide s'ils l'avaient voulue fermement. Ils étaient donc bien responsables.

Mais qu'importaient les récriminations ? La fédération transcaucasienne, c'était le passé. Le fait présent, c'était l'Arménie russe envahie et obligée de s'organiser par ses propres moyens. Elle se déclara donc indépendante. Katchaznouni, socialiste révolutionnaire, fut ministre-président, et le D^r Khatissian, Dachnaktzakan de date récente, et ancien maire de Tiflis, fut ministre des Affaires Étrangères. Le nouveau gouvernement était formé pour la guerre et pour la paix — pour la guerre qui continuait du côté d'Alexandropol, sous les ordres du général

Nazarbekian, chef des réguliers de l'ancienne armée russe, et du côté de Nakhitchévan, où des volontaires étaient commandés par Andranik, en même temps que, sur un troisième front, des troupes arméniennes et russes défendaient Bakou contre l'armée d'Enver pacha — et pour la paix que la Turquie, voyant l'occasion d'absorber toute l'Arménie, ne désirait peut-être guère, mais que l'Allemagne préconisait. Katchaznouni et Khatissian se rendirent à Constantinople pour entendre, en présence des délégués allemands, les conditions des Turcs. Elles étaient très dures. L'Arménie indépendante devait être réduite à deux districts de la province d'Erivan, les districts d'Erivan et d'Etchmiadzine. La république arménienne aurait compté 400.000 habitants, dont 100.000 allogènes. Andranik, en apprenant ces conditions, déclara qu'il ne les accepterait pas et continuerait à se battre. Cependant la paix apparaissait comme le seul moyen de sauver au moins la population des deux districts, augmentée des nombreux réfugiés qui s'y trouvaient. C'était aussi le moyen de protéger en quelque mesure la population arménienne laissée hors de la république, en retirant aux Turcs un prétexte de les molester. L'isolement de l'Arménie était trop absolu, elle était trop inorganisée, trop dénuée aussi d'armes et de munitions, qui se trouvaient surtout entre les mains des Géorgiens et des Tatars, pour songer à résister. Elle céda, et son

indépendance fut reconnue par les Turcs et par l'Allemagne. Von Kuhlmann, dans son discours du 23 juin, enregistra ce résultat.

Andranik, comme il l'avait annoncé, tint la campagne et fit une guerre de partisans dans la région de Nakhitchevan. Il subit un échec au mois d'août, mais put rassembler ses forces dans la montagne.

Et les massacres continuaient. Il y en eut de terribles à Bakou, après la prise de la ville, le 14 septembre : on peut le rappeler, bien qu'elle ne soit pas en territoire arménien. Et les Tatars, pour mieux célébrer leur succès, se mirent à dévaster les parties arméniennes de la province d'Elisavetpol, particulièrement le district de Choucha. Les troupes arméniennes de Bakou, du moins, furent sauvées. Transportées par mer à Enzeli, elles purent, de là, rejoindre Andranik.



Coup de théâtre à la fin d'octobre. L'armistice est signé avec la Turquie. L'article II dit : « Les troupes turques ont déjà reçu ordre d'évacuer une partie de la Transcaucasie, le reste sera retiré si les Alliés le demandent après étude de la situation locale », et ordonne, en outre, le retrait immédiat des troupes turques du nord-ouest de la Perse. Et l'article 15, annulant une clause du traité conclu par Tchenkeli, déclare : « Des officiers alliés seront placés pour

contrôler tous les chemins de fer, y compris les parties du Transcaucasien actuellement sous le contrôle de la Turquie, qui devront être mis à la libre et entière disposition des autorités alliées, en prenant en considération les besoins de la population. » C'était l'annonce de la délivrance — du moins pour l'Arménie russe. On peut trouver regrettable et singulier que l'on n'ait pas imposé à la Turquie l'évacuation par ses troupes d'une grande partie de l'Arménie turque, et que, même pour la Transcaucasie, les Alliés n'aient pas exigé le retrait immédiat. Le traité d'armistice marquait déjà leur fâcheuse disposition à composer avec la Turquie. Mais la situation était entièrement renversée. Les Alliés arrivèrent sans tarder, et il sembla un moment, lorsque l'Allemagne aussi, douze jours plus tard, eut signé un armistice plus sévère, que toute influence turque ou allemande allait disparaître de la Transcaucasie.

Cela n'empêchait pas les Allemands de saper déjà l'influence nouvelle des Alliés par leur propagande, et de répandre les bruits les plus absurdes. Ils prétendaient, notamment, que l'Allemagne n'avait pas été vaincue par les armes, mais par les bolcheviks.

L'Arménie, toujours victime, ne bénéficia pas tout de suite de l'heureux changement, et eut même à en souffrir. Les Anglais s'installèrent à Bakou, à Tiflis, à Batoum, et ne se montrèrent que fort peu en pays

arménien, d'où, par suite, l'évacuation des troupes turques fut plus lente. Elle ne se termina guère qu'au commencement de décembre, et en maints endroits, notamment à Olty et Ardahan, les Turcs, avant de partir, massacrèrent les Arméniens.

Voici donc enfin le traité de juin aboli, et il semble que l'Arménie va pouvoir s'étendre jusqu'aux frontières très raisonnables qu'elle réclame, et s'occuper en paix de son ravitaillement difficile, de ses réfugiés, et de son organisation comme État national. Hélas, il n'en a rien été. Des questions extérieures, à propos de délimitations de frontières, et des guerres nouvelles durent encore absorber son activité. Le territoire qu'elle revendiquait et qu'elle demande aux Alliés de lui confirmer comprenait :

- 1° La province d'Erivan ;
 - 2° La province de Kars, moins la partie nord du district d'Ardahan ;
 - 3° Dans le sud de la province de Tiflis, le district d'Akhalkalak en entier et la partie sud du district de Bortchalo ;
 - 4° Dans la province d'Elizavétpol, la partie sud des districts de Kazakh et d'Elisavétpol, le district de Zanguézour en entier, et les parties montagneuses des districts de Djévanchir, Choucha et Kariaguine. (Les parties désirées de ces trois districts forment la région connue sous le nom de Karabagh arménien.)
- Or, la Géorgie convoitait plusieurs fractions du

territoire ainsi défini : deux districts de la province de Kars et ce qui lui manquait de la province de Tiflis (Akhalkalak et Bortchalo). Comme le conflit commença dès avant l'armistice, il ne put être question des districts de la province de Kars qui appartenait à la Turquie depuis que le Seïm avait reconnu le traité de Brest-Litovsk. Par contre, les districts d'Akhalkalak et Bortchalo-sud n'avaient été occupés par les Turcs que passagèrement, et étaient, en quelque sorte, *res nullius*. Les social-démocrates géorgiens déclarèrent d'abord, devant le Conseil national arménien, que les futures frontières entre les deux pays devaient être tracées selon le principe ethnique, ce qui aurait attribué les deux districts à l'Arménie, car ils étaient habités par près de 150.000 Arméniens contre 8.500 Géorgiens. Mais l'Arménie, liée par son nouveau traité de juin avec la Turquie, ne pouvait les occuper, tandis que la Géorgie, protégée par les Allemands, pouvait agir à sa guise. Tenté par cette situation, le gouvernement géorgien, tout en admettant que la population arménienne est prépondérante dans les deux districts, invoqua l'intérêt stratégique, parla d'occupation provisoire, essaya même de persuader les Arméniens qu'ils y avaient eux-mêmes intérêt, et rappellèrent des souvenirs d'histoire géorgienne : Akhalkalak, berceau de notre race... Les arguments annexionnistes sont partout les mêmes. Le gouver-

nement social-démocrate proclama l'annexion de Bortchalo à la Géorgie. Les Arméniens ayant eu la naïveté de protester auprès de la mission allemande, le général von Kress von Kressenstein lui répondit : « L'Allemagne, en sa qualité d'alliée de la Géorgie, s'est engagée à soutenir les revendications géorgiennes. » Rien de plus grave, du moins, ne se produisit alors.

Mais lorsque, après l'armistice, les Turcs évacuèrent les deux districts, ils usèrent d'un artifice très simple pour exciter les deux peuples chrétiens l'un contre l'autre. Ils prévinrent les Arméniens que le départ était fixé au 6 décembre, et les invitèrent à envoyer des troupes. Un pareil message secret fut envoyé aux Géorgiens, avec cette différence que, pour eux, le départ était fixé au 4 décembre. En conséquence, le 5, les troupes géorgiennes occupaient les districts.

Sagement, les Arméniens attendirent. Comme les paysans des districts se trouvaient ainsi annexés malgré eux, il se produisit ce qui est inévitable en pareil cas : les Géorgiens, sentant une sourde hostilité contre eux, se conduisirent brutalement. Les paysans firent feu, et un combat inégal s'ensuivit. Ils appelèrent à leur secours le gouvernement arménien, et Katchaznouni demanda l'éloignement immédiat des troupes géorgiennes (12 décembre). C'était un ultimatum : « En cas de refus ou de tergiversa-

tions de votre part, le gouvernement arménien sera obligé de prendre les mesures nécessaires, en vue de protéger les citoyens d'Arménie contre les violences et l'indiscipline des troupes géorgiennes. » Et la guerre eut lieu, — une toute petite guerre, où ne furent pas engagés de nombreux effectifs. Elle dura une quinzaine de jours, et les Géorgiens durent évacuer le territoire contesté. Les missions militaires alliées intervinrent alors et déclarèrent ce territoire zone neutre, sous leur surveillance, en attendant la solution du Conseil suprême des Alliés.

Cette affaire avait encore aggravé l'animosité entre les deux peuples qui avaient paru si durablement unis un an auparavant. Et il devait y avoir peu après, en janvier 1919, des élections municipales à Tiflis, cette capitale de la Géorgie où la nationalité qui compte de beaucoup le plus d'habitants est l'arménienne, et où les Russes sont, ensuite, les plus nombreux : les Géorgiens ne viennent qu'en troisième. Il était bien maladroit, de la part du gouvernement géorgien, d'avoir excité contre lui, juste à ce moment, les Arméniens qui étaient assurés d'obtenir, avec les Russes, la majorité absolue dans le conseil municipal de leur capitale. Il est triste de constater les moyens qu'employèrent les social-démocrates pour parer à cette difficulté. Même aux jours les plus sinistres d'un Plehwe ou d'un Bobrikov, le tsarisme n'a pas fait mieux. Les journaux russes, la

plupart, et tous les journaux arméniens furent suspendus, et l'on arrêta les Arméniens en masse. L'organe central du parti socialiste révolutionnaire russe de Transcaucasie, qui fut respecté par les « camarades » social-démocrates, dit dans son éditorial du 9 janvier 1919 (1) :

« Dès le matin, dans les principaux centres populaires, dans les marchés et les carrefours, sur les places publiques, sur les ponts à travers la Koura, partout soldats et miliciens procédaient à des arrestations en masse de citoyens de nationalité arménienne. On arrêtait, comme dans les premiers jours de la guerre arméno-géorgienne, vieillards et jeunes gens, ouvriers et bourgeois, artisans et négociants ; on voyait parmi les détenus des avocats, des médecins, des ingénieurs, des membres notoires des partis social-démocrate et socialiste révolutionnaire, des membres d'autres fractions, des élèves d'écoles, de gymnases, et même des élèves d'écoles municipales. De plus, les miliciens récalcitrants faisaient des incursions dans les maisons et enlevaient presque tous les Arméniens du sexe masculin. »

Dans le district, dit Varandian, il y eut même des faits plus graves encore. Des villages furent bombardés, détruits et saccagés, les habitants chassés dans la montagne.

(1) Cité d'après Varandian, *op. cit.*, p. 95.

Cette chasse organisée atteignit le résultat désiré. Lorsque les habitants, en vue des élections, furent invités à s'inscrire, en déclarant qu'ils désiraient devenir citoyens de la Géorgie, les Arméniens, naturellement, s'abstinrent, même lorsqu'ils étaient originaires de Tiflis. Beaucoup de Russes s'abstinrent également. Et c'est ainsi que le conseil municipal de Tiflis a été presque entièrement composé de Géorgiens, qui ne représentent qu'un quart ou un cinquième de la population.

Cette histoire de Tiflis est, pour une part, l'effet de la crise nationaliste qui avait accompagné l'action géorgienne à Bortchalo et Akhalkalak. Elle montre aussi que l'idée de la démocratie n'a pas pénétré très profondément les esprits même des social-démocrates mencheviks. Et elle montre encore que la réalisation de la démocratie est extrêmement difficile dans un État où les allogènes sont très nombreux. Le mécanisme du régime démocratique ne peut y fonctionner d'une façon normale, pour peu que les allogènes aient tendance à former un État dans l'État, et le fonctionnement deviendrait tout à fait impossible, s'ils devenaient tout à fait hostiles. D'autant plus absurde avait été le refus par les Géorgiens de résoudre les questions de frontières à l'amiable ou par le moyen d'un arbitrage désintéressé.

La République d'Azerbeïdjan contestait également des territoires réclamés par l'Arménie, Zanguezour et le Karabagh. Les Tatars avaient tort d'y prétendre, car si ces régions sont de population mixte, comme partout en Transcaucasie, les Arméniens y sont plus de deux fois plus nombreux que les Tatars. Ce sont des régions montagneuses, et les Arméniens sont un peuple montagnard, qui n'aurait pu résister à toutes les invasions et oppressions qu'il a subies au cours de l'histoire s'il n'avait pas eu ses montagnes pour s'y abriter.

Des précisions géographiques sont ici nécessaires. La région appelée Karabagh comprend tout le sud de la province d'Elisavetpol, c'est-à-dire les districts de Djevanchir, Choucha, Kariaguine et Zanguézour. Mais les trois premiers de ces districts administratifs, dont le découpage fut très arbitraire, comprennent une partie basse, à l'est, dans la vallée de la Koura. La partie basse contourne le district du Karaguine au sud, dans la région où la vallée de l'Araxe s'élargit, et entame légèrement le district de Zanguézour. Dans toutes ces plaines des deux vallées, les Tatars prédominent nettement, les Arméniens y sont même très peu nombreux relativement. Ces plaines sont des terres de culture extrêmement riches, à condition d'être irriguées, tandis que la montagne, où l'irrigation est difficile, est un pays pauvre. Les Arméniens ne revendiquent rien de plus que leurs

montagnes, et cette revendication ne provient pas tant du gouvernement arménien que des populations arméniennes locales, très attachées à leurs districts, qui n'émigrent pas, et qui ont su, de tous temps, se défendre avec une telle énergie, que, pendant une longue période, ces montagnes ont été la seule partie de l'Arménie qui conservait son indépendance. Actuellement, les Tatars de la plaine désirent d'autant plus n'être pas séparés de la montagne que celle-ci leur sert de pâturage d'été pour leur bétail, et les Arméniens désirent d'autant plus être débarrassés de l'union avec la plaine que ce bétail, en traversant la région moyenne pour atteindre les stations d'été des semi-nomades tatars, détruisent en partie les cultures sur leur passage. Les parties hautes des districts de Djevanchir, Choucha et Kariaguine constituent le Karabagh montagneux ou Karabagh arménien.

Le Karabagh arménien et le district de Zangué-zour séparent du territoire incontesté de la République tatare les deux districts de Charour et de Nakhitchévan, qui bordent l'Araxe : districts montagneux aussi, mais d'altitude moindre, où la population est très mélangée, et où l'élément musulman avait une légère supériorité numérique — supériorité devenue certainement très marquée par suite des massacres et des expulsions d'Arméniens qui ont eu lieu en grand et à plusieurs reprises dans cette région.

Les Tatars revendiquaient ces deux districts de la province d'Erivan, en plus du Karabagh arménien et de Zanguézour, et le gouvernement d'Erivan les réclamait aussi, puisqu'ils auraient formé une enclave dans la République arménienne, si le Karabagh montagneux et Zanguézour lui étaient attribués.

A l'époque de l'occupation turque, c'est-à-dire depuis avril 1918 jusque vers la fin de l'année, les Turcs furent entièrement maîtres des districts de Charour et de Nakhitchevan, et même, lorsqu'en décembre 1918, le gouvernement d'Erivan envoya des troupes pour occuper tous les territoires auxquels il prétendait, il fit exception pour ces districts, où les Turcs étaient trop puissants et maintenaient des unités même de leur armée régulière. Au contraire, dans le Karabagh arménien, les populations arméniennes locales avaient spontanément constitué un gouvernement provisoire et quatre unités de combat qui leur permirent jusqu'à la fin d'empêcher l'invasion de leur pays, sauf du côté d'Askeran.

L'armistice venu, les Alliés s'installèrent en Transcaucasie. Le général Forestier Walker, venu de Gallipoli, paraissait avoir, à Tiflis, la haute direction. Mais ce fut surtout au général Thomson, venu par la Perse et installé à Bakou, que l'Arménie eut à faire. Il envoya une mission, et — sous réserve, naturellement, des décisions définitives de la Conférence de la Paix — trancha le différend au sujet de Charour

et de Nakhitchevan, d'une part, et du Karabagh arménien, d'autre part, en attribuant les deux premiers districts, que détenaient les Turcs, à l'Arménie, et le Karabagh, que les Arméniens avaient su défendre, aux Tatars. Singulier jugement de Salomon, bien fait pour entraîner le maximum de difficultés. Les Anglais défendaient l'intérêt économique des Tatars pasteurs et semi-nomades, et pensaient que le Karabagh, barrière stratégique, était nécessaire à l'existence de la République tatare, qu'ils semblent avoir voulu définitive et forte. Leur double intervention aboutit à un double échec et fut nuisible de deux façons différentes à la sécurité de la République d'Erivan.

En effet, tandis que dans la province de Kars — où les Kurdes, sous la direction des Turcs et des délégués de la République d'Azerbeïdjan, avaient constitué une République tatare de l'ouest — les troupes anglaises purent installer les Arméniens et se retirer aussitôt sans grave inconvénient, l'administration arménienne ne put prendre pied à Nakhitchevan. Un gouverneur anglais fut nommé, mais il ne désarma pas la population tatare locale, et ne chassa pas les officiers et bataillons turcs qui étaient restés dans ce district, en sorte qu'Erivan n'osait risquer d'y envoyer des troupes, jusqu'au moment où, le 20 mai 1919, des unités anglaises vinrent occuper la région. Des détachements arméniens vinrent alors se

placer, par petits paquets, le long du chemin de fer d'Erivan à Djoulfa. Mais la mission militaire anglaise ne permettait pas l'envoi d'un contingent de plus de 3.000 hommes, alors que le gouvernement arménien estimait qu'il en fallait 5.000, et elle ne voulait pas, malgré l'insistance de Khatissian pour y être autorisé, que l'on procédât au désarmement des Tatars. Les Anglais craignaient les troubles que cela provoquerait (c'était pourtant le seul moyen de les empêcher). Le 30 mai, après dix jours de présence, les troupes anglaises partirent, et le gouvernement de Bakou ne tarda pas à organiser des soulèvements. En juillet, les unités arméniennes durent se replier. Quelques-unes furent cernées et massacrées. En août, l'évacuation était totale. Les chefs des Tatars de la région proclamèrent l'indépendance de la République de Nakhitchevan, qui était ainsi un jalon posé pour la séparation de l'Arménie russe et de l'Arménie turque et pour le prolongement de la Turquie jusqu'à Bakou. Le gouvernement d'Erivan, d'accord avec les représentants auprès de lui de la mission militaire anglaise en Transcaucasie, occupa la forte position de Beyuk Vedi, que défendaient 4.000 Tatars, et par là se trouva fixée la frontière entre les Républiques d'Erivan et Nakhitchevan. Dans cette région, où les Alliés prétendaient agir à l'avantage de l'Arménie, leur intervention insuffisante et maladroite fut inefficace.

Beaucoup plus résolue fut leur action simultanée dans le Karabagh arménien, que le général Thomson voulait soumettre aux Tatars. Les Turcs n'étaient parvenus, pendant leur poussée vers le Caucase, à pénétrer dans le Karabagh que sur un point, vers Askeran. Tout le reste du pays montagneux leur avait été complètement fermé, grâce à l'énergique résistance des paysans arméniens qui constituèrent un gouvernement provisoire et quatre unités de combat, tandis que le général Andranik, avec quelques troupes régulières et des bandes de paysans, défendait le district de Zanguézour. Andranik se portait au secours d'Askeran, lorsque la mission britannique intervint. Ordre à Andranik de rentrer dans son district. Ordre aux paysans du Karabagh de cesser les hostilités. Confiants dans les Alliés, ces paysans sont heureux de rentrer tranquillement chez eux, et c'est ainsi que cessa leur résistance armée à la domination turco-tatare — provisoirement du moins. Le parallèle est curieux entre la conduite des Alliés et des Arméniens au Karabagh, et la conduite des mêmes Alliés et des Tatars en Nakhitchevan.

Le gouvernement tatar de Bakou, dûment prévenu, avait concentré sur les lisières du Karabagh montagneux des troupes qui comprenaient des détachements turcs. Aussitôt les forces de résistance des paysans arméniens dissoutes, les Tatars occupèrent

tous les points importants de l'unique route qui traverse la région. En même temps, le bruit se répandit que le gouverneur-général désigné pour le Karabagh était Khosrov-bek-Sultanov, arménophobe ardent, qui avait pris part à l'organisation des massacres arméniens, et turcophile fervent, qui s'était fait naturaliser Turc dans l'été de 1918.

C'est dans ces conditions que les paysans arméniens déçus réunirent à Choucha, en février 1919, leur quatrième assemblée générale qui, à l'unanimité, protesta contre l'annexion du Karabagh par la République tatare et contre la nomination d'un gouverneur-général. Un Conseil national du Karabagh, composé de six membres, fut nommé. La mission britannique essaya vainement d'exercer une pression sur ces paysans pour les faire consentir au projet anglo-tatar, qui leur fut finalement imposé en avril. Sultanov fut gouverneur du Karabagh tout entier, et des massacres eurent lieu dans les localités situées le long de la route, particulièrement à Choucha. L'intervention, de ce côté, avait été pleinement efficace, au grand détriment des Arméniens — et des Alliés.



Cette affaire de Karabagh était plus qu'une question de frontières. C'était un épisode de l'expansion musulmane, toujours gênée par l'obstacle arménien,

qui barre la route de l'Anatolie à la Caspienne. Les Tatars avaient agi seuls, pour cette fois, sans l'aide, au moins trop apparente de leurs auxiliaires, ou plutôt de leurs vrais chefs, les nationalistes turcs, parce que ceux-ci, depuis l'armistice, n'étaient plus les maîtres de la Turquie. Khalil pacha, oncle d'Enver, et Nouri pacha, son frère, avaient même été arrêtés. Mais la lutte contre l'Arménie devait naturellement être reprise aussitôt que les conditions politiques — c'est-à-dire la faiblesse ou les maladresses des Alliés — permettrait à l'activisme pan-turc de se manifester de nouveau. En juin 1919 surgit un rival d'Enver. Mustafa Kémal, envoyé de Constantinople comme inspecteur en Anatolie, s'insurge aussitôt contre son gouvernement, s'empare d'un convoi d'armes et de munitions qui allaient être livrés aux Alliés en exécution du traité d'armistice, et réunit à Erzeroum, en juillet, un premier Congrès, qui fut suivi d'un autre, en septembre, à Sivas. Il devenait le chef reconnu du mouvement nationaliste, en révolte contre le gouvernement de Constantinople soumis à l'influence des Alliés. Le mouvement avait pour but la lutte contre les Alliés et la résistance à l'exécution du traité qu'ils discutaient entre eux. Le moyen était l'exaltation du sentiment national et religieux. C'est par là que l'action de Mustafa Kémal et celle d'Enver se rapprochent. Celui-ci est plus entaché de bolchévisme et de pan-

turquisme et circule entre le Turkestan et Moscou. Mustafa Kémal est d'un nationalisme plus étroit, et, en apparence, moins ambitieux. Mais ces différences n'empêchent pas leur parfait accord lorsqu'il s'agit de l'Arménie, comme le montrent les décisions adoptées au Congrès de Sivas :

« 1° Maintenir l'intégrité de l'empire ottoman ; ne céder aucun territoire ni à l'Arménie, ni aux nouveaux États en formation, ni aux Alliés... ;

« 7° Distribuer aux bandes kurdes et à la population musulmane les armes qui se trouvent dans les dépôts... ;

« 10° Coordonner les opérations de l'armée turque avec celles de l'armée et du gouvernement tatars du Caucase (République d'Azerbeïdjan). »

La liaison entre le gouvernement de Bakou et le mouvement nationaliste turc existait avant l'entrée en scène de Mustafa Kémal, et les exemples signalés ici de coopération turco-tatare auraient pu être multipliés. Le panislamisme n'était pas un épouvantail que les Alliés avaient inventé par suite d'une fausse interprétation des faits. Les nationalistes turcs en répandaient la doctrine, à laquelle adhéraient les chefs tatars. C'est ainsi qu'en avril 1919, inquiets de l'action annoncée des Anglais pour remettre Kars et Nakhitchevan sous la domination arménienne, les représentants à Erivan de la République tatare télégraphiaient à leur gouvernement

qu'il fallait protester devant le monde musulman tout entier, — Égypte, Inde, etc. Le rôle de Mustafa Kémal fut de coordonner les forces qui agissaient sous l'influence parfois confuse de ces tendances. Il s'efforça du moins de les coordonner en Turquie et en Transcaucasie, tandis que Talaat-pacha, de plus haut et de plus loin, s'efforçait à Berlin de donner le mot d'ordre aux délégués réunis de tous les pays musulmans. En octobre, une convention militaire fut signée à Constantinople, sous l'influence de Mustafa Kémal, entre le chef de l'état-major turc et les représentants de la République tatare, pour préciser dans le détail les conditions dans lesquelles les Turcs se chargeraient d'instruire, d'armer et de diriger les troupes tatares.

Mustafa Kémal, toutefois, ne fit pas la guerre ouvertement aux Arméniens. Il envoya des émissaires dans les régions où les Musulmans sont nombreux pour provoquer des soulèvements et commander les troupes levées sur place. C'est ainsi qu'il opéra immédiatement après le Congrès d'Erzeroum, au commencement d'août, dans le district d'Olti, où il put former des bandes, surtout de Kurdes, fortes en tout de 3.000 hommes environ, et dans le sud du district d'Etchmiadzine, où les bandes atteignirent l'Araxe. Ces opérations étaient conduites par des officiers qui dépendaient du 15^e corps d'armée turc, dont l'état-major était à Erzeroum.

Cependant, à la fin d'août 1919, la situation des Arméniens se trouva brusquement améliorée sur tous les fronts. Dans le district de Nakhitchevan, les troupes turco-tatares furent défaites par les Arméniens de Zanguézour qui ne purent pas toutefois reprendre la ville même de Nakhitchevan. Dans la province de Kars, les bandes turques furent refoulées. Enfin, la question du Karabagh fut provisoirement réglée « jusqu'à ce que le litige soit résolu par la Conférence de la paix ». Le Karabagh montagneux, c'est-à-dire arménien, devait rester compris dans la République d'Azerbeïdjan, mais y former une unité administrative distincte, exclusivement placée entre les mains des Arméniens, les fonctionnaires civils étant nommés par le Conseil arménien de la région. Les contingents militaires locaux, réduits au pied de paix, ne pouvaient être déplacés sans le consentement des deux tiers des membres d'un Conseil dont la moitié serait élue par les Arméniens. Cet accord provisoire, conclu le 15 août entre les Arméniens du Karabagh et la république tatare, et qui ne fut pas reconnu par le gouvernement d'Erivan, parut contenir des garanties d'autonomie suffisantes, en raison de ses clauses militaires, malgré le maintien de Sultanov au poste de gouverneur général.

Ces succès étaient dus, sans doute, à la valeur des volontaires arméniens. Mais un fait d'un autre

ordre y a certainement contribué : l'intervention des Alliés, dont la simple annonce ne fut peut-être pas sans influence pour amener l'accord de Karabagh. Un avertissement fut adressé à la Turquie, en même temps qu'était envoyé en Transcaucasie un délégué, porteur du titre de Haut Commissaire des Puissances alliées et associées en Arménie. Le colonel Haskell arriva le 11 août à Ériwan, et se présentait dès le lendemain devant le parlement arménien. Il déclara qu'un secours militaire était indispensable pour l'Arménie, que ce concours des Alliés ne devait pas servir à combattre la Géorgie et l'Azerbeïdjan, qu'il n'était offert que pour la défense des frontières de l'Arménie, que les troupes britanniques ne devaient pas évacuer la Transcaucasie avant d'être relevées par d'autres forces alliées, et que si les Anglais se retiraient, on pourrait les remplacer par des forces respectables. Il dit encore que l'Azerbeïdjan avait violé les frontières assignées par les Anglais, que cela était prouvé, et qu'il allait exiger des mesures immédiates, sous peine de graves sanctions, afin que la guerre cessât. Et il se rendit quelques jours plus tard à Bakou.

L'effet de sa démarche auprès du gouvernement tatar fut immédiat. L'ordre fut aussitôt envoyé aux autorités militaires tatares de cesser les hostilités, et un accord ne tarda pas à être conclu. Il décidait que les districts de Charour et de Nakhitchevan seraient

administrés par un gouverneur américain, et que la ligne du chemin de fer d'Erivan à Djoulfa serait placée sous le contrôle arménien. La République d'Erivan demeurerait donc réduite à un territoire très restreint. Si elle atteignait à peu près ses frontières naturelles du côté de la province de Kars, le Karabagh n'était qu'autonome et restait nominalement une province tatare, Charour et Nakhitchévan étaient séparés, sous un gouverneur américain, Akhalkalak et Bortchalo demeuraient sous le contrôle anglais. Il semblait, du moins, qu'elle pût espérer, sous la protection des Alliés si solennellement promise par le colonel Haskell, une ère de tranquillité. La facilité même avec laquelle sa simple présence et quelques paroles fermes avaient obtenu des résultats si satisfaisants devait encourager les Alliés à exercer une action plus énergique.



Ce fut, tout au contraire, le moment où les Anglais commencèrent à évacuer leurs troupes de Transcaucasie. On en parlait depuis longtemps. L'évacuation avait été décidée, d'abord, pour le 1^{er} juin. L'Italie, invitée à remplacer les troupes anglaises, s'était récusée. L'Angleterre hésitait. Elle ne voulait pas abandonner l'Arménie, et porter la responsabilité indirecte de l'extension des massacres à l'Arménie russe qu'elle pouvait empêcher. Elle savait

aussi que le peuple arménien, au cours de la guerre, avait rendu les plus grands services à la cause commune des Alliés. Le principe même de l'intervention, si discuté lorsqu'il s'agissait de Koltchak et de Denikine, ne pouvait pas être contesté lorsqu'il s'agissait de sauver les Arméniens ; leur gouvernement, qui appelait au secours, avait indiscutablement le droit de parler en leur nom. Et leurs meilleurs amis, comme lord Bryce, évitant d'insister sur les arguments humanitaires ou sur les dettes de reconnaissance, pouvaient faire valoir les motifs d'intérêts les plus graves, qui suffisaient pour imposer aux Alliés, et particulièrement à l'Angleterre, une intervention militaire en faveur de la République d'Erivan. Il montrait qu'à moins de renoncer à toute action en Mésopotamie et en Perse, l'Angleterre aurait besoin d'être protégée par la barrière arménienne. « Si, en effet, le gouvernement de Mustafa Kémal restait debout, notre nouvelle frontière kurde ne serait jamais tranquille ; les charges de sa défense seraient constamment augmentées, et les effets des troubles se feraient sentir jusqu'aux Indes. Si, par contre, ce foyer de troubles est remplacé par un État arménien stable, nos charges seraient sûrement diminuées (1). » L'effort militaire

(1) Memorandum du *British Armenia Committee*, remis à M. Lloyd George le 1^{er} janvier 1920.

et pécuniaire que l'Angleterre aurait dû faire pour combattre Mustafa-Kémal et assurer l'existence désormais paisible de l'Arménie aurait donc été une véritable économie, et aurait épargné à l'Angleterre les sacrifices plus lourds en hommes et en argent qu'elle devra faire en Perse et en Mésopotamie, et pour la défense de l'Inde. L'avocat de la cause arménienne, avec la même préoccupation toute pratique de tenir compte seulement des intérêts égoïstes et de chercher à les satisfaire par le moindre effort, aurait pu montrer que le bénéfice de la lutte contre Mustafa Kémal et pour le renforcement de la barrière arménienne serait plus grand encore, attendu que la réalisation d'une paix de réelle sécurité en Turquie en dépendait.

Les gouvernements alliés avaient bien le sentiment qu'ils devaient intervenir, et ils l'ont proclamé maintes fois. Lord Robert Cecil disait à la Chambre des Communes, le 18 novembre 1918, que les Alliés étaient en pouvoir d'occuper, en Turquie, n'importe quel point stratégique, et comme un membre, le prenant au mot, lui faisait observer que les Turcs, à ce moment même, massacraient des Arméniens, il répondit avec assurance : « Si cela est vrai, on interviendra sans aucun doute. » Les bonnes intentions, depuis lors, se sont évanouies. On était las de l'effort fourni pendant la guerre, et il semblait que l'on eût droit au repos. On s'aperçut aussi que

si les Turcs étaient « en notre pouvoir absolu », selon l'expression de Lord R. Cecil, ils n'y restèrent pas longtemps. Les socialistes, oubliant qu'ils avaient défendu la cause arménienne, demandaient avec insistance que l'on retirât de Russie toutes les troupes alliées. Et peu à peu, par réaction contre l'idéalisme qui avait maintenu l'esprit guerrier des Alliés jusqu'à l'armistice, la générosité d'un projet devint un argument contre lui : on ne croyait plus pouvoir être réaliste autrement.

Aussi l'Angleterre ne désirait-elle rien tant que de passer la main. Le projet de confier aux États-Unis le mandat arménien lui agréait fort, puisqu'elle aurait été débarrassée de toute charge et de toute responsabilité. Elle n'avait pas eu l'initiative du projet, qui venait des Arméniens eux-mêmes. Ils l'avaient imaginé depuis longtemps, alors que la Société des Nations semblait encore une utopie, et qu'il n'était pas question de mandats. Voulant réaliser leur indépendance nationale, et conscients de la nécessité d'une protection, ils pensèrent que tous les avantages d'un protectorat seraient obtenus, et ses inconvénients écartés, si l'on s'adressait à l'Amérique lointaine et désintéressée. Lorsque la Société des Nations fut en voie de se constituer, cette idée se précisa, et l'Angleterre fut très favorable au mandat américain.

Mais le projet, bien que chaudement recommandé

par le président Wilson, fut mal accueilli en Amérique. Il aurait fallu envoyer des armes, des munitions, ravitailler l'Arménie, et même envoyer des troupes. La répugnance bien connue des Américains pour toute responsabilité extérieure, et leur profonde méfiance à l'égard de la diplomatie européenne leur faisait craindre que la protection de l'Arménie les entraînant insensiblement à une action politique de plus en plus étendue en Orient. Ils voulaient bien aider l'Arménie économiquement et financièrement, et se montraient peu disposés à faire plus. Le *New-York Times*, l'un des journaux les plus favorables au mandat, reconnaissait le 29 août la force de cette opposition, d'autant plus grande que le ministère américain estimait à 150.000 hommes l'armée qu'il conviendrait d'envoyer. En même temps, on protestait contre le retrait des troupes britanniques, et l'on se déclarait prêt à participer à une action internationale. Mais pourquoi les États-Unis doivent-ils remplir seuls les devoirs de la Ligue et « prendre en charge toutes les plaies du monde (1) », tandis que les nations alliées prennent tous les bénéfices de la victoire ? En tout cas, l'Angleterre peut bien attendre un peu jusqu'à ce que l'on ait eu le temps de décider le régime définitif de l'Arménie.

Ces dispositions laissaient peu d'espoir, et ce-

(1) *New York Sun* du 27 août 1919.

pendant il semble que les Alliés ont réellement compté sur l'Amérique, vers le mois d'août 1919. Cela résulte d'un discours prononcé plus tard ⁽¹⁾ à la Chambre des Communes par Lloyd George :

« ... En ce qui concerne l'empire turc, je reconnais pleinement que la lenteur à établir la paix avec la Turquie a été très fâcheuse, mais je regrette de dire qu'elle était tout à fait inévitable dans les circonstances où nous nous trouvions. J'ai expliqué à la Chambre, à maintes reprises, quelles étaient ces circonstances. Nous avons espéré que les États-Unis prendraient leur part de la charge de surveiller (*oversight*) la Turquie. La différence eût été grande s'ils l'avaient fait. Le contrôle (*supervision*) de l'empire turc épuiserait complètement les ressources des Alliés, surtout si l'on tient compte de leurs autres obligations, inquiétudes et devoirs plus près de chez eux ; mais, si les États-Unis avaient été prêts à participer, ils auraient pu se charger de protéger la population arménienne, non seulement en Arménie proprement dite, mais en Cilicie et dans quelques-unes des provinces voisines. Nous espérons aussi que les États-Unis se chargeraient du mandat des détroits, et peut-être de Constantinople, et que, de Constantinople comme leur centre, ils pourraient

(1) *Times*, 26 mars 1920.

surveiller (*control*) la conduite des fonctionnaires turcs dans l'Asie Mineure tout entière.

« LIEUT.-COL. A. MURRAY. — Le très honorable gentleman dira-t-il sur quoi il fondait cet espoir ? »

« M. LLOYD GEORGE. — Non. Je n'en ai pas le droit ; mais la Chambre peut m'en croire, lorsque je dis que j'avais de bonnes raisons pour arriver à cette conclusion, autrement je ne l'aurais pas affirmé. Il ne conviendrait pas d'en dire plus long. En tout cas, il nous fut demandé de ne pas régler les affaires de Turquie avant que le président Wilson eût eu l'occasion de consulter les États-Unis d'Amérique, et nous fûmes amenés à penser qu'il serait en mesure de nous communiquer une décision à cet égard vers la fin d'août, ou, au plus tard, en septembre. Des difficultés surgirent à ce moment-là aux États-Unis, difficultés qui avaient rapport aux négociations pour le traité allemand... »

Et Lloyd George explique ensuite que les Alliés durent attendre, afin de ne pas se donner la fâcheuse apparence de profiter des circonstances pour régler les affaires turques uniquement entre eux, à l'abri du regard de la grande puissance associée. Quoi qu'il en soit de ces conversations entre Alliés, si incomplètement révélées par le Premier anglais, le résultat pratique en était très clair : le gouvernement britannique, comptant sur le prochain secours américain, ou plutôt se donnant ce prétexte (car s'il

y avait vraiment cru, il aurait attendu), commença le 15 août à retirer ses troupes de Transcaucasie. Comme les nationalistes turcs menacèrent presque aussitôt la République d'Erivan d'une nouvelle invasion — inévitable effet du départ des Alliés — on annonça que le retrait serait opéré progressivement, sans hâte, en deux ou trois mois. En fait, le dernier soldat anglais quitta Tiflis le 9 septembre, et si un contingent fut maintenu à Batoum, ce fut en vertu d'une décision prise au dernier moment, et qui tenait aux conditions particulières de ce centre du pays des Adjars, Géorgiens musulmans. Oliver Wardrop, ancien consul général à Moscou, nommé haut-commissaire britannique en Transcaucasie, venait remplacer à Tiflis la force militaire par la représentation diplomatique. D'autre part, le colonel américain Haskell se rendait à Paris pour plaider en faveur des Arméniens. Mais l'Amérique ne se manifestait, en définitive, que par ses bonnes intentions, et bientôt Erivan voyait arriver une commission d'enquête américaine, venue pour étudier les obligations qui incomberaient aux États-Unis, si le mandat était accepté.

Le président du gouvernement arménien dit alors (25 septembre) :

« L'Arménie croit que l'heure de l'action a sonné pour les États-Unis et les Alliés, et que ce n'est plus le moment d'investigations nouvelles. Elle a com-

battu avec persévérance aux côtés des Alliés, et à l'heure actuelle, dix mois après l'armistice, elle est sur le point d'être exterminée par ses ennemis des Puissances centrales, et les Alliés ne la protègent pas.

« L'Arménie attend des troupes, et non pas des investigations. Nous comprenons les hésitations de l'Amérique pour s'aventurer sur un terrain inconnu, mais la question arménienne sera tranchée sous peu par les pogroms qu'organisent Enver et Mustafa Kémal pacha, si l'Amérique ou les Alliés n'agissent pas promptement. »



Il était bien évident que le retrait des troupes britanniques serait l'occasion de nouvelles attaques des nationalistes turcs et des Tatars contre la République d'Erivan. Personne n'en doutait, et des journaux, le *British Armenia Committee*, des députés, l'annonçaient. En effet, les ennemis des Arméniens avaient bien subi quelques revers, mais avaient surtout cédé à la pression diplomatique des Alliés, Mustafa Kémal, peu occupé alors en Anatolie occidentale, pouvait consacrer aux opérations de l'est les réguliers turcs dont il disposait, ses partisans étaient les maîtres de la province persane d'Azerbeïdjan, au moins en sa partie voisine de la frontière arménienne, et, sans qu'il y eût encore, sem-

ble-t-il, de traité conclu entre lui et la République tatare, celle-ci était prête à reprendre la lutte. Ainsi l'Arménie était menacée par l'ouest, le sud et l'est, c'est-à-dire par la voie de Kars et d'Alexandropol, par la vallée de l'Araxe à Nakhitchevan, et dans les régions de Karabagh et de Zanguézour. Au nord seulement, elle n'avait rien à craindre de la Géorgie, mais rien à espérer non plus. Les Alliés partant, elle était réduite à sa seule force matérielle, avec un armement très médiocre et de graves difficultés de ravitaillement. C'est dans ces conditions que les troupes arméniennes commencèrent leur sixième année de guerre.

Vers la fin d'août, les Turcs pénétrèrent dans la province de Kars par Sarikamich, on craignit un moment d'avoir à évacuer Kars, la population tatare locale se montra hostile. D'autres troupes turques envahirent le district d'Etchmiadzine (province d'Erivan), et arrivèrent jusqu'à l'Araxe. Dans le district de Nakhitchevan, une troisième colonne turque, venue par la Perse, opéra sa jonction avec l'armée tatare que commandait un colonel turc. La guerre de partisans, qui n'avait cessé dans ce district que pendant le temps où sa soumission aux Tatars avait été complète, devint campagne régulière, sans que la guerre eût été déclarée.

Ce qui était inquiétant, surtout, c'était l'intensité de la propagande antiarménienne, à la fois par des

émissaires pour provoquer des soulèvements chez les Tatars des pays arméniens, et par la presse pour accuser le gouvernement d'Erivan de provocation. C'était l'indice certain de vastes projets, et l'on comprend les appels angoissés de Khatissian et du parlement d'Erivan. Comme la vénalité des fonctionnaires tatars, aussi bien que turcs, ne permet pas aux chefs musulmans de garder longtemps leurs secrets, on sut qu'une attaque devait se produire contre le district de Zanguézour. Traversant le Karabagh arménien, 6.500 hommes de troupes régulières furent massées à la frontière de cette région qui était gouvernée par son Conseil arménien particulier, en vertu d'une décision du haut commandement allié. La population locale fut invitée à se soumettre à la République tatare, ce qui fut refusé. L'attaque générale commença le 5 novembre. Ce fut une guerre purement locale des paysans de Zanguézour, qui réussirent en quatre jours à battre complètement et à disperser les Tatars en leur prenant un butin assez important.

Le gouvernement de Bakou renonça à réduire ces montagnards. Gueguetchkori, ministre des Affaires Étrangères de Géorgie, déclara qu'une solution pacifique était désirable. Oliver Wardrop invita Khatissian à intervenir dans ce sens, sous peine d'indisposer la Conférence de la paix. On parvint en effet à une entente, le 23 novembre, qui constituait un

traité d'arbitrage général entre les Républiques tatar et arménienne. Il y était dit, en effet, que toutes les questions en litige entre elles, et particulièrement les questions de frontières, devraient être résolues pacifiquement, qu'à défaut d'accord, un arbitre serait choisi, dont les décisions seraient obligatoires, et que des délégués seraient envoyés à bref délai à Tiflis pour résoudre les conflits d'ordre économique et financier. En ce qui concerne le territoire de Zanguézour, on désignait comme arbitre le colonel américain Rhea, jusqu'alors gouverneur du district : c'était donner satisfaction aux Arméniens. L'arbitrage ne fut jamais prononcé, mais l'autonomie arménienne de Zanguézour fut maintenue en fait.

L'entente du 23 novembre est encore un acte important par le rôle qu'y joua la Géorgie. Le traité fut signé à Tiflis par Khatissian et par Oussourbekov, président du ministère tatar, en présence du colonel Rhea, représentant le colonel Haskell, absent.

C'était un grand succès pour la République d'Eri-
van, qui put enfin jouir d'un moment de relative
sécurité. Dès le commencement de novembre, le pré-
sident Khatissian en profita pour faire une tournée
dans l'ouest, et montrer à tous que l'État arménien

serait bienveillant aux allogènes. Il paraît avoir été fort bien accueilli partout, et dans le district extrême d'Olti, où il n'alla pas, et où il n'y a qu'une assez faible minorité arménienne, une assemblée générale des musulmans se prononça pour le rattachement du district à la République d'Erivan. On ne doit pas attacher une importance excessive à un fait de ce genre, qui n'est pas, évidemment, une manifestation de patriotisme arménien de la part des Musulmans, Kurdes la plupart, de ce district. Il est pourtant assez significatif, parce que, l'autorité du gouvernement arménien étant précaire, la préférence des Musulmans d'Olti s'est affirmée malgré la pression géorgienne et la pression turque, et sans que les Arméniens aient pu exercer une influence sérieuse. Tout paraît indiquer chez les allogènes de l'Arménie russe les dispositions les plus favorables à l'État arménien : les Russes et les Grecs lui sont tout dévoués, les Kurdes Yesidis également, et lui ont même fourni des bataillons de volontaires contre les Turco-tatars, et les Musulmans, en général, seraient prêts à s'en accommoder, si aucune influence extérieure ne s'exerçait sur eux. Ce n'est guère que parmi les Tatars de l'est — de Nakhitchevan, de Zanguézour et de Karabagh, que l'on trouverait, pour des raisons économiques, une certaine malveillance, qu'il ne faudrait d'ailleurs pas attribuer à un irrédentisme azerbeïdjanais, car la République

tatare n'est pas un État national. Dans la guerre presque permanente, sous des formes diverses, que la faible Arménie russe dut soutenir depuis la dissolution des armées russes à la fin de 1917, jusque vers la fin de 1919, tantôt contre les Turcs, tantôt contre les Tatars transcaucasiens, ses allogènes musulmans, excités par une active propagande, se sont joints plus d'une fois à ses ennemis, mais jamais l'initiative n'est venue d'eux, jamais ils n'ont fait appel à leurs coreligionnaires des États voisins, même dans les districts de l'est, et la lutte a toujours conservé le caractère d'une guerre extérieure.

Le calme relatif dont jouissait la République arménienne était encore troublé par des tentatives tatares ou turques. Les émissaires turcs circulaient toujours, on distribuait de l'argent. Il y avait des soulèvements. Parfois, il fallait envoyer des troupes. Le premier mouvement de quelque importance eut lieu vers la fin de décembre, dans le district de Kars. Les Arméniens essayèrent de négocier, sans succès. Ils envoyèrent des troupes et levèrent des Yésidis, mais sans engager encore d'opérations : vaine méthode. Ils se décidèrent à réprimer la révolte le 15 février, et, avant la fin du mois, la soumission fut complète.

Créer de petites républiques musulmanes indépendantes était pour les Turco-tatars un autre moyen de poursuivre, sans état de guerre, leur plan

de destruction de l'État arménien. Une telle république existait dans le district de Nakhitchevan. En même temps, afin de séparer l'Arménie russe de l'Arménie turque, les villages abandonnés par les Arméniens dans la partie de l'Arménie turque voisine de la frontière étaient occupés par des familles kurdes transplantées.

Au Karabagh, les Tatars ne pouvaient opérer que par une expédition véritable, qui fut essayée de nouveau en mars. Le gouvernement de Bakou envoya des troupes, avec un état-major turc, pour désarmer les Arméniens. Les paysans ne pouvaient se laisser faire, et se soulevèrent le 22 mars avec un plein succès. Les Tatars furent complètement chassés. Mais, les paysans arméniens étant à bout de munitions, les Tatars purent revenir, et s'avancèrent jusqu'à Choucha au commencement d'avril, massacrant, dit-on, 8.000 à 10.000 personnes. Les Arméniens du Karabagh furent alors sauvés d'une destruction peut-être totale par un événement imprévu. A Bakou, une révolution bolchéviste venait de se produire, et les Tatars retirèrent leurs troupes.

Les Alliés, impuissants, assistaient à ces désordres. Le commandement allié avait décidé que les districts de l'ouest devaient faire partie de l'Arménie, et il les voyait périodiquement soulevés par des influences extérieures. Un gouverneur américain était nommé pour le district de Nakhitchevan et son ter-

ritoire lui échappait. Les troupes turques, en vertu de l'armistice, auraient dû évacuer la Transcaucasie au gré des Alliés. Ils avaient cru sans doute, là comme ailleurs, que leur victoire produirait un effet magique, indépendant de la force qui l'avait procurée. Ils ne pouvaient plus que constater leur erreur et protester. Ils estimèrent apparemment que la protestation serait vaine, et se résignèrent.

La République d'Erivan, en 1920, est donc un tout petit État, guère plus grand que celui auquel les Turcs, avant l'armistice, avaient permis d'exister. Et pourtant les Arméniens déçus étaient heureux de n'être plus en guerre, et d'avoir au moins cette petite partie de leur territoire où ils n'étaient pas trop molestés. Cela pouvait suffire à occuper leur gouvernement, avec la masse de réfugiés qu'il fallait loger et nourrir, et tous les orphelins. La plupart des 400.000 réfugiés des premières années de la guerre s'étaient établis dans la plaine de l'Ararat. Après la dislocation du front russe et l'entrée des Turcs en Transcaucasie, un grand nombre s'enfuirent plus loin, accompagnés d'une foule de nouveaux émigrants de tous les districts, 585.000, dit-on. Ce fut un mouvement continu. Un peu plus de stabilité faisait grand bien. La grande difficulté était de nourrir la population. Les hautes montagnes de l'Arménie sont la partie pauvre de la Transcaucasie. Les stocks de blé avaient été pillés et emportés par les

Turcs lorsqu'ils avaient traversé le pays pour rentrer chez eux après l'armistice. Sans ports pour communiquer avec les Alliés, entourée de voisins hostiles, l'Arménie, en outre, avait été gratifiée d'une part ridiculement petite du matériel de chemins de fer, en sorte que les secours n'arrivaient qu'à grand-peine. Le 20 mars 1919, le président Kadjaznouni écrivait : « Nous avons besoin de vingt wagons de blé au moins par jour, tandis que pour ces trois derniers mois, nous n'avons reçu de l'étranger que trente wagons de blé en tout et pour tout. Nos soldats doivent passer des journées entières sans pain ; ils sont dépourvus de souliers et de vêtements. » Ce sont les Alliés, et surtout les États-Unis, qui ont ravitaillé la population suffisamment pour qu'elle ne périclît pas de faim, mais sans réussir à lui épargner la famine. Les États-Unis se sont également chargés de soigner environ 60.000 orphelins récupérés des massacres. Il y en a bien d'autres, sans compter tous ceux qui sont en esclavage : 40.000 environ, dit-on, rien que dans la haute Mésopotamie. L'article 4 de l'armistice avait pourtant spécifié la remise de tous Arméniens prisonniers ou internés.



Du moins, c'était la paix. La Géorgie, peut-être inquiète de voir les progrès du nationalisme turc en Transcaucasie, inquiète particulièrement de voir les

Géorgiens musulmans de la région de Batoum se tourner contre elle, se montrait mieux disposée. Elle signa, au commencement de décembre, un traité d'arbitrage avec l'Arménie, par lequel les deux États « s'engagent, d'un commun accord, à régler à l'amiable les différends existant entre les deux Républiques, ainsi que tout différend qui pourrait surgir à l'avenir. Dans le cas où une solution à l'amiable ne pourrait intervenir, les signataires s'engagent à soumettre à l'arbitrage toute question en litige ». La Géorgie renonçait ainsi à l'absurde prétention qu'elle avait émise, notamment à propos des districts d'Akhalkalak et de Bortchalo-sud, de discuter les affaires arméno-géorgiennes dans des conférences transcaucasiennes, où elle aurait « majorisé » l'Arménie à l'aide des voix tatares.

Cependant la Géorgie s'efforçait, en même temps, d'établir une sorte de concert entre les États du Caucase, dont elle aurait dirigé la politique commune. Or, sa politique était bien connue. Elle n'était turcophile à aucun degré : c'est pourquoi un rapprochement pouvait tenter les Arméniens, tellement isolés. Mais elle était dirigée, avant tout, contre Denikine, comme le prouvaient notamment le traité soi-disant défensif conclu en juin 1919 avec la République d'Azerbeïdjan et l'hospitalité donnée au gouvernement de la République des Montagnards. « Il faut, disait un député social-démocrate au parlement

géorgien, lorsque fut ratifié le traité du 19 juin, que l'Arménie se joigne à cette union, et, si elle refuse, il faut l'y contraindre (1) », mais l'Arménie ne voulait ni recommencer l'expérience de la République de Transcaucasie, ni se laisser entraîner à une politique hostile aux représentants de la Russie patriote, avec laquelle elle n'avait cessé d'entretenir les meilleurs rapports. Denikine a fourni des cartouches aux Arméniens, et lorsque, après la chute de Kharkov, il a ordonné la levée en masse, il a spécifié que les Arméniens des territoires sur lesquels son pouvoir s'étendait seraient libres de servir dans ses armées ou de s'en aller en Arménie pour y concourir à la défense de leur pays. Les Arméniens n'étaient pas en mesure de rendre à la Russie des services analogues, mais en janvier 1920, lors de la séance solennelle du parlement d'Erivan où fut célébrée, en présence des représentants des Alliés, la reconnaissance de l'État arménien, l'ovation la plus chaleureuse fut en l'honneur de la Russie, qui n'était pour rien dans cet acte. Ainsi se manifestait la fidélité à la Russie, au moment même où un pas de plus était fait vers la séparation définitive. C'était cela qui empêchait non pas l'établissement de bons rapports avec la Géorgie, mais une véritable coopération, car une telle coopération, nécessairement étendue

(1) *Bulletin géorgien d'informations*, n° 12.

à la République d'Azerbeïdjan, risquait d'entraîner tout le Caucase vers l'orientation turque.

En vertu du traité conclu le 23 novembre entre les Républiques arménienne et tatare, en présence de Gueguetchkori, des délégués des trois États transcaucasiens se réunirent à Bakou dans le courant de décembre. La conférence n'eut qu'une séance, où fut discutée, comme une sorte de question préalable; l'idée d'une Confédération transcaucasienne. Les Arméniens, sans en rejeter le principe, déclarèrent qu'ils ne pouvaient pas non plus l'adopter avant de se trouver en présence d'un projet précis. On se sépara, et le projet n'a pas été rédigé.

Le péril turc toujours présent faisait l'Arménie fidèle à l'orientation russe et à l'entente avec les Alliés, et ne lui permettait pas la politique de savant équilibre, grâce à laquelle la Géorgie, tranquille dans son angle du Caucase et de la mer Noire, a pu se consacrer entièrement à son organisation intérieure. Car la République d'Erivan était trop faible et trop mal entourée pour vivre en sécurité. Même l'Arménie intégrale, dont la création fut demandée par un mémoire de novembre 1919 à la Conférence de la Paix, aurait besoin d'être protégée. Mais, en attendant, le malheureux peuple demeurait isolé, — isolé de la Russie très amicale, faute de frontières communes, et isolé des Alliés qui l'abandonnaient. Ils ne reconnurent la République d'Erivan que huit

jours après avoir reconnu les deux autres Républiques de Transcaucasie. Les États-Unis ne la reconnurent que le 25 avril. L'affaire du mandat traînait, et personne n'espérait plus qu'il fût accepté. Il fut enfin rejeté par le Sénat américain le 1^{er} juin, par 62 voix contre 12 : il n'avait eu d'autre effet que de fournir des prétextes aux tergiversations alliées et au retrait des troupes britanniques. Visiblement, le problème arménien ennuie les Alliés, ils en sont excédés et ne s'en occupent que par décence. Lloyd George a même exprimé ce sentiment d'ennui. Les publications arméniennes ont pieusement évité de relever cette inconvenance :

« Quant à la République d'Erivan, c'est-à-dire l'Arménie, c'est l'affaire des Arméniens eux-mêmes de protéger leur indépendance. Il faut qu'ils la protègent; il faut qu'ils commencent à compter sur eux-mêmes. C'est un peuple d'une intelligence exceptionnelle. En réalité, c'est leur intelligence qui les met dans l'embarras, parfois, d'après tout ce que j'entends dire. C'est cela qui est tellement déplaisant, aux yeux des Turcs. On me raconte qu'ils pourraient facilement organiser une armée de 40.000 hommes. S'ils demandent de quoi s'équiper, nous serons très heureux de les aider à équiper leur armée. S'ils demandent le concours d'officiers pour instruire cette armée, je suis tout à fait sûr qu'il n'y a aucun pays allié en Europe qui ne serait pas dis-

posé à les aider de cette manière. C'est cela, de beaucoup, qui vaut le mieux pour eux. Cela augmenterait leur respect d'eux-mêmes. Cela ferait d'eux un peuple plus énergique et plus viril. Au lieu de s'en prendre toujours aux autres pays et de leur adresser des appels et des supplications, qu'ils se défendent eux-mêmes. Lorsqu'ils agiront ainsi, ils inspireront aux Turcs trop de respect pour que les massacres continuent. »

Les faibles sont dans leur tort : la preuve en est qu'ils sont battus. C'est ce que l'on appelle réalisme. Tout le monde n'oubliait pas cependant les immenses services rendus par les Arméniens à la cause des Alliés. Lord Robert Cecil avait demandé, le 13 août 1919, « si le gouvernement ne reconnaissait pas que nos obligations envers les Arméniens sont au moins aussi grandes que nos obligations envers le général Denikine » ? La gratitude ainsi exprimée n'était pas purement sentimentale. Elle provenait de la conscience du rôle essentiel joué par les Arméniens dans la défense commune des intérêts alliés. Il était naturel que ce rôle fut apprécié surtout en Angleterre, où l'on devait sentir plus vivement qu'ailleurs l'utilité de la barrière arménienne contre les progrès du panturquisme et du bolchévisme à la fois, qui agitaient la Perse et l'Afghanistan, et menaçaient la Mésopotamie et l'Inde. Bien loin de reprocher aux Arméniens d'avoir voulu se décharger lâchement

sur leurs alliés du soin de leur propre défense, il était juste d'admirer leur tenace énergie, et de reconnaître que leur action si mal encouragée protégeait les zones d'influence britannique. Si les Arméniens avaient été vaincus, les Anglais auraient été obligés de les remplacer.

Toutefois, ce réalisme plus véritable aurait été encore trop étroit. Le bénéfice de la résistance des Arméniens n'a pas été seulement, d'une part, le salut de leur nation menacée de destruction totale, et, d'autre part, la préservation des intérêts anglais. Le maintien de la République d'Erivan a empêché l'effondrement complet des Alliés en Orient, où ils n'ont pas su défendre leur cause. L'édifice de leur paix est branlant, et qui sait si, propagé à partir de cette brèche, l'effondrement ne se serait pas étendu peu à peu jusqu'à l'Occident? Talaat pacha est à Berlin, où il préside le grand conseil panislamique, et la propagande bolchéviste s'intensifie dans les pays musulmans. Malgré l'ancienne rivalité de Mustafa Kémal et d'Enver, l'entente s'établit entre eux dans la pratique, et cela signifie que le mouvement de Mustafa Kémal subit de plus en plus l'influence de Moscou et de Berlin à la fois. Mais la République d'Erivan subsiste. Grâce à elle, la Géorgie reste indépendante et la Transcaucasie n'est pas tombée sous la domination des Turcs. La grande voie de communication n'est pas librement ouverte,

ni du sud au nord, de l'Anatolie à la Volga, ni de l'ouest à l'est, de la Turquie vers le Turkestan et vers l'Afghanistan et l'Inde. Elle est entr'ouverte seulement, parce que les bolcheviks ont la flotte de la Caspienne, et parce que les Turcs peuvent pénétrer dans la Perse par le Kurdistan septentrional. Il n'aurait tenu qu'aux Alliés de la fermer tout à fait, et de ne laisser à leurs ennemis aucun espoir de l'ouvrir, s'ils avaient soutenu plus efficacement Denikine, s'ils avaient mené en Transcaucasie une politique plus cohérente, et s'ils avaient aidé de tout leur pouvoir l'Arménie — turque aussi bien que russe. Et c'est ainsi qu'ils auraient imposé une paix de sécurité et de relative justice avec la plus grande économie possible de sang et d'argent.



Aujourd'hui, Denikine est hors de cause, et la Russie soviétique s'étend jusqu'à la chaîne du Caucase. Son pouvoir, à l'ouest et au centre, n'est probablement que nominal chez les Cosaques de la Kouban et du Térék. Mais à l'est, dans le Daghestan, les bolcheviks ne rencontrent pas d'opposition, et les chefs des Lesghines sont leurs amis : de ce côté s'établit le contact avec la République tatare.

Mustafa Kémal, dont la force militaire ne paraît pas avoir été considérable, du moins en troupes régulières, a été de plus en plus occupé, depuis six

mois, par la résistance au traité avec la Turquie, ce qui l'a obligé à transporter son activité dans l'Anatolie occidentale, pour se rapprocher soit de Constantinople, soit des régions occupées par les Alliés en Asie Mineure. C'est ainsi que l'Arménie s'est trouvée, au moins momentanément, à l'abri de ses entreprises, et que la République tatare elle-même, n'étant plus aussi directement incitée à troubler la République voisine, l'a laissée à peu près tranquille.

Cette situation laissait le champ libre aux bolcheviks. Bakou était à leur portée. C'était le seul centre de Transcaucasie qui eût montré, un moment, des velléités de bolchévisme, sans que ce court accès de 1918 eût d'ailleurs diminué l'esprit défensiste et pro-allié des ouvriers russes et arméniens. Ce fut de nouveau par là que le bolchévisme pénétra. Assez nombreuses furent les nouvelles d'origines diverses qui parvinrent en Occident pendant la première moitié de mai. Ensuite, elles devinrent étrangement rares, et ce nouveau chapitre de l'histoire transcaucasienne est encore mal connu. Voici ce qui semble s'être passé, d'après les agences.

Une entente se serait produite à Bakou entre des éléments bolchéviks en relation avec le gouvernement de Moscou et des chefs du parti Ittikhad, devenu un parti nationaliste turcophile. Des troupes bolchévistes russes s'approchèrent et adressèrent un ultimatum au gouvernement tatar. Celui-ci démis-

sionna aussitôt (27 avril), et remit le pouvoir aux mains des bolcheviks, qui, dans un message à Lénine, déclarèrent rompre toutes relations avec les Alliés, et vouloir lutter contre leur pression et contre tous les impérialismes. Le lendemain, les troupes russes entraient dans la ville. Un nouveau gouvernement de la République tatare fut formé, qui adressa, dès le 1^{er} mai, un ultimatum à la République d'Erivan, pour la sommer de retirer ses troupes des territoires contestés de Karabagh et de Zanguézour. Les Arméniens refusèrent d'obéir. En même temps, Karakhan, adjoint de Tchitchérine, proposait à l'Arménie de lui remettre sa part du trésor d'État russe, à condition qu'elle n'accordât aucun asile aux déserteurs des armées de Denikine. La Géorgie, également menacée, se mettait sur le pied de guerre, et les hostilités s'engageaient. L'Arménie jugeait habile d'introduire dans son gouvernement quelque apparence de soviétisme. Entre le gouvernement de Moscou et Mustafa Kémal avait été conclue une convention militaire en dix articles, que publiaient les journaux de Tiflis, véritable traité d'alliance offensive, auquel participait la République d'Azerbeïdjan, contre les Alliés, si le traité de paix ne respectait pas l'intégrité de la Turquie, et contre l'Arménie. A celle-ci la guerre était déclarée par ses voisins tatars, et des forces nationalistes turques franchissaient sa frontière du sud-ouest. Cependant, il semble que cette main-mise

du gouvernement de Moscou sur la République d'Azerbeïdjan ait rencontré quelque résistance de la part de certains chefs tatars, surtout du parti Moussavat, partisans soit de leur indépendance, qui existait en fait depuis deux ans, soit de leur union avec la Turquie. Une politique qui aboutissait pratiquement à leur réannexion par la Russie leur paraissait inadmissible. Le bruit courut même que Sultanov, notamment, gouverneur du Karabagh, turcophile notoire et grand ennemi des Arméniens, réclamait des nationalistes turcs une protestation contre l'attitude des bolcheviks russes à Bakou. Il y eut des batailles entre Tatars et Rouges russes. Grâce à ces difficultés de la coalition turquo-bolchéviste, et grâce au fait que Mustafa Kémal avait fort à faire en Anatolie occidentale, la nouvelle guerre, dont l'Arménie est menacée, ne paraît pas mettre en danger l'existence de la République d'Erivan.

Tel est le résumé des nouvelles, qui sont vraies d'une vérité générale et grossière. Il est satisfaisant de constater que la coopération entre bolcheviks et nationalistes turcs, si facile tant qu'elle consistait en conciliabules de grands chefs et en propagande, devient plus malaisée lorsque le contact s'établit. Le danger de la coalition turco-bolcheviste en est fort diminué. En fait, il n'y a pas eu jusqu'ici (en juillet) un seul combat entre Arméniens et bolcheviks, et le gouvernement de Moscou semble animé, pour le

moment, de dispositions pacifiques à l'égard de l'Arménie. Il lui demande seulement de fixer la frontière entre le Karabagh et Zanguézour, ce qui paraît avoir été consenti par un traité du 1^{er} juillet.

Mais les nouvelles sont fausses en un point important. L'Arménie n'est bolchevisée à aucun degré. Elle est d'ailleurs peu susceptible de l'être, car elle est trop démocratique par ses traditions et trop égalitaire par la répartition de la richesse, et le peuple est trop habitué à l'action pour subir docilement un régime qui ne lui agréerait pas. Ce qui a donné lieu à cette erreur est l'accueil fait aux soldats russes que les Arméniens voyaient reparaitre en Transcaucasie. Ce sont nos frères d'armes contre le Turc, pensaient avec joie les paysans et les soldats, et ils ajoutaient naïvement : mais pourquoi ont-ils changé de nom, et s'appellent aujourd'hui bolcheviks, tandis qu'ils s'appelaient Russes jusqu'ici ? L'une des préoccupations dominantes du gouvernement arménien, au mois de mai, fut de faire comprendre au peuple et aux soldats que les bolcheviks n'étaient pas des amis, bien qu'ils fussent des Russes. Une tournée de conférences fut entreprise par Khatissian et d'autres. En même temps, cinq communistes arméniens qui essayaient de profiter de cette russo-pholie du peuple pour l'entraîner à une révolution furent arrêtés, et, après jugement, fusillés. Une centaine de bolcheviks russes furent expulsés. Un

changement de cabinet donna le pouvoir au Comité central du parti Dachnaktzoutsoun. Bref, tous les ressorts furent tendus pour la résistance au bolchévisme. Le bon sens des paysans arméniens les a ralliés complètement à leur gouvernement.

L'Arménie voit progressivement le calme renaître et s'atténuer ses difficultés. Elle est aujourd'hui plus forte qu'elle n'a été à aucun moment depuis deux ans qu'elle existe. Pour autant que son sort dépend d'elle-même, elle a prouvé qu'elle est capable de l'assurer. Mais il dépend aussi des forces extérieures, qui sont encore déchainées.





LA TRANSCAUCASIE ET LE DROIT DES PEUPLES

Le traité avec la Turquie comprend les articles suivants :

ARTICLE 88. — La Turquie déclare reconnaître, comme l'ont déjà fait les Puissances alliées, l'Arménie comme un État libre et indépendant.

ARTICLE 89. — La Turquie et l'Arménie ainsi que les autres Hautes Parties contractantes conviennent de soumettre à l'arbitrage du Président des États-Unis d'Amérique la détermination de la frontière entre la Turquie et l'Arménie dans les vilayets d'Erzeroum, Trébizonde, Van et Bitlis et d'accepter sa décision ainsi que toutes dispositions qu'il pourra prescrire relativement à l'accès de l'Arménie à la mer et relativement à la démilitarisation de tout territoire ottoman adjacent à la dite frontière.

ARTICLE 90. — Au cas où la fixation de la frontière, en vertu de l'article 89, impliquera le transfert à l'Arménie de tout ou partie du territoire desdits vilayets, la Turquie déclare dès à présent renoncer,

à dater de la décision, à tous droits et titres sur le territoire transféré. Les dispositions du présent Traité, applicable aux territoires détachés de la Turquie, seront, dès ce moment, applicables à ce territoire.

La proportion et la nature des charges financières de la Turquie, que l'Arménie aura à supporter, ou des droits dont elle pourra se prévaloir, en raison du territoire placé sous sa souveraineté, seront fixées conformément aux articles 241 à 244, Partie VIII (Clauses financières), du présent Traité.

Des conventions ultérieures régleront, s'il est nécessaire, toutes questions qui ne seraient pas réglées par le présent Traité et que pourrait faire naître le transfert du dit territoire.

ARTICLE 91. — Si une portion du territoire visé à l'article 89 est transférée à l'Arménie, une Commission de délimitation, dont la composition sera ultérieurement fixée, sera constituée, dans les trois mois de la décision prévue audit article, en vue de tracer sur place la frontière entre l'Arménie et la Turquie telle qu'elle résultera de la dite décision.

ARTICLE 92. — Les frontières de l'Arménie avec l'Azerbeïdjan et la Géorgie respectivement seront déterminées d'un commun accord par les États intéressés.

Si, dans l'un ou l'autre cas, les États intéressés n'ont pu parvenir, lorsque la décision prévue à

l'article 89 sera rendue, à déterminer d'un commun accord leur frontière, celle-ci sera déterminée par les principales Puissances alliées, auxquelles il appartiendra également de pourvoir à son tracé sur place.

ARTICLE 93. — L'Arménie accepte, en en agréant l'insertion dans un Traité avec les principales Puissances alliées, la disposition que ces Puissances jugeront nécessaires pour protéger en Arménie les intérêts des habitants qui diffèrent de la majorité de la population par la race, la langue ou la religion.

L'Arménie agrée également l'insertion dans un Traité avec les principales Puissances alliées des dispositions que ces Puissances jugeront nécessaires pour protéger la liberté du transit et un régime équitable pour le commerce des autres nations.

Que signifie, à l'article 88, la formule : « reconnaître, comme l'ont déjà fait les Puissances alliées » ? Elles n'ont reconnu l'Arménie, de même que la Géorgie et l'Azerbeïdjan, que *de facto*, expression dont le sens diplomatique est peu précis, mais implique évidemment une réserve. Cette réserve subsiste-t-elle, et est-ce avec une intention expresse et dans son sens fort que l'on a écrit ce *comme*, dans le sens de : de la même manière que... ? Ou bien la réserve disparaît-elle sans qu'on l'ait dit, puisque

les mots « de fait » ne sont pas rappelés? Il y a doute, et c'est peut-être par une habileté subtile que l'on a voulu laisser subsister un doute.

Il faut songer, en effet, qu'une grande incertitude demeure au sujet du monde qui sortira de la paix non encore réalisée. Les négociations pour les traités de Westphalie ont duré huit ans. Cette fois, voici bientôt deux ans qu'elles se prolongent, et l'on n'en voit pas encore la fin. On ne la verra pas tant que la Russie sera hors d'état de signer. Et puis, il y a, en ce qui concerne l'Arménie, la question du mandat, qui reste en suspens.

Quant aux frontières de l'Arménie, elles seront tracées en deux fois, et selon deux méthodes tout à fait différentes, le président Wilson ayant accepté de les déterminer du côté de la Turquie, tandis que l'Arménie devra s'entendre directement, en Transcaucasie, avec ses voisins. C'est une anomalie de ce traité qu'il contienne des décisions au sujet de pays qui ne dépendent pas de la Turquie. Si l'Arménie, la Géorgie et l'Azerbeïdjan ne parviennent pas à s'entendre avant que le président Wilson ait fait connaître sa décision, les principales Puissances alliées se chargeront de faire la carte de la Transcaucasie.

Voilà des règles précises. Malheureusement, tandis que le président Wilson se livre à des études ethnographiques, économiques, etc., pour savoir comment

délimiter une Arménie viable, on se bat en Asie Mineure, où Mustafa Kémal n'admet pas que la Turquie soit amputée d'aucun territoire. Cet étrange traité de paix a été publié par anticipation, alors que l'on est encore en guerre. Ses articles ne constituent pas un traité, mais des buts de guerre précisés.

Et tandis que les délégations de l'Arménie, de la Géorgie et de l'Azerbeïdjan devraient se réunir deux à deux, pour chercher à s'entendre, l'Azerbeïdjan est en guerre avec l'Arménie et peut-être avec la Géorgie.

Que signifie le traité dans ces conditions? Ce n'est rien de plus qu'un projet que la victoire seule permettrait de réaliser, et les Alliés ne tendent plus leurs efforts pour l'obtenir. Ils se désintéressent de la Transcaucasie, et s'en remettent aux Grecs en Anatolie.

Et même, si ces clauses relatives aux peuples transcaucasiens étaient observées, rien ne serait encore résolu. Car ces peuples ne peuvent pas exister et se maintenir comme États complètement indépendants. Même jouissant de la souveraineté, ils seraient obligés de se chercher des protecteurs, c'est-à-dire d'aliéner une partie de cette souveraineté, au moins en ce qui concerne les affaires extérieures. C'est pourquoi la question des orientations est pour eux la plus importante, — plus importante même que leur titre d'État, car c'est une question vitale, au sens le

plus littéral du mot, comme l'ont compris les Géorgiens à la fin du XVIII^e siècle, et comme l'a trop bien montré l'histoire récente du peuple arménien. Les Transcaucasiens auraient échappé à cette nécessité d'une protection, s'ils avaient pu former entre eux une union. De force numérique sensiblement égale, ils auraient conservé chacun son indépendance dans la coalition. Mais une telle union était impossible, parce qu'ils n'avaient pas la même orientation. Si l'on proclamait leur indépendance *de jure*, on se donnerait simplement l'illusion d'avoir résolu le problème, et l'on aurait simplement créé les conditions les plus favorables pour que la Transcaucasie soit dans un état de trouble permanent, ce qui, par suite de la situation géographique de ce pays, serait une menace perpétuelle pour la paix du monde.

Bien des gens, qui aiment la méthode paresseuse des formules pour éviter l'effort de penser et de comprendre, répondront : l'indépendance est le droit des peuples, cela suffit, — les États transcaucasiens se comporteront ensuite comme ils l'entendront, cela ne nous regarde pas.

L'auteur du présent ouvrage est un partisan fervent du droit des peuples, et c'est précisément ce qui l'a conduit à en étudier les diverses applications. Il est persuadé que ce principe, appliqué dans son esprit, c'est-à-dire dans un esprit démocratique, peut assurer le maximum de sécurité internationale

qui puisse être espéré. Aussi est-ce la meilleure application possible du droit des peuples qu'il recherche, en Transcaucasie comme ailleurs. Seulement, il ne se contente pas de la brutalité des formules, et veut voir ce qu'elles recouvrent, dans chaque cas.

Prenez la République d'Azerbeïdjan. Sa délégation à Paris demande la reconnaissance définitive de son indépendance. Mais que représente cette délégation? Rien de plus qu'un parti politique d'un pays où il n'y a jamais eu de vie politique démocratique. La demande est faite au nom des beks et des khans qui regrettent de ne plus exercer leur pouvoir féodal, et qui, dans une « république » indépendante, redeviendraient les maîtres des paysans tatars, à la façon des khans de l'Azerbeïdjan persan. Jamais on n'a connu de mouvement national de la masse de ces paysans. Leurs intérêts sont opposés à ceux de la délégation qui est censée parler en leur nom. Comment peut-on invoquer le droit des peuples en ce cas? Il est vrai que les paysans tatars ont pris part aux élections du 25 novembre 1917 pour la Constituante russe, et qu'ils ont élu, à une écrasante majorité, les candidats de ce parti Moussavat, qui est le parti de leurs beks et de leurs khans, et il est fort possible, même très probable, que si l'on procédait à un plébiscite, ils voteraient pour l'indépendance presque comme un seul homme. Qu'est-ce que cela

prouve et qu'est-ce que cela prouverait ? Dans un pays aussi arriéré, sans culture intellectuelle et sans culture politique, où la population purement paysanne est complètement dominée par les propriétaires résidants, le vote même est sans signification, et c'est encore une erreur des gens à formules de croire que l'on peut transplanter du jour au lendemain, dans des pays aussi peu préparés, des méthodes politiques dont les pays occidentaux ont eu tant de peine à conquérir la pratique honnête.

Donc, l'indépendance ne serait d'aucun bénéfice économique ou politique pour la population tatare, on ne lui connaît pas d'aspirations nationales, et il n'existe pas de moyens de la consulter. Après l'intérêt des populations locales, il est permis d'examiner aussi l'intérêt général. Abandonné aux chefs des Tatars, ce pays, d'une merveilleuse fécondité, deviendrait en grande partie stérile : sous ce rapport, il y aurait une régression certaine. Régression aussi dans l'ordre politique, même par comparaison avec le régime tsariste : celui-ci était policier, c'est-à-dire que l'arbitraire empêchait les partis démocratiques de jouer leur rôle et de faire de la propagande, mais la Russie tsariste était un État organisé : la République tatare ne le serait pas plus que la Turquie. Or, il est d'un intérêt général d'élever la productivité de tous les pays et de favoriser partout le progrès démocratique. D'autre part, l'indépen-

dance tatare ne pourrait guère être que nominale, et l'on verrait s'y exercer l'influence de plus grands États. L'orientation turque y prédominerait et ne serait combattue que par l'activité commerciale des pays plus avancés. Ce serait ajouter à la puissance turque, en même temps qu'adjoindre une région à celles où la rivalité des grandes puissances est déjà une cause d'instabilité. Singulière méthode pour « organiser » le monde.

Et puis, les populations tatares ne sont pas les seules qui habitent la République d'Azerbeïdjan. Il y a surtout des Arméniens et des Russes, les uns et les autres non pas fonctionnaires ou gens de passage, mais gens attachés au pays, et souvent paysans. Ils jouent un grand rôle dans l'économie locale, parce qu'ils occupent naturellement, grâce à la supériorité de leur culture, presque tous les postes pour lesquels des connaissances techniques sont nécessaires. Ne doit-on tenir aucun compte de ces Arméniens et de ces Russes ? Ne doit-on tenir aucun compte de ces Russes et même de ces Tatars du district de Moughan ou de Lenkoran, qui ont protesté de leur fidélité à la Russie, et refusé, malgré le danger de leur position et la pression des Anglais, de reconnaître le gouvernement tatar autrement que comme un fait provisoire ? En faveur de ces allogènes ou de ces Tatars non ralliés à la nouvelle république, on ne manquera pas d'édicter des règles

protectrices. Mais ces bonnes intentions, l'expérience l'a trop prouvé, sont inefficaces. Les Arméniens, déjà « protégés » de la sorte par l'article 61 du traité de Berlin, ne peuvent s'y tromper. Déjà des massacres à la turque leur ont montré ce qu'ils peuvent attendre des Tatars. Les Russes, en grand nombre, ont émigré. La suppression des éléments les plus capables serait l'inévitable résultat de l'indépendance.

Ces Arméniens et ces Russes étaient particulièrement nécessaires dans la région de Bakou, dont les Tatars n'auraient pas su exploiter le pétrole. Là, les Tatars sont en minorité, assez faible, même. Le pétrole est principalement russe par l'organisation technique, par les capitaux, par le travail qualifié, et il est presque uniquement russe par l'organisation commerciale, par les transports et par la consommation. La population locale a montré son attachement à la Russie d'une manière beaucoup plus décisive que par un plébiscite qui pourrait être truqué — en soutenant une guerre pour éviter d'être incorporée à la République d'Azerbeïdjan. Si le droit des peuples a un sens, la solution est nette en ce cas : Bakou doit faire partie de la Russie.

La région de Bakou mise à part, il reste un territoire fertile et assez vaste (plus de 60.000 kilomètres carrés), habité par un peuple paysan de près de trois millions d'âmes. Mais ce peuple n'est pas arrivé à un degré de culture qui lui permette de se gouverner

lui-même. C'est encore un peuple mineur. Il a besoin d'un tuteur en attendant sa majorité. Ce cas a été prévu par le Pacte de la Société des Nations. C'est pour cela que l'on a institué des « mandats », et l'on a décidé que ces mandats devraient être de plusieurs sortes (article 22) :

« Le caractère du mandat doit différer suivant le degré du développement du peuple, la situation géographique du territoire, ses conditions économiques et toutes circonstances analogues. »

Il serait absurde, en effet, d'imposer à la République tatar un régime analogue à ceux qui ont été prévus pour les colonies africaines de l'Allemagne. Les Tatars sont même déjà beaucoup plus aptes à se gouverner que, par exemple, les Montagnards du Caucase. Le vrai réalisme consiste à bien apprécier ces degrés. Le mandat qui conviendrait aux Tatars transcaucasiens est ainsi défini (c'est le paragraphe qui suit celui que je viens de citer) :

« Certaines communautés qui appartenaient autrefois à l'Empire ottoman ont atteint un degré de développement tel que leur existence comme nations indépendantes peut être reconnue provisoirement, à la condition que les conseils et l'aide d'un mandataire guident leur administration jusqu'au moment où elles seront capables de se conduire seules. Les vœux de ces communautés doivent être pris d'abord en considération pour le choix du mandataire. »

Ces termes assez vagues permettraient au mandataire d'exercer une autorité plus ou moins effective, sous le contrôle de la Société des Nations, suivant ce qu'il jugerait opportun, et suivant ce qu'aurait décidé à cet égard le Conseil de la Société.

Malheureusement, ces prescriptions du pacte témoignent plus des bonnes intentions de leurs auteurs que d'un esprit vraiment pratique. Elles indiquent ce qui serait désirable plutôt qu'elles ne le réalisent. La grande difficulté n'est pas de tracer son rôle au mandataire, mais de le désigner, et de savoir quel avantage il retirera de son mandat, en échange des charges. L'affaire du mandat arménien a montré que l'on ne peut compter que l'on trouvera des mandataires désintéressés. S'il n'y en a pas pour l'Arménie, comment espérerait-on en trouver pour la République tatar? Il n'existe pour elle qu'un mandataire naturel, c'est la Russie — à condition qu'elle devienne, comme dit le Pacte, une des « nations développées qui, en raison de leurs ressources, de leur expérience et de leur position géographique, sont le mieux à même d'assumer cette responsabilité ». Une telle Russie pourrait l'assumer à moins de frais que tout autre État et avec sa connaissance des conditions de la vie dans le Caucase, et elle y aurait un intérêt politique, distinct de tout intérêt condamnable d'oppression ou d'exploitation, puisqu'il est essentiel pour elle que la Transcaucasie ne

retombe pas sous l'influence du nationalisme panturc. En y veillant, d'ailleurs, elle rendrait service à la masse des paysans tatars, qu'elle empêcherait de retomber sous le joug de leurs khans, et elle remplirait une fonction d'intérêt général pour la sécurité du monde. Mais une telle Russie n'existe pas à l'heure actuelle. La solution du rattachement de la République tatare à la Russie par un mandat, ou sous n'importe quelle autre forme est provisoirement exclue — et aucune autre solution satisfaisante n'apparaît. Cela prouve combien il serait nécessaire d'avoir une Russie digne d'entrer au Conseil de la Société des Nations.

Le cas de la Géorgie et de l'Arménie est tout à fait différent. Les peuples géorgien et arménien ont une conscience nationale fondée sur un long passé historique et toujours vivace. Il n'y a aucun doute à ce sujet, et toute consultation de ces peuples est superflue. Chacun d'eux est animé de la volonté de former une nation.

Ce sont deux peuples de culture occidentale, qui ont, dans leur population nationale, des capacités techniques suffisantes pour organiser leur vie administrative et leur vie économique par leurs propres moyens, et qui pourront produire rapidement un plus grand nombre de techniciens, s'il le faut.

Ces deux peuples sont démocrates de principe. Il est vrai qu'ils n'ont pas la pratique de la démocratie,

puisqu'ils vivaient jusqu'ici sous le régime russe ou sous le régime ottoman, et le fait que dans chacun d'eux un parti prédominant, le parti social-démocrate en Géorgie, et le Dachnaktzoutsoun en Arménie, réunit la quasi unanimité des suffrages, montre que l'esprit démocratique n'a pas encore profondément pénétré, car la variété des opinions est son essence. Mais cette unanimité est sans doute une forme d'union sacrée. Les Arméniens ont des traditions démocratiques réelles. Des traditions semblables se développeront en Géorgie, par suite de la réforme agraire. Le degré de culture des deux peuples permet de penser que leur démocratie de principe ne demeurera pas purement formelle.

Il semble qu'en ce cas l'application du droit des peuples va de soi. Deux nations démocratiques sont parvenues à un degré de développement assez grand pour se gouverner elles-mêmes, et demandent que leur indépendance soit reconnue. Tout est dit, et l'on ne peut que s'incliner.

Objection : les Russes patriotes réclament ces pays qui, disent-ils, n'ont pas cessé de faire partie de la Russie en droit. La Russie n'existe plus en fait et n'a plus qu'une existence virtuelle, symbolisée par le gouvernement du général Wrangel, mais les Alliés doivent reconnaître cette Russie toujours alliée, la respecter, et ne pas attenter à son intégrité. La théorie de l'intégrité était admise au

temps du tsarisme. Les gouvernements regrettaient alors que le tsar ne consentît pas à la Pologne des droits d'autonomie étendus, mais estimaient ne pouvoir lui adresser à ce sujet que des conseils discrets. La théorie subit une atteinte lorsque, sous le gouvernement provisoire, le Soviet proclama le droit des peuples dans une formule ambiguë. Il semblait que ce droit nouveau, en contradiction avec la composition de la plupart des États, annulait tous leurs droits acquis, et, par conséquent, abolissait l'ancien droit formel. Cependant la doctrine du droit des peuples n'était appliquée, après la victoire, qu'aux États vaincus : c'est dire que les droits acquis subsistaient. L'application du principe nouveau à la Russie serait donc uniquement fondé sur ce que les Alliés la considèrent comme ayant cessé d'exister — en droit comme en fait. Sont-ils juridiquement justifiés à la traiter ainsi? Le problème est tellement complexe et délicat qu'il permet à chacun de répondre à sa convenance. Avaient-ils raison dans leur intérêt? Non, certainement, et si, comprenant mieux qu'une Russie démocratique était nécessaire à la paix, ils l'avaient énergiquement soutenue, ils ne se perdraient pas dans la confusion présente. Le problème de la Transcaucasie, notamment, serait plus clair. Je n'invoquerai pas, toutefois, la thèse juridique d'un droit préalable de la Russie, et c'est uniquement l'application du droit des peuples qui sera recher-

chée ici. C'est donc uniquement la situation de la Géorgie et de l'Arménie qui doit être envisagée. La Russie ne compte plus, il n'y a pas à en tenir compte, elle ne pourrait encore intervenir que si elle était appelée.

Si la Transcaucasie n'occupait pas une position géographique si particulière, le problème serait simple, et la Géorgie et l'Arménie devraient être des États souverains, sans la moindre réserve.

Or, la Géorgie était un État souverain en 1783. Elle a pourtant renoncé à sa pleine souveraineté, d'abord, puis à son indépendance, elle est devenue russe spontanément, pour échapper à un pire danger, et elle proclamait, à la fin de 1917, qu'elle se trouvait toujours dans la même situation menaçante et qu'elle devait conserver l'orientation russe. Le danger turc a-t-il donc disparu depuis ?

Quant à l'Arménie, elle réclame son indépendance, mais elle demande qu'un mandataire lui soit désigné. Pourquoi ? Elle ne s'estime pas incapable de se gouverner elle-même et ne dissimule pas ses motifs. Elle a besoin de protection parce qu'un danger extérieur rendrait son indépendance trop précaire si elle était absolue.

Voilà donc deux nations qui remplissent toutes les conditions pour justifier la reconnaissance de leur indépendance souveraine. Et pourtant, il serait déraisonnable de leur part de ne pas vouloir une li-

mitation de leur souveraineté. Cela ne tient à aucune raison qui leur soit propre, car elles sont absolument qualifiées. Cela tient à leur situation géographique, et à leurs voisins. Le monde est mal fait, dira-t-on. Ce n'est pas une découverte, mais il est ce qu'il est. Corrigeons-le, dit-on encore, et l'on institue la Société des Nations. Mais une telle création ne saurait atteindre son but du premier coup. Les nationalistes pantures n'en tiennent aucun compte, et le danger subsiste. L'Arménie, qui en connaît trop bien la réalité, persiste à demander un mandataire, et la Société des Nations ne parvient pas à le lui procurer.

Comment se fait-il que la Géorgie n'en demande pas un aussi ? C'est que l'Arménie est en plein dans le passage qui va de l'Anatolie à la Caspienne. C'est elle qui est le plus menacée, et elle sait se défendre. La menace ne deviendrait vraiment grave pour la Géorgie que si l'Arménie était décidément vaincue. Les Géorgiens ont eux-mêmes reconnu qu'en se défendant, les Arméniens les défendent aussi. Ils se laissent défendre. Cet aveu montre bien que le besoin de protection est le même pour les deux pays. La Géorgie trouve seulement avantageux de se faire protéger par sa vaillante voisine, sans participer à son effort. Où trouver le mandataire ? Comme pour l'Azerbeïdjan, il n'y a qu'un mandataire naturel, et il n'existe pas actuellement : c'est la Russie — cette

Russie à laquelle la Géorgie déclarait encore vouloir rester fidèle jusqu'au commencement de 1918, alors qu'elle n'existait déjà plus, et à laquelle l'Arménie garde toute sa sympathie. Ce sont les deux nations transcaucasiennes qui nous amènent à examiner les intérêts russes, afin de voir si le mandat pourrait être confié à une Russie démocratique et quelle forme il conviendrait de lui donner.

La Russie reconstituée n'a vraiment au Caucase qu'un intérêt économique vraiment puissant et justifié : le pétrole de Bakou doit lui revenir. Hors cela, des Russes animés de l'esprit annexionniste peuvent regretter le manganèse géorgien, ou les cultures subtropicales de Batoum et de la Koura, mais ils ne peuvent pas dire que ces richesses soient indispensables à la Russie : chaque pays a les siennes. Et la Russie a son accès à la mer Noire et à la Caspienne largement assuré sans la Transcaucasie, surtout si l'on distrait de celle-ci la région de Bakou. La situation des pays transcaucasiens est toute différente de la situation des pays baltiques, dont les ports, et surtout Riga, sont indispensables au commerce russe. Toute revendication tendant à posséder la Transcaucasie comme territoire jouissant d'une autonomie plus ou moins étendue, mais où la Russie exercerait tout de même sa souveraineté aurait nettement un caractère « impérialiste », c'est-à-dire ne serait justifiée par aucun intérêt national russe vrai-

ment essentiel d'ordre économique. Sous ce rapport, la Russie est ou devrait se montrer parfaitement désintéressée dans les affaires de Transcaucasie.

Mais la Russie reconstituée aurait un intérêt politique très sérieux et légitime à étendre sur ces pays sa protection, afin d'éviter que les progrès du pan-turquisme provoquent des troubles parmi les populations musulmanes de la Russie. Par là, l'intérêt russe coïncide avec l'intérêt national des Arméniens et des Géorgiens. Il y a donc intérêt commun, sans conflit d'intérêts secondaires. L'entente, dans ces conditions, doit pouvoir s'établir, à condition qu'il s'agisse bien d'une Russie démocratique.

On n'en est malheureusement pas là, et le moment n'est pas venu de chercher la forme d'une telle entente. Les peuples chrétiens du Caucase ne sont pas protégés par une Russie démocratique, mais attaqués par les bolcheviks, alliés des nationalistes turcs. C'est pourquoi aucun traité ne peut être définitif. Les conditions de fait qui permettraient d'instaurer un régime stable n'existent pas encore.





TABLE DES CARTES

| | |
|--|-----|
| Carte générale | 2 |
| Carte des directions du panturquisme | 91 |
| Carte des ambitions tatares et géorgiennes | 109 |

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|--|-----------|
| Les peuples de la Transcaucasie | 5 |
| La Géorgie pendant la guerre | 17 |

La réunion de la Géorgie à la Russie; un problème juridique, p. 17. — La Géorgie sous le régime tsariste, p. 28. — Le traité des nationalistes géorgiens avec la Turquie, p. 31. — Le centralisme russe des principaux social-démocrates géorgiens, p. 36. — Le Congrès général géorgien du 3 novembre 1917 et le discours de Jordania, p. 38. — Négociations de Trébizonde, changement d'orientation des social-démocrates géorgiens et reconnaissance du traité de Brest-Litovsk, p. 44. — Invasion turque dans le sud et l'est de la Transcaucasie, les Allemands en Géorgie, p. 56. — La Géorgie indépendante, p. 64. — Effets de la défaite allemande, p. 67.

Bakou, la ville du naphte. 73

L'industrie du pétrole à Bakou, p. 73. — Le compromis bolchéviste (mars 1918), p. 78. — Bitcherakhov et le siège de Bakou, p. 81. — L'importance stratégique de Bakou et les intrigues allemandes dans la province transcaspienne, p. 87.

La République d'Azerbeïdjan. 93

Sur le nom de cet État, p. 93. — Les « partis » et la vie économique, p. 98. — La République tatare, province turque (26 mai-17 novembre 1917), p. 106. — Les Alliés adoptent une politique antirusse et font le jeu des Turcs, p. 113. — La guerre des Montagnards contre Denikine (octobre 1919), p. 120.

La République d'Arménie. 127

L'Arménie et l'orientation russe, p. 127. — Le Congrès arménien d'octobre 1917, p. 136. — L'Arménie pendant la guerre, p. 140. — Le conflit arméno-géorgien, p. 148. — Affaires de Nakhitchevan et de Karabagh, p. 156. — Entrée en scène de Mustapha Kémal et intervention des Alliés, p. 162. — Le retrait des troupes anglaises et le mandat américain, p. 168. — Zanguézour et l'entente du 23 novembre 1919, p. 176. — Période de calme relatif, p. 179. — L'Arménie, la Géorgie et les Alliés, p. 184. — Le bolchévisme, p. 191.

La Transcaucasie et le droit des peuples. . . . 197

Extrait du Catalogue des Éditions Bossard.

Envoi franc de port des ouvrages ci-dessous :

- AUGUSTE GAUVAIN. — **L'Affaire grecque.** Un vol. in-16.
Prix 3 fr. »
- CHARLES FRÉGIER. — **Les Étapes de la Crise grecque.**
Un vol. in-16. Prix 3 fr. 90
- BARON BORIS NOLDE. — **Le règne de Lénine.** Un vol.
in-16. Prix 3 fr. »
- ÉMILE LALOY. — **Les Documents secrets du Ministère des Affaires étrangères de Russie publiés par les Bolchéviks.** Prix 3 fr. 90
- **Le Complot germano-bolchéviste.** 70 Documents sur les relations des chefs bolchévistes avec l'armée, la grosse industrie et la finance allemandes.
Un vol. in-16. Prix 6 fr. »
- BERTRAND BAREILLES. — **Le Rapport secret sur le Congrès de Berlin présenté à la S. Porte par Carathéodory Pacha, premier plénipotentiaire ottoman.**
Un vol. in-16. Prix 3 fr. 90
- BERTRAND BAREILLES. — **Un Turc à Paris. 1806-1811.**
Relation de voyage et de mission de Mouhib Effendi, ambassadeur extraordinaire du sultan Sélim III. D'après un manuscrit autographe. Prix 4 fr. 80
- D^r MAHOKIAN. — DEMOS. — **Les vraies bases de la Société des Nations.** Prix 4 fr. 20
- PRÉSIDENT WILSON. — **Messages, Discours, Documents diplomatiques relatifs à la guerre mondiale.**
Deux vol. in-8. Prix 9 fr. »
- D^r GEORGE-SAMNÉ. — **La Syrie.** Préface de Chekri Ganem.
30 photographies et 6 cartes hors texte. Un vol. in-8.
Prix 39 fr. »

Collection in-16 Bossard

- CHARLES ANDLER. — Le
dans l'Allemagne contemporaine
mique avec Jean Jaurès (1911)..... 3 fr. 60
- BERTRAND BAREILLES. — Le Rapport secret de
Carathéodory Pacha, sur le Congrès de Berlin, présenté
à la Sublime Porte..... 3 fr. 60
- AUGUSTE BOPPE. — A la suite du gouvernement
Serbe (de Nich à Corfou). 1 carte..... 3 fr. »
- JULES CHOPIN (JULES PICHON). Le Complot de Sara-
jévo 2 fr. 40
- FRANCISCO CONTRERAS. — Le Chili et la France.
Préface de M. Jules Roche. Une carte.. 3 fr. 60
- FRANCO CVIÉTISA. — Les Yougoslaves. 2 c. 3 fr. 60
- D. DRAGHICESCO. — Les Roumains. 1 c. 3 fr. 90
- JULES DUHEM. — Vue générale sur la question d'Al-
sace-Lorraine. 1 carte..... 3 fr. 60
- CHARLES FRÉGIER. — Les Étapes de la Crise Grecque
(1915-1918). Préf. de M. Gustave Fougères 4 fr. 50
- AUGUSTE GAUVAIN. — L'Affaire grecque. 3 fr. »
- DU MÊME : La question Yougoslave. 1 carte. 3 fr. »
- DU MÊME : L'Encerclement de l'Allemagne. 3 fr. »
- OLOF HOIJER. — Le Scandinavisme. Prix. 1 fr. 50
- LÉON MACCAS. — Constantin I^{er}, roi des Hellènes.
Prix. 1 fr. 50
- STEPHEN OSUSKY et JULES CHOPIN. — Magyars
et Pangermanistes. 2 cartes..... 3 fr. 60
- ÉDOUARD PAYEN. — Belgique et Congo. 3 fr. »
- DU MÊME : La Neutralisation de la Suisse et de la
Savoie. Une carte..... 2 fr. »
- PAUL PILANT. — Essai sur le sentiment français en
Alsace. Comment il s'est formé. Comment il s'est
maintenu 3 fr. »
- FERNAND ROCHES. — Manuel des Origines de la Guerre
Causes lointaines. Cause immédiate. Préf. de M.A.-G. DE
LAPRADELLE. Avec un tableau synchr. 500 p. 3 fr. 60
- JULIEN ROVÈRE. — L'Affaire de Saverne. 1 fr. 80
- GIUSEPPE SALVIOLI. — Le Concept de la Guerre Juste.
(Traduit de l'italien par G. Hervo)..... 3 fr. »
- CHARLES BRIAND. — Le Dépeuplement de la
France 2 fr. 40
- EDMOND BURON. — Donnez des terres aux soldats
L'exemple de l'A

PRIX MAJORE

9 fr.

EESTI RAHVUSRAAMATUKOGU



1 0100 00254464 7